

L'IMAGE DE L'AGRICULTURE ESPAGNOLE DANS LA PRESSE FRANÇAISE



María Cristina Gallardo Caparrós

Máster en Gestión Internacional de la Empres e Idiomas

Universidad de Almería

Fecha de defensa: 26 de septiembre de 2013

Director del trabajo: María Loreto Cantón Rodríguez

ABSTRACT

Agriculture is a relevant sector for society's development and in Spain is an economic activity very important in several regions, mainly since the beginning of the financial crisis. Spain leads in agricultural production and a grand proportion of the products are exported, and France is the main recipient.

In addition, the influence of written press and mass media in social and economic relationships in and between populations at the national and international levels is undeniable.

From this perspective, this project try to analyze the references to Spanish agriculture in French written press in order to know what is the image offered and in which way this is going to influence the sector image and the Spain image in general.

RESUMEN

La agricultura es un sector muy relevante para el desarrollo de las sociedades y concretamente en España es un importante motor económico en muchas regiones, sobre todo desde el inicio de la crisis económica. España está a la cabeza en producción agrícola y gran parte de sus productos se destinan a la exportación, siendo Francia el principal receptor.

Por otro lado la influencia de la prensa y de los medios de comunicación en las relaciones sociales y económicas que se establecen dentro y entre las poblaciones tanto a nivel nacional como internacional es innegable.

Partiendo de estas ideas, este trabajo pretende analizar las referencias a la agricultura española en la prensa francesa para averiguar cuál es la imagen que se ofrece y de qué forma puede influir en la imagen de este sector y en la de España en general.

RESUME

L'agriculture est un secteur très remarquable pour le développement des sociétés, concrètement en Espagne est un moteur économique dans beaucoup de régions, surtout dès le début de la crise économique. L'Espagne est à la tête en production agricole et une grande partie des produits est destinée à l'exportation, dans ce cadre, la France est le principal récepteur.

Par ailleurs, l'influence de la presse et des média dans les relations sociales et économique établies entre les différentes populations au niveau national et international est indéniable.

À partir de ces idées, ce travail a pour but d'analyser les références à l'agriculture espagnole dans la presse française pour savoir quelle est l'image offerte et dans quelle façon cela va influencer l'image du secteur et de l'Espagne en général.

INDICE

1. Introduction	4
2. Objectifs	5
3. Justification	5
3.1.Le concept d’agriculture	6
3.2.La presse : importance, influence, pouvoir	6
3.3.Le choix de la période et des journaux	8
3.4. <i>Le Monde</i> et <i>20 Minutes</i>	12
4. Méthodologie	13
5. Analyse des textes sélectionnés	14
5.1. Analyse de l’année 2011	16
5.1.1. Le quotidien <i>20 Minutes</i>	16
5.1.2. <i>Le Monde</i>	23
5.2. Analyse de l’année 2012	32
5.2.1. <i>20 Minutes</i>	32
5.2.2 <i>Le Monde</i>	39
6. Conclusion	44
7. Bibliographie	46

1. Introduction

L'agriculture a toujours été et il est encore un secteur vivement important pour le développement des peuples. Même si cette importance est descendue au cours des années pour laisser la place à d'autres activités, son apport au soutien pas seulement alimentaire mais aussi économique de certaines régions est indéniable. Pour le cas de l'Union européenne et concrètement des pays qui nous occupent, la France et l'Espagne, l'agriculture est l'un des secteurs le plus important tel que nous pourrions le constater tout au long de ce travail et une source de disputes et d'alliances selon le cas.

D'un autre côté, personne ne peut nier les effets de la presse sur les sociétés, ses avis, ses façons de percevoir l'environnement qui leur entoure vont inévitablement influencer la façon dont les gens perçoivent la réalité. Cette influence augmente si nous prenons compte du développement des médias ces dernières années. Tout le monde qui le voudra a de nos jours accès aux publications nationales et internationales à travers non seulement des supports traditionnels mais à travers des environnements virtuels. Le chiffre de dispositifs donnant accès à ces environnements monte rapidement et même si la majorité de la population possède une inscription à ce service, elle n'est pas nécessaire pour en profiter. La possibilité de visiter les éditions numériques des journaux est dans nos centres d'étude ou de travail, dans les bibliothèques et même dans certains cafés et lieux publics.

Compte tenue ces deux points l'image que les médias transmettent d'un sujet ou d'un événement vont avoir une influence importante sur ce que les gens pensent et sur leur façon d'agir. Les images stéréotypées des pays ou de groupes peuvent jouer un rôle important dans les rapports sociaux et économiques.

A partir de ces considérations, le but de ce travail est d'analyser quelle est l'image que la presse française offre de l'agriculture espagnole et dans quelle mesure cette image est fondé ou non ; ainsi que la façon dont elle peut influencer ce secteur et l'économie espagnole en général.

2. Objectifs

- Connaître l'image de l'agriculture espagnole dans la presse française
- Identifier et analyser l'existence de stéréotypes
- Identifier si c'est possible l'origine de ces stéréotypes
- Connaître l'influence exercée par cette image pour l'économie espagnole
- Analyser jusqu'à quel point l'image offerte par la presse peut affecter l'économie de l'Espagne et le secteur de l'agriculture en particulier.

3. Justification

Prenant le sujet plus en profondeur, il y a au moins trois points qui justifient l'analyse de l'image de l'agriculture espagnole dans la presse française écrite.

Tout d'abord, la France et l'Espagne sont deux pays dont les échanges commerciaux, culturels et économiques sont très fréquents et d'un grand volume ; ce qui met en relief l'importance que chaque pays a dans la vie quotidienne de l'autre.

Deuxièmement, nous pouvons parler de l'importance de l'agriculture en Espagne, étant l'un des secteurs le plus important dans l'économie de notre pays, l'on constate qu'avec la crise c'est un secteur qui progresse en ce qui concerne la création d'emploi ainsi que dans le volume d'exportations. Cela a aidé à pallier les effets négatifs de la descente des autres secteurs qui historiquement ont été des secteurs capitaux pour l'économie espagnole.

Finalement et comme a déjà été mentionné dans l'introduction, la presse est l'un des pouvoirs les plus forts dans les sociétés démocratiques, ce qui fait que les avis diffusés par ce média aient une forte influence dans ce que les gens pensent et par conséquent dans leur façon d'agir.

Maintenant, nous allons justifier ce sujet à travers de faits et de chiffres de ces affirmations.

3.1 Le concept d'agriculture

L'encyclopédie Larousse définit l'agriculture comme:

Ensemble des activités développées par l'homme, dans un milieu biologique et socio-économique donné, pour obtenir les produits végétaux et animaux qui lui sont utiles, en particulier ceux destinés à son alimentation. Et ajoute L'activité agricole demeure fondamentale pour tous les pays et toutes les sociétés. C'est de l'agriculture que l'humanité tire la quasi-totalité de son alimentation.¹

A partir de cette définition qui met en relief l'importance de l'agriculture pour le développement de la vie humaine, nous pouvons affirmer que l'activité agricole a beaucoup évolué dès les premières références que nous avons au IX^{ème} siècle avant J-C au proche-Orient jusqu'à nos jours. Malgré les époques de déclin qu'elle a souffert tout au long des années, cette activité demeure un secteur très important pour l'activité des peuples et essentiel pour la survivance de l'être humain.

3.2 La presse: importance, influence, pouvoir.

Le dictionnaire Larousse définit presse comme « *ensemble des journaux et de revues périodiques* »². C'est important de bien connaître la définition lorsqu'on se plonge dans l'analyse d'un sujet, cela nous met sur la voie de certaines affirmations ; qu'il s'agit des documents écrits dont le but est soit d'informer soit de distraire. Dans ce cas concret nous allons nous concentrer sur les quotidiens. D'un autre côté il s'agit de publications périodiques, ce sont des documents informant les personnes avec une certaine régularité journalière, hebdomadaire ou mensuelle. Leurs lecteurs leur font confiance et ils font toujours leur choix. L'influence des médias sur les gens est aujourd'hui est claire, nous pouvons dire que ce qui était dit à propos de la presse pendant la révolution française, qu'elle était « le quatrième pouvoir », est toujours valable malgré la répartition de ce pouvoir entre le reste de médias (la télévision, la radio, l'internet...). La figure du quotidien, dans sa version écrite comme numérique reste importante pour les sociétés. En fait nous pouvons lire dans la dernière étude d'Audipresse³ que la vente de journaux est descendue

¹ Encyclopédie Larousse en ligne. <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/agriculture/19409>

² Encyclopédie Larousse en ligne <http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/presse/82967>

³ *Revue de presse – Résultats One 2012,(2013 :2)*, Agence Audipresse, société d'études interprofessionnelle de la presse créée en 2007 par l'APPM, La SPQN, La SPQR, L'ADPOUG et L'ADPGI.

en 2012, mais d'un autre côté on assiste à l'émergence des versions numériques et gratuites, des formules qui sont en plein essor.

Etant donné cette influence sur la façon de penser de l'individu et que l'individu normalement se conduit selon ce qu'il pense, c'est clair que les moyens de communication peuvent exercer un pouvoir importante sur le comportement des gens et donc sur le développement d'une industrie.

Il faut noter dans ce sens qu'il y a deux grands courants de pensée ; la presse représente la pensée de la société ou, par contre, la crée. Nous n'allons pas approfondir dans cette question car de toute façon, quoi qu'il en soit, son importance pour la société est claire. Moi, je dirai que la relation entre presse et société suppose une influence réciproque.

Nous parlons de l'influence de la presse, et même si nous allons approfondir dans cette question tout au long de ce travail, il est important de penser aux techniques les plus caractéristiques pour influencer l'opinion des gens. Tout d'abord les médias ils ont tous des intérêts politiques, économiques, sociaux, des liens avec des entreprises... Cela va fortement influencer la façon de présenter les informations ; ils utilisent par exemple l'une ou l'autre image pour représenter un fait, cela a des effets sur la façon dont le lecteur perçoit les faits. Par exemple, l'impression offerte par les deux extraits suivants n'est pas le même :

Les agriculteurs réclament avec insistance un allègement des charges sur le travail pour améliorer leur compétitivité face à leurs principaux concurrents comme l'Allemagne, L'Espagne ou l'Italie ⁴

Cette économie s'est développée grâce à une main d'œuvre abondante issue de l'immigration clandestine qui subit tous les abus possible, sous-payée, embauchée au jour-le-jour, rarement déclarée, sans protection sociale, exposée aux pesticides, aux brimades... Ils sont maintenus hors des villes par un fort racisme et vivent dans des bidonvilles près des serres.⁵

Egalement utiliser un mot ou un autre ou la simple omission d'une donnée offre des connotations ; pourquoi omettre cette donnée ? Quel critère a été suivi pour éliminer l'un et non pas l'autre?

⁴ "Agriculture : allègement des charges sur le travail permanent pour début 2012", *20 Minutes*, 31-03-2011

⁵ Sabsibo, Sarah "Itinéraire d'une tomate espagnole", *20 Minutes*, 11-09-2012

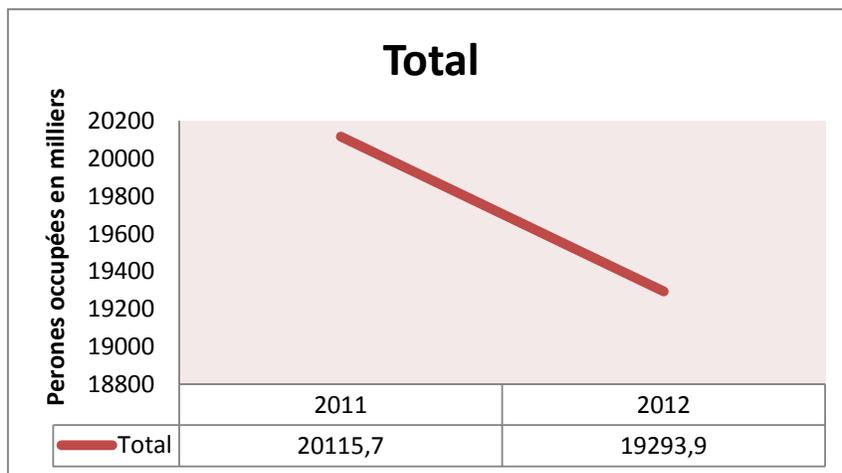
Même si personne ne peut nier que l'information totalement objective n'existe pas, au moins dans les médias, nous ne devons pas oublier que c'est le lecteur qui dit le dernier mot, et il faudrait se poser la question de si l'on a le même point de vue critique pour les médias qui renforcent notre façon de penser ou appuient nos intérêts que pour ceux qui font le contraire.

3.3 Le choix de la période et des journaux

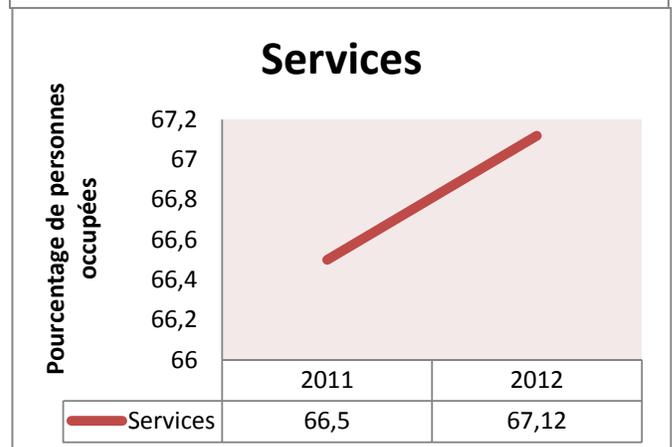
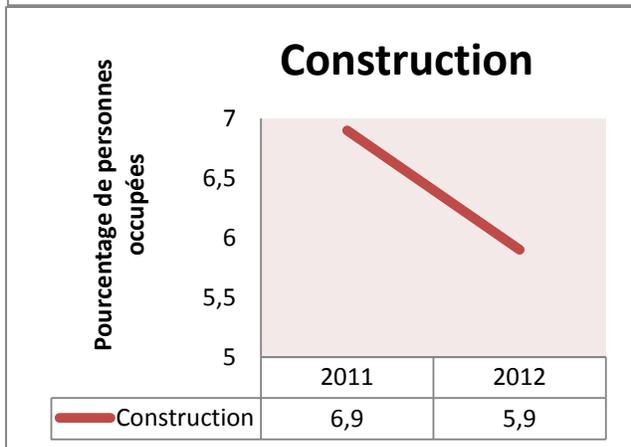
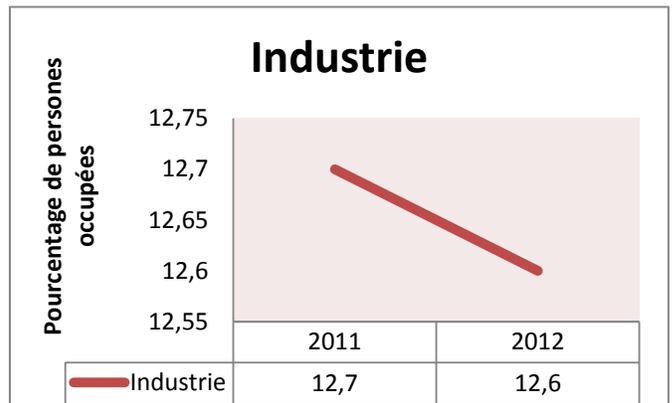
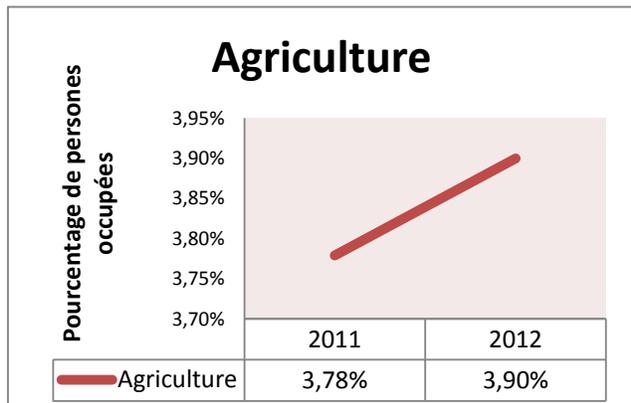
En ce qui concerne le choix de la période à analyser, il est fondé sur deux points fondamentalement ; l'importance de l'actualité des informations et la situation actuelle.

Etant donné que l'un des objectifs de cette étude est de connaître les effets que l'image de l'agriculture de notre pays a sur l'agriculture et sur l'économie en général ; il est vivement important d'analyser des informations actuelles pour que les conclusions puissent être utiles soit pour comprendre soit pour agir. Compte tenu de la situation actuelle, dans le cadre de l'agriculture espagnole, malgré la crise économique que nous vivons de nos jours et d'une certaine manière grâce à elle, l'activité agricole, au lieu de descendre comme il arrive dans la plupart des secteurs, demeure constante et arrive même à croître légèrement, c'est pour cela que le secteur agricole se dresse comme un secteur très important pour l'économie espagnole dans le contexte actuel.

Ces graphiques représentent le pourcentage de personnes occupées dans chaque secteur économique sur le total des occupés selon les renseignements de l'EPA, l'enquête sur les foyers de travail réalisé par l'institut de statistique espagnol. ⁶

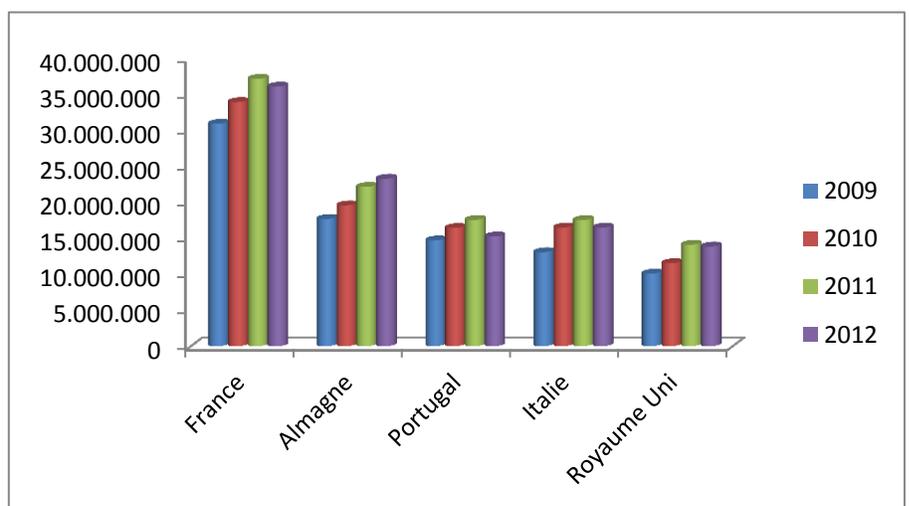


⁶ Graphiques adaptés à partir des données de l'EPA de *Instituto Nacional de Estadística*



Ces données nous montrent que malgré la descente dans le nombre de personnes occupées dans les dernières années, le pourcentage représenté par l'agriculture a augmenté et cette hausse a été compensée par des descentes dans le reste de secteurs. Celui-ci est un indicateur de l'importance de l'agriculture pour l'économie espagnole.

Un autre indicateur que justifie le choix de la France ainsi que le secteur c'est le niveau d'exportation de l'Espagne à destination la France. Le graphique suivant, montre l'évolution du top 5 des pays récepteurs des exportations espagnoles avec son évolution dans les

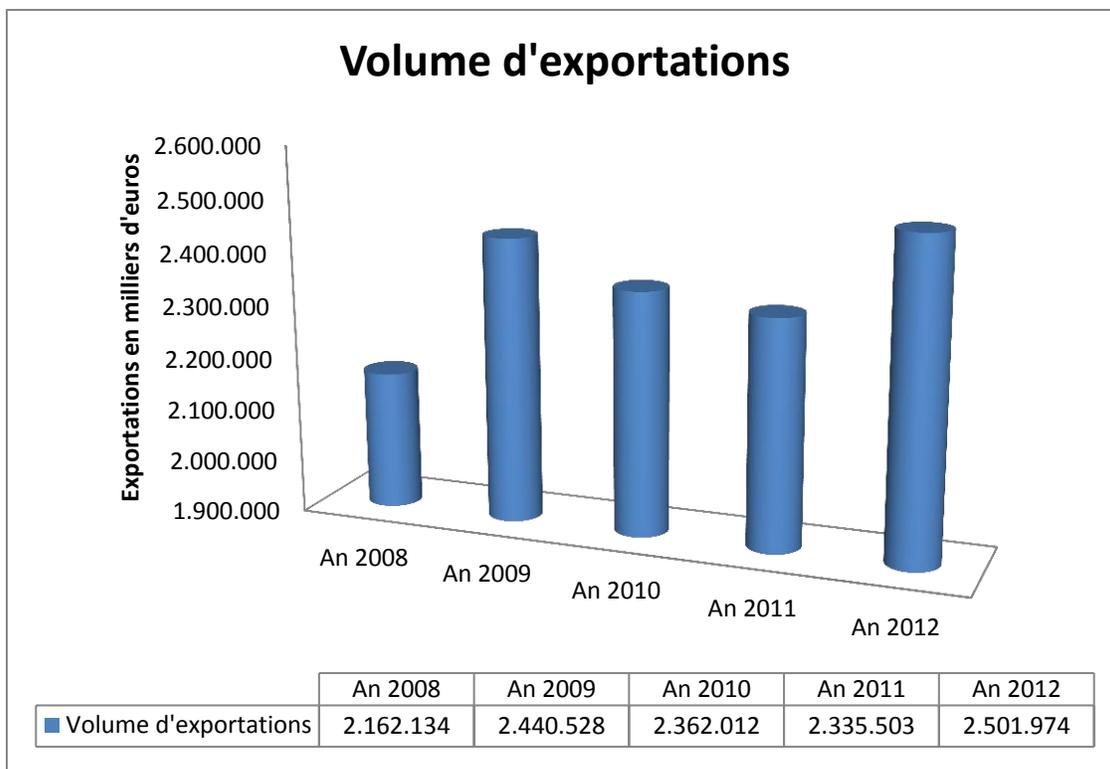


⁷ Graphique adaptés à partir des données de l'ICEX (Institut espagnol de commerce extérieur), source AEAT.

dernières années.

Si l'on observe, malgré une légère descente entre 2011 et 2012, l'évolution des exportations entre la France et l'Espagne augmente et fait que la France reste le premier récepteur.

Ensuite, nous constatons la même tendance dans les exportations des fruits et légumes destination l'Hexagone ont également augmenté dans les dernières années.⁸



Par rapport au choix des textes à analyser, il est fondé sur son importance dans la société, en supposant que ceux qui sont les plus lus sont ceux qui influent plus fortement sur l'image transmise. Nous allons nous appuyer sur les statistiques d'Audipresse, société d'études interprofessionnelle de la presse en France, concernant les éditions papier et les visites à l'édition numérique. On a délimité pour le choix final des quotidiens d'information générale et à tirage national ; cela nous mène à l'analyse *de 20 Minutes* et *Le Monde*.

⁸ Graphique adaptés à partir des données de l'ICEX (Institut espagnol de commerce extérieur), source AEAT.

Le tableau suivant nous montre par ordre les quotidiens les plus lus en France et le classement des visites aux sites web.

<u>Edition papier</u>	<u>Edition numérique</u>
20 Minutes	Femme Actuelle
Métro	20 Minutes
Direct Matin National	Paris Match
Ouest-France	Version Fémina
Le Parisien	L'Équipe
L'Équipe	Le Monde
Le Monde	Télé Loisirs
	Voici
	Télé 7 Jours
	Le Figaro
	Le Parisien

Classement une fois les publications de sujets concrets ont été éliminées



<u>Edition papier</u>	<u>Edition numérique</u>
20 Minutes	20 Minutes
Metro	Le Monde
Direct Matin	
Ouest france	
Le Parisien	
Le Monde	

9

Sur la base de ces données, j'ai décidé d'analyser *Le Monde* et *20 Minutes*. Le choix de *20 Minutes* s'explique par le fait que c'est le journal d'information générale le plus lu, dans son édition écrite et numérique.¹⁰

Par rapport au choix de *Le Monde*, même s'il occupe le numéro 7 dans les quotidiens les plus lus dans son édition papier, on peut dire que son influence sur la population est notable parce qu'il reste le deuxième par son édition numérique et parce que c'est l'un des journaux européens par excellence.

⁹ Tableau adapté à partir des données de l'étude Audipresse 2012

¹⁰ Metro et Direct Matin ont été éliminés pour ne pas analyser deux journaux gratuits, un gratuit et un payant nous donne un aperçu plus général

3.4 *Le Monde* et *20 Minutes*

Finalement et avant de commencer avec l'analyse des nouvelles c'est important de présenter brièvement les publications que nous allons analyser.

	<u><i>20 Minutes</i></u>	<u><i>Le Monde</i></u>
Format	Demi-berlinois (230x310 mm)	Berlinois (470x320 mm)
Genre	Presse généraliste	Presse généraliste
Prix	Gratuit	1.80-3.50
Diffusion	450.000 exemplaires en 2012 ¹¹	324.592 en 2012 ¹¹
Date de fondation	15 mars 2002	1944
Idéologie	Non définie	Centre-gauche
Parution	Lundi - Vendredi	Lundi - Dimanche

Le journal *Le Monde*, fondé en 1944 par Hubert Beuve-Méry, est l'un de plus importants journaux en France. Sa ligne éditoriale est de centre-gauche et son prix va de 1,80 euros à 3,50 selon la région et le jour de la semaine.

Le quotidien *20 Minutes* est né en 2002. Sa ligne éditoriale n'est pas officiellement définie, selon une étude de Orange Media de 2007 l'avis du 32% des enquêtés est « gauche ou centre gauche » et 19% « gauche ou centre gauche ». Il s'agit d'une publication de diffusion gratuite qui n'apparaît que du Lundi à Vendredi.

Ces deux journaux sont disponibles sur internet pour être consultés online ou par téléchargement en format *pdf*. Pour le cas de *20 Minutes* l'accès est gratuit, pour le cas de *Le Monde* l'accès est restreint pour certain contenu et le téléchargement n'est que pour les abonnés.

¹¹ *Revue de presse – Résultats One 2012, (2013 :2)*, Agence Audipresse, société d'études interprofessionnelle de la presse créée en 2007 par l'APPM, La SPQN, La SPQR, L'ADPOUG et L'ADPGI.

4. Méthodologie

Nous avons beaucoup parlé jusqu'à présent de l'influence de la presse. Même si c'est une question que nous allons aborder en profondeur, il est très important d'établir la façon dont l'analyse se fera et les éléments et indicateurs que nous allons étudier.

Les médias maintiennent des liens avec le reste de la société, avec des entreprises et des parties politiques. Ils ont des intérêts économiques et sociaux qui vont se refléter dans la façon de raconter les faits d'une manière ou d'une autre. La manière de détecter cela est de faire attention aux mots utilisés, aux comparaisons ou au choix des déclarations publiées.

L'analyse commence par le choix des articles, nous allons travailler sur une sélection faite à travers de la recherche dans le site web des quotidiens de toutes les nouvelles contenant les mots 'Espagne' et 'Agriculture'. Tous les résultats ont été inclus parce que la transmission des idées sur le sujet se fait même à travers d'une seule référence ou une comparaison avec un autre pays ou situation.

Nous avons déjà parlé de la presse et de comment c'est presque impossible de trouver une nouvelle objective, mais il faut aussi tenir compte que le lecteur est celui qui va donner du sens à ce qu'il lit selon ses connaissances, son environnement et ses préjugés.

Il faut être réaliste et savoir qu'il est impossible de se libérer complètement de cette subjectivité mais pour s'éloigner d'elle le plus possible nous allons faire une analyse quantitative et une autre qualitative, c'est-à-dire du contenu.

L'analyse quantitative va se fonder sur le numéro de références trouvées par mois et par année dans les journaux, ce qui aidera à se faire un aperçu général de l'importance du sujet.

Ensuite nous passerons à l'analyse du contenu à travers des extraits les plus significatifs. Nous allons prêter attention aux gros titres et au corps des articles examinant les mots utilisés, le choix des informations offertes et la façon de les présenter.

Finalement nous essaierons de tirer des conclusions à propos de l'agriculture espagnole fondées sur les résultats de l'analyse.

5. Analyse des textes sélectionnés

Nous allons maintenant aborder l'analyse des textes sélectionnés.

Tout d'abord nous commencerons par une analyse quantitative, cela va nous fournir un aperçu général de la situation du secteur analysé; son importance dans la presse et en conséquence dans vie quotidienne du pays.

Le tableau suivant montre le numéro d'articles publiés par mois dans les deux journaux choisis :

2011		
	Le Monde	20 Minutes
Janvier	1	0
Février	0	0
Mars	1	3
Avril	1	0
Mai	5	3
Juin	14	9
Juillet	4	2
Août	4	2
Septembre	1	0
Octobre	3	1
Novembre	6	0
Décembre	1	0
total	38	18

2012		
	Le Monde	20 Minutes
Janvier	4	1
Février	3	0
Mars	6	2
Avril	7	1
Mai	2	0
Juin	2	1
Juillet	3	0
Août	4	1
Septembre	1	3
Octobre	3	2
Novembre	2	2
Décembre	2	1
total	39	14

À partir de ces données nous pourrions penser que *Le Monde* accorde une attention accrue à l'Espagne et concrètement à l'agriculture en raison du nombre de nouvelles. Mais il faut tenir compte que nous ne pouvons pas comparer les deux quotidiens en question de quantité ni par rapport à la profondeur avec laquelle sont traités les sujets parce que comme nous avons déjà appris lors de la présentation des journaux, ce sont deux styles différents de journal et avec une extension différente.

En 2011 nous identifions une croissance dans le numéro d'articles dans le mois de juin, quatorze dans le cas de *Le Monde* et neuf pour *20 Minutes*. Cela est dû à la controverse éveillée par les concombres et la bactérie E-coli. Des nouvelles sur ce sujet seront également trouvées à la fin du mois de mai.

L'année 2012 nous confirme l'importance du secteur agricole espagnol dans la presse française parce que le numéro de publications est similaire à 2011.

Nous aurions pu penser que le numéro d'articles apparus en 2011 était dû à la crise du concombre, mais en 2012 il n'y a aucun événement de ces caractéristiques et le numéro de nouvelles s'approche au numéro enregistré en 2011, dans le cas de *Le Monde* est même supérieur. Toutefois il faut tenir compte d'une différence, ici nous parlons du numéro de références et non pas des articles dédiés à notre sujet. En 2011 la plupart des nouvelles faisaient référence à l'Espagne et dans le cas de 2012 c'est surtout des références isolées.

Nous allons passer maintenant à l'analyse du contenu, pour cela, comme nous avons déjà expliqué dans la méthodologie nous allons nous concentrer surtout dans la façon de raconter les faits, la connotation des mots et les gros titres.

En ce qui concerne la structure de l'analyse du contenu, nous allons traiter en premier lieu l'année 2011 et ensuite 2012. Pour chaque année nous examinerons les deux journaux séparément et subdivisés par des blocs thématiques.

En raison de la grande quantité de nouvelles sorties de la recherche, nous allons nous concentrer dans les extraits et les phrases les plus représentatives et les plus rapportés à l'image de l'agriculture espagnole.

5.1 Analyse de l'année 2011

Quand nous lisons les articles de l'année 2011 nous pouvons distinguer deux grands groupes de nouvelles bien différenciés ; d'un côté celles dédiées à parler de la crise du concombre à cause de la bactérie E-coli et de l'autre côté celles qui parlent de sujets divers.

Nous allons commencer par traiter le deuxième groupe et puis nous passerons aux textes rapportés à la crise du concombre.

5.1.1 20 MINUTES

D'après ce que nous pouvons lire dans le quotidien *20 Minutes*, jusqu'à ce que les problèmes du concombre surgissent, l'image de l'Espagne était celle de la concurrence, celle de l'un de premiers producteurs et exportateurs de fruits et légumes. Nous allons examiner ce qu'il y a derrière cette image de concurrence.

L'une des explications la plus récurrente lors qu'on parle de sa position avantageuse, c'est le coût de la main-d'œuvre, la baisse des prix et les conditions fiscales et légales dans lesquelles se déroule l'activité.

Agriculture : allègement des charges sur le travail permanent pour début 2012¹²

Dans ce Gros titre il n'y a aucune référence directe à l'Espagne, l'idée transmise concerne les conditions de travail dans l'agriculture. Les références à son image s'observent dans le corps de l'article.

Les agriculteurs réclament avec insistance un allègement des charges sur le travail pour améliorer leur compétitivité face à leurs principaux concurrents comme l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie. Cette demande concerne au premier chef les filières de fruits et légumes, des productions qui nécessitent une main d'œuvre nombreuse¹²

Nous pouvons observer que l'Espagne est clairement désignée comme l'un des "principaux concurrents" au même niveau que l'Italie et l'Allemagne. Cela indique que l'image du secteur agricole est de forte dans le contexte international, en France dans ce cas. Un autre point que nous remarquons c'est que les charges sont un obstacle pour la France.

¹² "Agriculture : allègement des charges sur le travail permanent pour début 2012", *20 Minutes*, 31-03-2011

Cette façon de raconter les faits nous conduit à penser que la France a des problèmes pour atteindre le niveau de ces trois pays, en partie à cause du cadre légal, c'est-à-dire, la supériorité de ces trois états est plutôt due aux conditions de travail et non pas à d'autres qualités du produit ou du service.

Nous verrons plus loin que les tentatives visant à expliquer la supériorité de l'agriculture espagnole vont se répéter et il ne sera pas toujours si neutre.

Dans ce même article nous trouvons deux autres extraits qui sont intéressants :

L'annonce de ce calendrier a suscité la colère chez les producteurs de légumes, en première ligne, avec les producteurs de fruits, face à la concurrence de pays européens, comme l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie, où le coût du travail dans l'agriculture est inférieur.¹²

Cet extrait, par exemple, parle directement du coût de la main d'œuvre. Il n'y a pas des mots ou des éléments indiquant une critique directe, mais il n'est pas positif pour l'image d'un secteur que sa compétitivité soit fondée sur les conditions des travailleurs ou sur des faiblesses économiques.

Le paragraphe suivant, continue à faire référence au sujet de la concurrence. Ici l'avis est plus claire, La France est une victime qui ne peut pas concurrencer avec les prix des pays comme l'Espagne, des prix auxquels elle peut arriver grâce aux charges et au coût de la main d'œuvre.

Un point important dont nous devons prendre compte dans cette nouvelle est l'ordre dont raconte les faits, tout d'abord on nous dit que la France a besoin d'un allègement de charges pour être compétitive, puis que le cout du travail dans des états comme l'Espagne est bas et ensuite que les prix fixés par ce dernier pays sont difficiles d'atteindre. Evidemment cela ne peut que nuire l'image de l'agriculture espagnole dans la société française parce qu'on dirait que la compétence exercée par l'Espagne est presque déloyale.

Agriculture : Fillon promet un allégement du cout du travail pour début 2011¹³

Cet article traite à nouveau les différences dans le coût du travail, d'après ce que nous lisons, Espagne est la concurrence pour le secteur agricole français. La perspective du journal dans ces cas ne vise pas à critiquer directement l'organisation du secteur, mais plutôt que la France doit être plus compétitive pour atteindre le niveau de l'Espagne, parce que dans ces pays, certaines règles sont laxistes.

'Si le gouvernement ne prend pas des mesures avant fin mai, la saison est morte', a affirmé Angélique Delahaye, présidente de Légumes de France, réagissant aux propos de M. Fillon.

Elle cite l'exemple du concombre, l'une de ses productions, qui ne trouve pas preneur à 40 centimes l'unité, contre 20 à 25 centimes pour le concombre belge ou espagnol

¹³

Les extraits que nous venons d'analyser appartiennent à des récits dont le thème principal n'est pas l'Espagne, malgré cela ils ont été traités parce ils transmettent des idées concernant l'agriculture espagnole par la façon dont elle est comparée à la France et par la manière de raconter les faits.

Le reste de nouvelles par rapport à notre sujet en 2011 dans le quotidien *20 Minutes* sont dédiées à la crise du concombre, une situation qui commençait à la fin du mois de Mai mettant en cause le concombre d'origine espagnole dû à des contaminations humaines. La source d'information était l'Allemagne que finalement a dû se rétracter. Nous allons examiner le traitement de cette question.

Le premier article à propos de cette question est intitulé '*les concombres contaminés sévissent-ils en France ?*'¹⁴. Même si le gros titre ne fait aucune référence à l'Espagne, nous devons remarquer qu'il va attirer fortement l'attention des lecteurs, il s'agit d'une question directe para la façon de la formuler et dont la réponse affecte directement le citoyen, son contenu va, en conséquence, être lu attentivement par une grande quantité de personnes.

¹³ "Agriculture : Fillon promet un allégement du cout du travail pour début 2012", *20 Minutes*, 31-03-2011

¹⁴ "Les concombres contaminés sévissent-ils en France ?", *20 Minutes*, 28-05-2011

C'est dans le corps du texte où nous trouvons la connexion avec L'Espagne :

La bactérie E.coli enterohémorragique (Eceh), retrouvée ces derniers jours sur des concombres espagnols, continue de s'étendre en Europe. ¹⁴

Par cette affirmation, le quotidien, initialement ne fait aucun doute sur la culpabilité de l'Espagne, et soutient que "l'épidémie a fait trois nouveaux morts en Allemagne..."¹⁴. Cet article se montre alarmiste parce qu'il parle d'une épidémie dont la source est l'Espagne. En outre, il ajoute le genre de symptômes de la maladie et qu'il a eu au moins six pays affectés par la maladie, tous européens.

D'un autre côté il faut attirer l'attention sur d'autres parties de ce même article qui traitent cette matière avec un ton différent:

Trois cas suspects d'intoxication alimentaire¹⁴

Elle aurait déjà causé la mort de neuf personnes: trois nouveaux décès ont été annoncés samedi ¹⁴

Ces exemples continuent à parler d'intoxication et même de décès, mais il y a pourtant des éléments qui introduisent la possibilité, à travers le mot suspects et l'utilisation du conditionnel "aurait déjà causé".

À successives reprises, bien qu'il y ait toujours l'idée de la contamination, ce sujet est traité de façon similaire, pour ouvrir le doute: "deux entreprises soupçonnées", "des distributeurs dont les produits sont soupçonnés"¹⁵.

Néanmoins, ces éléments ne signifient pas le détachement du problème et l'Espagne, par exemple "concombres contaminés : l'Espagne s'inquiète pour son secteur fruits et légumes" ¹⁶ où nous allons observer à nouveau des indices de la culpabilité.

En Allemagne, quatorze personnes seraient décédés à cause de la bactérie et six personnes auraient déjà été infectées en France ¹⁶

¹⁵ "Concombres infectés : la Belgique interdit les importations en provenance d'Espagne", *20 Minutes*, 30-05-2011

¹⁶ "Concombres contaminés: L'Espagne s'inquiète pour son secteur fruits et légumes" *20 Minutes*, 31-05-2011

Dans cet extrait, à l'utilisation du conditionnel est ajoutée l'omission d'Espagne dans des phrases qui parlent de victimes. Plus loin dans le même article il y aura un rapport direct mais toujours au conditionnel :

L'intoxication alimentaire, qui pourrait être liée à des cas de concombres espagnols contaminés par une bactérie¹⁶

C'est le premier juin quand nous allons découvrir une disculpation explicite pour l'Espagne, dès le gros titre, "*Les analyses disculpent le concombre espagnol*"¹⁷ il est clairement affirmé que l'Espagne est innocente, ce qui est évidemment positif. Ensuite, tout au long du corps de la nouvelle cette idée est confirmée par des analyses :

Dans un premier temps, la bactérie mortelle a été imputée à des concombres espagnols importés en Allemagne. Mais les autorités allemandes ont admis mardi que les dernières analyses montraient que le légume incriminé ne portait pas la bactérie¹⁷

A partir d'ici nous commençons à trouver moins de références à la maladie en soi-même et on prête plus d'attention aux conséquences, l'Espagne commence à être défendue comme victime de l'Allemagne.

L'Espagne est furieuse des accusations portées par l'Allemagne¹⁷

Le sujet de la lutte entre les deux pays va apparaître à plusieurs reprises ; le 6 juin l'un des articles inclut des déclarations de FEPEX témoignant la situation difficile de l'Espagne ces jours-là.

Les exportations espagnoles de fruits et légumes ne sont toujours pas normalisées lundi¹⁸

Cette situation a entraîné une chute des prix de 35% depuis le 27 mai, selon les estimations des producteurs d'Andalousie¹⁸

Il y a des camions espagnols bloqués à la frontière¹⁹

¹⁷ "*Les analyses disculpent le concombre espagnol*", *20 Minutes*, 01-06-2011

¹⁸ "*Bactérie tueuse: 7 millions d'euros de perte pour le secteur des fruits et légumes en Espagne*", *20 Minutes*, 06-06-2011

Sur la même voie, il y a des nouvelles dédiées aux compensations, voyons l'article "*Bactérie tueuse: l'aide européenne est insuffisante pour la France et l'Espagne*"²⁰. L'aide est qualifiée d'insuffisante sans réserves dès le début, et ce que nous allons percevoir dans le corps est une espèce d'alliance France-Espagne.

La France et l'Espagne ont jugé insuffisante mardi la proposition de Bruxelles de créer un fonds de compensation de 150 millions d'euros pour les producteurs de légumes affectés par la crise de l'E.coli ²⁰

Sans Parler Des 200 Millions D'euros Estimés Par Les Agriculteurs Espagnols. ²⁰

La ministre espagnole Rosa Aguilar a immédiatement réagi à la proposition du commissaire européen à l'Agriculture Dacian Ciolos en estimant qu'elle était insuffisante ²⁰

Les deux pays ont aussi demandé à ce que l'on tire les leçons de la crise en réformant le système d'alerte sanitaire rapide afin de renforcer la traçabilité, accroître les contrôles aux frontières et développer un mécanisme de réciprocité ²⁰

Tous ces extraits continuent à insister sur les problèmes que l'Allemagne a causé et introduisent un élément que nous n'allons pas apprécier dans *Le Monde*, la France et l'Espagne s'unissent dans leur rôle de victimes.

Nous ne voyons pas cette association jusqu'à ce que le lien Espagne-contamination soit rompu. Cela pourrait être une stratégie de la France pour éveiller la sensation d'avoir subi plus de dommages que ce qui est arrivé en réalité. Du côté de l'Espagne ce rapport dans l'esprit du lecteur peut être positif en tant qu'éveiller la sympathie et l'empathie.

Le dernier centre d'intérêt des articles par rapport à ce sujet c'est l'affrontement Espagne-Allemagne, ce qui va renforcer l'image de victime, voyons des exemples :

La ministre maintient donc sa fermeté face aux autorités allemandes, qui avaient mis en cause les concombres produits en Espagne comme possibles vecteurs de la bactérie à l'origine de plusieurs décès en Europe avant de se rétracter. ²¹

¹⁹ "Bactérie tueuse: l'aide européenne est insuffisante pour la France et l'Espagne", *20 Minutes*, 07-06-2011

²⁰ "Le plan européen jugé 'insuffisant' ", *20 Minutes*, 08-06-2011

²¹ "Bactérie tueuse : les maraichers bientôt aidés par l'Union européenne" *Le Monde* 07-06-2011

Nous pouvons même lire “réconcilier l’Espagne et l’Allemagne”²¹, évidemment s’il va falloir une réconciliation c’est parce que les tensions sont réelles.

Les répercussions de cet affrontement pour l’Espagne ne peuvent pas être classées comme positives, mais non plus comme négatives parce que l’idée générale est que le pays a été injustement accusé par l’Allemagne.

Finis l’actualité de l’évènement nous trouvons une nouvelle qui fait référence à la crise du concombre où l’image de concurrence que nous avons laissé de côté lors des derniers articles, revient. Le quotidien nous rappelle que l’Espagne a été injustement accusée:

Des maraîchers estiment avoir perdu de 20% à 40% de leur chiffre d'affaires depuis la crise du concombre espagnol, injustement accusé d'être à l'origine d'une infection mortelle ²²

Et qu’à partir des problèmes des dernières semaines les prix ont baissé à nouveau, ce qui nous mène à cette image déjà connue des camions bloqués et marchandises déversées :

Des producteurs de fruits et légumes ont multiplié ces dernières semaines les actions pour attirer l'attention de l'Etat, se plaignant d'un effondrement des prix et de la concurrence espagnole. Des camions espagnols ont été récemment bloqués et des marchandises déversées dans le sud de la France, notamment dans les Pyrénées-Orientales.²²

²² “Opération séduction par des agriculteurs en colère”, *20 Minutes*, 18-08-2011

5.1.2 LE MONDE

Dans le cas de *Le Monde*, l'idée de la compétence et de l'importance du secteur agricole espagnol revient. Dans ce cas, même si les sujets traités sont similaires, il y a des nuances différentes. Nous allons aborder l'analyse des extraits.

En Espagne, l'économie souterraine est devenue le dernier recours face à la crise'²³

Ce gros titre fait référence directement à L'Espagne dans une question que nous n'avions pas vu jusqu'à présent ; l'économie souterraine.

Le rapport avec l'agriculture apparaît dans le corps de l'article :

Mardi 8 mars, 8 heures. Ils sont une cinquantaine à attendre dans le froid, sac au dos, mains dans les poches, qu'une fourgonnette s'arrête et leur propose un boulot pour la journée. Le rendez-vous de ce grand marché des travailleurs est immuable : devant le Djakarta, une cafétéria sordide de la place Eliptica, un immense rond-point d'un faubourg populaire de Madrid. (...) La construction n'est pas le seul secteur où pullulent les emplois au noir. L'agriculture, le commerce et surtout l'hôtellerie en sont de grands pourvoyeurs ²³

L'image fournie par ce paragraphe n'est pas positive, elle ressemble à l'image de certains pays en voie de développement, ce qui est négatif, surtout quand l'Espagne est censé de subir le processus de transformation visant à standardiser les états de l'Union européenne ; en outre, cette image, est directement mise en relation avec l'agriculture. Même si cette nouvelle ne dit rien à propos de la concurrence espagnole, les idées sur le marché de travail espagnol, l'agricole en particulier, sont similaires à ces que nous avons étudié auparavant, mais endurcis.

Compte tenu de la tendance à considérer l'Espagne comme une grande concurrente, ces mots nous transmettent la sensation qu'elle obtient cela grâce à ces pratiques.

“Le chômage espagnol atteint un taux record” ²⁴ est le gros titre d'un article suivant à peu près la même idée exposée dans l'article précédent, la précarité de l'emploi.

²³ MOREL, Sandrine, “En Espagne, l'économie souterraine est devenue le dernier recours face à la crise”, *Le Monde*, 10-03-2011

²⁴ “Le chômage espagnol atteint un taux record”, *Le Monde.fr*, 29-04-2011.

“Le taux de chômage réel n'est sûrement pas de 20 %”, renchérit Carlos Sebastian, professeur d'économie à l'Université Complutense de Madrid. *“Je dirais qu'il est entre 10 et 15 %”*, avance-t-il, citant les trois secteurs propices au travail au noir : la construction, particulièrement importante en Espagne, les services et l'agriculture. Cela pourrait expliquer l'absence de protestation sociale majeure, alors que 1,39 million de foyers espagnols comptent officiellement tous leurs membres au chômage.
24

Dans ces déclarations de Javier Diaz-Gimenez, économiste à l'IESE Business School, nous apprécions à nouveau cette idée de travail au noir liée à l'image de l'agriculture. Il faut ajouter que ces mots acquièrent une crédibilité spéciale parce qu'elles proviennent d'un professeur d'économie qui connaît bien la situation économique de l'Espagne.

Les agriculteurs français priés de rembourser des aides reçues il y a plus de dix ans²⁵

Celui-ci est un autre cas où les références à l'Espagne ne se trouvent que dans le corps du texte, il est pourtant important de prendre compte de l'idée que le gros titre transmet ; les agriculteurs français devront rendre un argent reçu comme aide il y a plus de 10 ans, ce que initialement leur attribue le rôle de victimes.

Ce que nous intéresse dans cette nouvelle c'est la fin:

Les aides publiques, reconduites par les gouvernements français successifs, devraient soutenir les producteurs face à la concurrence des pays comme L'Espagne.²⁵

Il est clairement dit que l'Espagne est concurrentielle pour la France, le point de vue de cet article n'est pas positif parce que les Français sont des victimes qui doivent rendre son argent ce qui fera plus difficile la tâche de parvenir au niveau de sa rivale.

Fruits et légumes: les raisons d'une crise²⁶

Cet article traite le même sujet que nous sommes en train d'étudier, mais avec un ton légèrement différent, plus critique.

²⁵ “Les agriculteurs français priés de rembourser des aides reçues il y a plus de dix ans”, *Le Monde.fr*, 06-06-2011

²⁶ “Fruits et légumes: les raisons d'une crise”, *Le Monde.fr*, 12-08-2011

Comme nous avons expliqué lors de l'analyse de *20 Minutes*, l'Espagne prend son image de féroce concurrence avec des références au coût de la main d'œuvre:

En Espagne aussi, la crise touche les producteurs, qui vendent à perte. Mauvaise santé de l'économie et chômage massif rongent le marché intérieur de la péninsule (...), et creusent l'écart du coût de la main-d'œuvre ²⁶

Même si il y a un essai de créer un sentiment d'empathie envers les producteurs au début de la phrase, l'idée d'un marché qui ne répond pas aux exigences du marché commun est reprise.

Un autre extrait du même texte, nous conduit à nouveau à cette image de concurrence pas complètement loyale :

Ce sont ces différences de coût du travail, mais aussi des normes environnementales et de qualité entre les Etats de l'UE, qui posent problème pour les producteurs. Certes, en théorie, il y a des obligations de normalisation. Mais les opérations menées par la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) – jeudi, ils étaient deux cents à contrôler des camions de fruits et légumes venant d'Espagne au péage de Lançon-de-Provence – ont montré que leur application laissait à désirer, selon MM. Darnaud et Dupont. ²⁶

Ce paragraphe ne fait que confirmer l'idée dont nous parlons, le manque de rigueur dans l'application des règles devient maintenant confirmé par les faits, non pas seulement en ce qui concerne le travail, mais aussi dans le respect de l'environnement et la qualité des produits. Ce sont des éléments qui ne vont jamais bénéficier la consolidation d'un secteur.

Nous allons aborder maintenant l'évènement qui a suscité le plus d'intérêt pendant l'année 2011, la crise du concombre.

Le quotidien *Le Monde* dédie 18 articles à ce sujet entre le 28 mai et le 12 juin. Pendant ces jours nous vivions une alarme internationale de la part des médias de beaucoup de pays, même en Espagne nous pourrions trouver des exemples “d'auto-accusation” et d'alarme sociale. Maintenant nous allons analyser les extraits les plus significatifs du quotidien *Le Monde*.

Concombre tueur: trois cas suspects en France ²⁷

²⁷ “Concombre tueur: trois cas suspects en France”, *Le Monde.fr*, 28-05-2011

Même si ce gros titre ne mentionne pas l'Espagne, sème la terreur ; “ concombres tueurs ” ne fait aucune doute, les concombres sont dangereux. Les références sont dans le corps :

Les concombres incriminés sont produits dans le sud de l'Espagne ²⁷

D'après cette phrase, il n'y a aucun doute, l'Espagne est coupable d'avoir produit les concombres qui sont en train de causer des morts à l'échelle internationale.

Dans le même article:

Le conseil régional d'Andalousie (sud de l'Espagne) a indiqué que l'activité continuait chez les deux distributeurs de concombres soupçonnés d'avoir exporté les concombres²⁷

Cet extrait, insiste sur l'origine espagnole de la bactérie et donne en plus une impression de marche déréglé parce qu'il suggère que les mesures ne sont pas appropriées pour un événement d'une telle importance. D'un autre côté nous devons remarquer qu'il y a des nuances de doute qui apparaissent par l'utilisation de “soupçonnés”.

Le problème de cette nouvelle est qu'une fois les affirmations sont faites, introduire des petits indicateurs de doute ne va changer l'image transmise.

Le paragraphe suivant est aussi très intéressant, même s'il s'agit de déclarations externes au quotidien, l'élection de les présenter et la façon de le faire conduisent à nouveau à une mauvaise image du secteur agricole espagnol, que dans ce cas s'approche à l'image de mauvaise qualité.

Les producteurs français de concombres disent de leur côté craindre une amalgame entre les productions française et espagnole. Dans un communiqué, ces derniers soulignent que “les conditions de production française n'ont rien à voir avec celles pratiquées en Espagne tant d'un point de vue environnemental que social” ²⁷

Ajoutons aussi que ces idées sont contraires à celles analysées auparavant où la France et l'Espagne s'alliaient pour lutter contre les incriminations injustes et demander des compensations.

A la fin de cet article apparaît à nouveau un élément d'incertitude, des déclarations défendant l'Espagne:

On ne sait pas où la contamination a eu lieu, si cela a été sur les sites (espagnols) ou le long de la chaîne de distribution²⁷

Mais cela ne va pas changer l'esprit d'un lecteur que dès le premier paragraphe a décidé de ne pas acheter des concombres et beaucoup moins des concombres espagnols.

Le 30 mai, l'alarme apparaît à nouveau l'alarme, "concombres contaminés: la Russie interdit les importations de légumes allemands et espagnols"²⁸

La Russie a interdit, lundi 30 mai, les importations de légumes allemands et espagnols et pourrait étendre cette mesure à toute l'UE en raison de concombres en provenance d'Espagne contaminés par une bactérie. Ces légumes ont provoqué la mort de treize personnes en Allemagne²⁸

C'est l'introduction de la nouvelle, où il est fermement affirmé que la contamination provient d'Espagne et que les conséquences ne vont pas être subies seulement par elle, mais par toute l'Union européenne. Cela nous montre l'importance que l'évènement a eu au niveau international, l'alarme s'est étendue partout.

Comme il est arrivé dans des exemples antérieurs, le début de l'article affirme catégoriquement, et, habituellement à la fin, nous apercevons des indices de doute. Dans ce cas par l'utilisation, déjà connue, du conditionnel :

Des concombres produits en Espagne pourraient être à l'origine de la contamination...²⁸

Ce que nous pouvons également apprécier c'est que le quotidien commence à parler des conséquences pour l'Espagne :

'On est en train de nuire à l'image de l'Espagne, on est en train de nuire au secteur producteur espagnol et le gouvernement espagnol n'est pas disposé à *accepter* cette situation', a déclaré la ministre, Rosa Aguilar.²⁸

On continue quand même la polémique et le rapport des problèmes avec l'Espagne ; "Concombres contaminés: le bilan s'est élevé à 14 morts en Allemagne"²⁹, où nous pouvons lire :

²⁸ "Concombre contaminés: la Russie interdit les importations de légumes allemands et espagnols", *Le Monde.fr*, 30-05-2011

²⁹ "Concombres contaminés: le bilan s'élève à 14 morts en Allemagne" *Le Monde.fr*, 31/05/2011

La bactérie E.coli [*Escherichia coli*] entéro-hémorragique (ECEH), qui a déjà fait 14 morts en Allemagne, a été identifiée sur des concombres espagnols vendus outre-Rhin.²⁹

Même si d'après cette phrase personne ne douterait de l'origine de la contamination, nous commençons à apprécier un changement d'attitude, l'origine espagnole n'est pas niée, mais on introduit des mots tels que "soupçons", "possible" et sont publiés des déclarations qui versent sur l'innocence de l'Espagne ; des versions que nous n'avions pas trouvés jusqu'au présent ; l'image offerte commence à changer comme par exemple :

Les soupçons se portent sur des concombres issus de cultures sous serres en Andalousie (sud de l'Espagne). Mais une contamination le long de la chaîne de distribution n'est pas exclue. Des analyses de lots suspects sont en cours. Les résultats ne seront pas connus avant mercredi, selon l'Espagne, qui nie en bloc les accusations allemandes et entend demander "une réponse" à l'Union européenne (UE) pour "les dommages irréparables" portés à son agriculture²⁹

Un cas possible d'intoxication alimentaire par la bactérie E. coli entéro-hémorragique (ECEH)²⁹

A partir de ce moment, tous les articles analysés continuent le "jeu Victime-bourreau", et même s'il continue à y avoir des références à l'origine espagnole, il y a aussi des éléments qui parlent de l'innocence de l'Espagne :

Les espagnols défendent leur agriculture...et leurs concombres³⁰

Dans cet article, nous pouvons lire:

Les autorités allemandes ont reconnu, mardi 31 mai, qu'une bactérie entéro-hémorragique avait bien été retrouvée sur deux lots de concombres espagnols, mais il ne s'agissait pas de la souche O104-H4 responsable des contaminations en Allemagne³⁰

Il est explicitement reconnu que la source de la contamination n'est pas l'Espagne, et en plus cette information provient des autorités allemandes, ceux qui ont créé l'alarme au début.

A partir d'ici, il y aura plus des nouvelles concernant la contamination des concombres, mais l'Espagne n'est plus le protagoniste, ce que nous trouvons c'est :

L'origine ... demeure inconnue³¹

³⁰ "Les espagnols défendent leur agriculture...et leurs concombres", *Le Monde.fr*, 01-06-2011

Les concombres espagnols soupçonnés dans un premier temps d'être à l'origine de cette contamination sans précédent ³¹

Dans un premier temps, la bactérie mortelle a été imputée à des concombres espagnols importés en Allemagne. Mais les autorités allemandes ont admis mardi que les dernières analyses montraient que le légume incriminé portait une bactérie appartenant au groupe des ECEH, mais pas la souche responsable des morts ³¹

Ce même article, "légumes contaminés: que doit-on craindre?", aborde en profondeur les questions qui ont créé l'alarme pendant ces jours comme "quelle est l'origine de la contamination?" "La France doit-elle s'inquiéter?" "Comment se transmet et se développe la bactérie?" Où l'Espagne n'apparaît pas.

Nous allons trouver d'autres exemples qui parlent de l'innocence de l'Espagne mais en utilisant des techniques qui ne compromettent pas l'opinion du quotidien :

Il n'y a pas le '*moindre indice*' d'une implication de produits espagnols dans l'épidémie de diarrhée mortelle en Allemagne, selon les analyses réalisées en Espagne. ³²

Nous pouvons observer que "le moindre indice" est entre guillemets, ce qui indique qu'il s'agit des mots textuelles, dans ce cas de l'ex-président Zapatero, mais offrent aussi l'idée de que l'auteur de l'article ne fait que citer ce qu'il a dit. Un autre élément limitant la défense de l'Espagne c'est d'ajouter que les analyses ont été réalisées par elle-même.

D'autres exemples similaires sont :

Les concombres espagnols semblent hors de cause dans l'épidémie de la bactérie mortelle ³³

Les compensations et les pertes pour les agriculteurs vont être un autre centre d'intérêt, comme nous avons déjà vu dans le cas de *20 Minutes*:

La Fédération espagnole des producteurs-exportateurs de fruits et légumes (FEPEX) a évalué les pertes "à environ 200 millions d'euros par semaine". ³³

³¹ "Légumes contaminés: que doit-on craindre?", *Le Monde.fr*, 31-05-2011

³² "Zapatero dédouane les produits agricoles espagnols", *Le Monde.fr*, 02-06-2011

³³ "L'origine de la bactérie tueuse reste une énigme pour les scientifiques", *Le Monde.fr*, 02-06-2011

Une autre tendance que nous apprécions est celle d'éveiller les tensions entre les deux états :

Le mystère demeure sur l'origine de la bactérie qui a déjà fait 18 morts en Europe. En désignant l'Espagne responsable, l'Allemagne a réveillé de vives tensions dans l'Union européenne : Madrid a demandée des dédommagements après que ses légumes ont été injustement incriminés.³³

Ici l'Allemagne est la responsable des tensions et l'Espagne est une victime qui a été injustement incriminée, d'autres affirmations corroborent la crédibilité du pays :

La commission européenne a levé mercredi la mise en garde sur les concombres espagnols, reconnaissant l'erreur des scientifiques allemands qui les mettaient en cause³³

Les analyses réalisées jusqu'à présent mettent hors de cause les concombres espagnols dans l'épidémie de la bactérie tueuse *Escherichia coli* (E.coli).³⁴

Les derniers articles concernant ce sujet signalent l'Allemagne coupable et dissent que l'Espagne avait été désignée comme "vecteur probable de la contamination"³⁴ quand nous avons pu vérifier qu'au début l'origine espagnol n'était pas un soupçon mais un fait.

Les autorités allemandes avaient désigné la semaine dernière comme vecteur probable de la contamination des concombres espagnols, soupçon qui ne s'est pas confirmé.³⁴

Un dernier centre d'intérêt dans les textes, c'est comme dans les récits de *20 Minutes* les conséquences pour l'Espagne: les pertes produites et celles qui viendront à cause des préjudices causés à son image. Tout cela renforce l'image de victime dont nous avons déjà parlée.

La Fédération espagnole des producteurs-exportateurs de fruits et légumes (Fepex) a évalué mardi les pertes "à environ 200 millions d'euros par semaine" pour l'ensemble du secteur, évoquant un "effet domino" affectant les autres produits espagnols³⁴

Le dernier rapport direct trouvé entre l'Espagne et l'origine de la bactérie est l'article L'Espagne va demander 80 millions d'euros d'indemnisation pour ses concombres³⁵ où nous pouvons lire des expressions comme "soupçonnés à tort". Il est aussi clairement expliqué la vraie origine de la bactérie et à nouveau c'est l'Allemagne qui a tout commencé.

³⁴ "Bactérie tueuse, Madrid compte sur un dédommagement européen, *Le Monde.fr*, 03-06-2011

³⁵ " L'Espagne va demander 80 millions d'euros d'indemnisation pour ses concombres", *Le Monde.fr*, 06-07-2011

Les concombres avaient été soupçonnés à tort par les autorités allemandes d'être à l'origine d'une épidémie de diarrhée sanglante, qui a fait à ce jour quarante-huit morts en Europe. Ce sont finalement des graines germées qui ont été identifiées comme responsables³⁵

Postérieurement, la bactérie E-coli continue à être un point d'intérêt, mais l'Espagne n'est plus le centre des problèmes, il n'y a même plus des références. Nous ne trouvons qu'une mention d'Espagne comme l'un des endroits où il a été probable l'apparition de contaminés et l'origine est maintenant l'Allemagne. Néanmoins, il faut remarquer qu'elle n'est pas accusée si directement que l'Espagne.

L'OMS recense par ailleurs un total de 3.255 cas de malades confirmés ou suspectés, dans seize pays (Allemagne, Danemark, Suède, Autriche, Canada, France, République tchèque, Grèce, Pays-Bas, Luxembourg, Norvège, Pologne, Espagne, Suisse, Grande-Bretagne et Etats-Unis), A cinq exceptions près, selon l'OMS, tous le cas ont un lien avec l'Allemagne³⁶

³⁶ “Le bilan de la bactérie E. coli s'alourdit à 35 morts”, Le Monde.fr 12-06-2011

5.2. Analyse de l'année 2012

Nous allons maintenant aborder l'analyse des nouvelles concernant l'image de l'agriculture espagnole publiés pendant l'année 2012.

5.2.1. Le Quotidien *20 Minutes*

Les références à l'Espagne sont différentes en 2012, au moins au début de l'année. Premièrement, nous allons assister à une victimisations du pays, mais par d'autres raisons bien différentes à celles de 2011.

Une preuve de cela est la nouvelle "Espagne : la sécheresse menace le pays après un hiver sans pluie"³⁷. L'image offerte tout au long de cet article est celle d'une Espagne souffrant, qui vit des moments très difficiles dû aux phénomènes de la nature.

"Des pluies trop rares, peu de neige, des cultures qui pointent à peine où sèchent sur pied" est la phrase ouvrant cet article. L'image que le lecteur va capter n'est plus celle de la féroce concurrence dont nous avons parlé, mais celle d'un secteur battu par des problèmes. Après avoir été injustement accusé d'être l'origine de la contamination l'année dernière, les obstacles continuent.

La région de Grenade pourrait perdre 35% de sa production d'huile³⁷

Alejandro Garcia s'alarme lui de la maigreur des pâturages qui va obliger à nourrir les bêtes avec du fourrage et du grain, d'où une augmentation des coûts³⁷

Ce sont des extraits de la même nouvelle où nous trouvons un exemple des conséquences très graves pour le secteur et un élément qui va approcher le lecteur au problème ; la mise en rapport des conséquences avec une personne concrète. Le fait d'attribuer un nom propre pas connu mène le lecteur à développer un sentiment d'empathie et de tendresse envers cet anonyme qui subit des moments difficiles.

A la fin de ce même mois nous trouvons une nouvelle véritablement intéressante, "En Andalousie, royaume de l'huile d'olive, la concurrence marocaine inquiète"³⁸. Ce gros titre nous

³⁷"Espagne : la sécheresse menace le pays après un hiver sans pluie", *20 Minutes*, 02-03-2012

³⁸"En Andalousie, royaume de l'huile d'olive, la concurrence marocaine inquiète", *20 Minutes*, 22-03-2012

donne beaucoup d'information. Tout d'abord il nous parle de l'Andalousie et non pas de l'Espagne, une région déjà connue par le lecteur puisqu'il y a des certaines références dans la presse, ensuite, ce que nous lisons est un rappel de cette image que nous avons analysée en 2011, c'est "le royaume de l'huile d'olive", mais cette domination est en risque par l'arrivée de la "concurrence marocaine".

Dans l'introduction, nous allons lire le renforcement de cette idée :

Andalousie, la production d'huile d'olive est reine, mais la concurrence croissant du Maroc inquiète³⁸

L'Espagne est reine, mais un élément que nous n'avions pas trouvé lors de l'analyse des textes en 2011 apparaît, le Maroc associé au mot "concurrence" come rivale de l'Espagne.

Tout au long de l'article il y aura Lope Ruiz Lopez qui va nous accompagner et à travers ses déclarations conduira le lecteur prendre conscience de la précarité de la situation.

"Cet accord avec le Maroc, c'est un pas de plus vers la ruine des producteurs espagnol d'huile d'olive", se lamente Lope Ruiz Lopez, qui vient de ramasser, sous un soleil éclatant, les olives tombées dans le filet posé au sol, pour les verser dans une remorque³⁸

Cet extrait est très éclairant et plein de nuances. L'accord dont on fait référence est l'accord visant à libéraliser les échanges commerciaux agricoles entre l'Union européenne et le Maroc. L'opinion de cet accord de la part de monsieur Lopez est claire "un pas de plus vers la ruine". Le journal essaye de donner de la crédibilité à ces mots par la façon de présenter cet agriculteur qui travaille dur "sous un soleil éclatant".

Plus loin dans ce même discours nous découvrons une description qui va nous rappeler celle du marché de travail en Espagne en comparaison avec la France, mais où les rôles se sont échangés, dans ce cas d'après les mots de Miguel Cobos García³⁹ :

Au Maroc, le salaire d'un employé est de 6 à 8 euros la journée, pour 8 à 9 heures du travail. En revanche, le salaire s'élève à 45 euros, plus 14 ou 15 pour la sécurité sociale, soit un coût de 60 euros par jour, pour 6 heures de travail³⁹

³⁹ Secrétaire général de l'Union des petits agriculteurs (UPA) à Cordoue.

Le contraste est clair; le Maroc est un pays où le coût de la main d'œuvre est bas et l'Espagne est désavantagée. L'Espagne prend ici le même rôle qu'il était attribué à la France il y a un an.

Un dernier extrait de cet article qui cite des mots de Lope Ruiz nous mène à ce rapport déjà connu :

“Le prix auquel on nous achète notre produit, un produit d'une telle qualité qu'est l'huile d'olive extra vierge, couvre à peine les dépenses de production” raconte Lope Ruiz Lopez³⁹

Le message ici est : le produit espagnol est un produit de qualité que dû à la concurrence pas complètement loyale du Maroc est en danger.

L'article “L'itinéraire d'une tomate espagnole”⁴⁰ est une interview à un photographe, Emile Loreaux qui a décidé de suivre le parcours d'une tomate espagnole. L'image que nous allons trouver ici diffère de celle que nous venons de étudier. D'après le gros titre, le rapport avec l'agriculture espagnole est clair, la tomate espagnole est le personnage protagoniste et le fait de suivre un itinéraire transmet une idée dont le lecteur n'était pas forcément consciente, un long processus.

Avant de commencer avec l'analyse des mots de ce photographe, nous il faudra remarquer que la crédibilité que ce lecteur va donner à l'interview est haute, puisqu'il s'agit d'un personne qui a vraiment assisté au fonctionnement de la chaîne et qui va raconter ce qu'il a vu en première personne.

Avant de commencer à lire le corps, une phrase prédispose le lecteur envers ce qu'il va lire :

N.B : Attention, après la lecture de cette interview, vous ne verrez plus les tomates de la même façon⁴⁰

Après cela les mots de monsieur Loreaux commencent à décrire ce qu'il a vu :

J'ai découvert les conditions dramatiques de production de tomates espagnoles (...)
Mais je ne voulais pas seulement témoigner d'une certaine misère, je voulais la relier à nos choix de consommation, engager notre responsabilité⁴⁰

⁴⁰ Sabsibo, Sarah “Itinéraire d'une tomate espagnole”, 20 *Minutes*, 11-09-2012

L'idée transmise est claire par les mots "dramatique" et "misère" attribués aux conditions de production en Espagne, des mots qui imprègnent le discours de nuances négatives. En outre le lecteur est prié d'agir envers cette situation si injuste faisant appel à sa "responsabilité" et à "ses choix de consommation".

"Il s'agit d'une agriculture industrielle destinée essentiellement à l'exportation. On m'a donné accès aux usines (...) aux halles de ventes (...) et aux serres avec une certaine fierté. Mais (...) demandé à voir les travailleurs, là le discours est devenu menaçant !" ⁴⁰

Le photographe parle de "agriculture industrielle", une qualification qui ne va pas bénéficier, et moins de nos jours, un secteur en rapport avec la nature et avec la terre. Mais cet extrait nous transmet plus, c'est un essai de la part des producteurs espagnols de cacher ce qui ne marche pas bien, il y a "une certaine fierté" quand il s'agit de montrer le visage de grandeur qui change quand l'intérêt est porté sur les travailleurs.

Les conclusions de l'interview sont catégoriques :

Cette économie s'est développée grâce à une main d'œuvre abondante issue de l'immigration clandestine qui subit tous les abus possible, sous-payée, embauchée au jour-le-jour, rarement déclarée, sans protection sociale, exposée aux pesticides, aux brimades... Ils sont maintenus hors des villes par un fort racisme et vivent dans des bidonvilles près des serres. ⁴⁰

L'image que nous croyions oubliée concernant les conditions de travail revient et d'une façon plus dure, arrive même à donner une image qui s'approche de l'esclavage.

L'idée de production massive éloignée de ce qui est naturel y de non-respect de l'environnement continue:

On appelle cette région la mer de plastique tellement les serres s'étalent à perte de vue, (...) Les pieds de tomate poussent dans des poches de matière inerte et sont alimentés par un goutte à goutte d'une solution nutritive. (...) L'impact sur l'environnement est lourd, les nappes phréatiques sont saturées de pesticides et ces tomates font environ 2.000km pour arriver jusqu'à nous ⁴⁰

Et l'article finit avec des mots qui animent le lecteur à une espèce de blocage à ces produits :

"Nous avons un réel pouvoir de décision au moment de l'acte d'achat qu'il ne faut pas négliger" ⁴⁰

“Faire des choix en accord avec ses convictions, L’idéal c’est le bio local, si on trouve un maraîcher de sa région, qu’il soit en bio ou pas, c’est déjà très bien”⁴⁰

L’image offerte par ce discours est qu’il faut acheter des produits nationaux, parce que de cette manière le consommateur est poussé à la consommation de produits locaux ou nationaux au-dessus des intérêts biologiques et des caractéristiques du produit. Le but est de s’éloigner des cruautés décrites. Nous allons trouver un discours très similaire dans l’article “Qui dit produits bio ne dit pas forcément produits locaux”⁴¹ du quotidien *Le Monde* publié quelques mois avant celui-ci et que nous analyserons plus tard.

Ce même mois, quelques jours après, “La crise pousse les Espagnols à venir faire les vendages en France”⁴² nous offre l’image d’une Espagne décadente ou la France joue le rôle de salvatrice.

Poussés par la crise économique et un taux de chômage de 25%, les Espagnols reviennent en masse offrir leurs bras pour les vendages en France, comme le faisaient sous l’ère franquiste⁴²

D’après ces mots, l’Espagne assiste à un retour au passé, “la reine”, la concurrente la plus forte semble maintenant perdre son poste. La personnification de la situation va renforcer, comme nous avons déjà vu auparavant, cette idée :

Daniel, 30 ans, ouvrier du bâtiment originaire de Murcie, dans le sud-est de l’Espagne, peine à trouver du travail depuis deux pour trois ans. Le 29 aout, il a quitté sa femme et sa fille de deux ans, sans date de retour, pour gagner sa vie en France⁴²

Le quotidien reprend les mots de Caroline Rivière, membre de la Société de bienfaisance française de Murcie :

Cette année, la crise a pris ‘une pente plus forte’. Pour elle, les Espagnols ‘ont faim, ils sont à la rue chez eux, désespérés’⁴²

L’impression du lecteur lors de la lecture de ces phrase ne va pas être loin de celle d’un pays en voie de développement ; ‘*Les espagnols ont faim*’, et la France prend le rôle de la charité, de l’aide à l’état voisin comme elle a déjà fait au cours de l’histoire. Cette dernière idée apparaît également quand les conditions de travail de ces travailleurs sont décrites :

⁴¹ GIRARD, Laurence “Qui dit produit bio ne dit pas forcément produits locaux”, *Le Monde*, 03-04-2012

⁴² “La crise pousse les Espagnols à venir faire les vendages en France”, *20 Minutes*, 21-09-2012

Ils ont entre 17 et 35 ans, sont rémunérés 9,45 euros brut de l'heure, un peu plus que le Smic ⁴²

C'est-à-dire, le cadre de travail que la France offre aux émigrés espagnols est bien éloigné de celui que les espagnols offrent à ceux qui arrivent pour y travailler, apprises lors de l'analyse de la nouvelle antérieure.

L'idée de que l'Espagne a besoin d'aide continue avec "La France veut le maintien de l'aide alimentaire européenne"⁴³, bien que cette fois-ci la France et l'Italie veulent aussi maintenir les aides face à d'autres pays qui veulent destiner cet argent à d'autres causes. Dans cet article, nous pouvons lire :

M. Le Foll, qui participait à la Journée mondiale de l'Alimentation au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO), s'est accordé avec ses "homologues italien et espagnol pour défendre l'objectif d'une politique alimentaire face à la Commission européenne qui veut mettre fin à l'actuel programme d'aide aux plus démunis."⁴³

En novembre nous allons trouver un des premiers commentaires positives du secteur agricole espagnol dans l'article intitulé "Espagne : le chômage augmente encore en octobre"⁴⁴. Dans ce discours qui verse sur la montée du taux de chômage nous pouvons lire :

En octobre, le nombre de chômeurs a surtout augmenté dans les services (97.610 demandeurs d'emploi en plus), comme conséquence de la fin de la saison touristique estivale, l'agriculture (+24.401) et l'industrie (+8.888), ne baissant que dans la construction (-3.670) ⁴⁴

Même si cela ne nous rend l'image de la concurrence et du succès, au moins ce n'est pas une référence négative, elle pourrait être qualifiée de timidement positive.

Le sujet des aides européens reviens avec l'Espagne comme centre d'intérêt : "Budget européen: Rajoy juge la proposition de Van Rompyu 'inacceptable' "⁴⁵

Comme plusieurs autres pays européens, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a jugé samedi "inacceptable" la proposition de réduction de 75 milliards du

⁴³ "La France veut le maintien de l'aide alimentaire européenne", *20 Minutes*, 17-10-2012

⁴⁴ "Espagne: le chômage augmente encore en octobre", *20 Minutes*, 05-11-2012

⁴⁵ "Budget européen: Rajoy juge la proposition de Van Rompyu 'inacceptable' ", *20 Minutes*, 17-11-2012

budget européen, présentée par le président du Conseil européen Herman van Rompuy.⁴⁵

Celui-ci est un des premiers exemples de cette année où l'image de l'Espagne s'attache à l'Union Européenne, elle se présente au moins en possession d'un rôle et d'une voix dans l'ensemble des pays européens.

Les commentaires qui suivent peuvent être qualifiés de neutres, mais leur présence aide à renforcer cette idée d'appartenance à l'Europe :

Comme points de friction, Mariano Rajoy a notamment cité la réduction des aides à l'agriculture, à la politique de cohésion ou aux régions⁴⁵

L'Espagne pourrait perdre près de 20 milliards d'euros en aides dans le prochain budget, avec une baisse de 30% pour ses régions et de 17% pour son agriculture⁴⁵

Dans ce dernier nous pouvons distinguer une petite nuance de l'Espagne comme victime à travers des aides mises en dangers.

5.2.2. Le Monde

La première référence que nous allons analyser est un extrait d'une interview à José Bové ⁴⁶, député européen. Dans cette interview qui traite les conséquences de la PAC pour la France nous pouvons lire :

“Si l'accord est signé, ça augmentera les importations de tomates marocaines notamment, et ça va fracasser les productions du sud de la France, de l'Espagne et de l'Italie”⁴⁶

Cette phrase traite un sujet que nous avons déjà vu dans *20 Minutes*, la concurrence marocaine qui met en danger les produits en Europe. Dans ce cas, comme dans d'autres occasions, l'Espagne est incluse dans le même groupe que la France et l'Italie.

Dans l'article “La France et l'Union européenne n'ont pas vocation à nourrir le monde”⁴⁷ nous trouvons un discours assez compliqué qui essaye de mettre en relief l'agriculture française par rapport à l'espagnole:

Et si la France a été largement en tête dans l'UE pour la valeur de la production agricole de 2008 à 2010, notamment par rapport à l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, c'est celle-ci qui est nettement en tête pour le revenu net agricole par actif à plein temps (18 305 euros contre 12 605 euros pour la France), bien qu'elle ait été la dernière des quatre pays pour la valeur de la production. Car le poids des consommations intermédiaires dans la valeur de la production est très supérieur en France (62%) et en Allemagne (68%) à celui de l'Espagne (43%), ce qui est le reflet de systèmes de production trop intensifs ⁴⁷

Il s'agit d'un essai de démontrer que la France est supérieure en qualité et que même si les chiffres nous révèlent que l'Espagne est “en tête pour le revenu net agricole”, cela est dû aux systèmes de “production trop intensifs”. L'utilisation de “trop” uni à “la dernière pour la valeur de production” est la confirmation de l'image négative de la production agricole espagnole.

⁴⁶ CHABAS, Charlotte, “José Bové: “Culturellement, l'agriculture française n'existe plus””, *Le Monde.fr*, 31-01-2012

⁴⁷ BERTHELOT, Jacques, “La France et l'Union européenne n'ont pas vocation à nourrir le monde””, *Le Monde*, 27-02-2012

“Qui dit produit bio ne dit pas forcément produits locaux”⁴⁸ est un article qui parle de la consommation des produits bio en France qui est censé d’avoir monté pendant l’année 2011. Il s’agit d’une énumération de l’origine des produits bio vendus en France :

Ainsi, dans un des magasins du réseau Bio c’Bon, au centre de Paris, au rayon frais, un fromage de chèvre belge côtoie un yaourt au lait de chèvre made in Murcie, en Espagne.(...) Au rayon fruits et légumes, le "cultivé en France" domine, même si, logiquement, les agrumes viennent d’Espagne ou les bananes, de République dominicaine.⁴⁸

Ce que cet article essaie de clarifier est qu’il y a une différence entre les produits locaux et les produits bio, et cela se fait à travers l’énumération des produits et son origine. Nous pouvons dire que c’est un essai de pour promouvoir les produits français, surtout quand nous lisons les dernières phrases de l’article :

40% des Français interrogés déclarent privilégier ‘les produits à km 0’. L’origine et le lieu de fabrication, sont des informations de plus en plus demandés sur les étiquetés⁴⁸

Et une réflexion finale ferme cette espèce de défense des produits locaux :

Un dilemme entre choisir un aliment bio industrialisé et un produit local qui ne porte pas nécessairement l’estampille des organismes de control, mais dont on connaît le producteur⁴⁸

La façon d’énoncer cela bénéficie clairement les produits locaux à travers l’association de industrialisés au produits bio, un attribut qui n’est pas apprécié dans ces aliments et la mise en relief de la connaissance de l’endroit de production sur les estampilles des organismes de contrôle.

En mai nous trouvons “Sur le plateau de Sclay, les derniers paysans de Paris”⁴⁹ qui à nouveau met en relief l’agriculture locale, en danger à cause du développement de la vie moderne. Dans cet article, la seule référence à l’Espagne que nous trouvons ce sont des mots de Emmanuel Vandame, un agriculteur dédié à l’agriculture biologique :

⁴⁸ GIRARD, Laurence, “Qui dit produit bio ne dit pas forcément produits locaux”, *Le Monde*, 03-04-2012

⁴⁹ BOLIS, Angela, “Sur le plateau de Sclay, les derniers paysans de Paris”, *Le Monde*, 28-05-2012

On pourrait inonder le marché local, ambitionne-t-il. Quand il n'y aura plus de pétrole, ils seront bien contents de manger des légumes de Saclay plutôt que ceux importés d'Espagne ou du Chili⁴⁹

Bien qu'il n'y a à peine des références à l'agriculture espagnole, son image ici est confronté à celle offerte de la Française. L'Espagne est une productrice à grande échelle ce qui éloigne son image de la tendance actuelle à consommer des produits locaux.

Dans un article dédié à la crise grecque il y a une référence à l'Espagne comme un pays "exportateur agricole" avec la France et le Portugal. L'idée d'opposition à la Grèce et d'être du côté de la France est bienfaisante en contraste avec les derniers extraits analysés.

Enfin, concernant l'agriculture grecque, elle profiterait pleinement d'une telle dévaluation et pourrait sérieusement concurrencer les pays exportateurs agricoles restés dans la zone euro comme l'Espagne, le Portugal ou la France par des produits moins chers⁵⁰

"Très sensible à la météo, le melon souffre"⁵¹ traite la culture du melon en France et cette fois-ci les références à l'Espagne concernent son climat, raison qui attire des investissements :

Une spécificité que les producteurs ont souhaité défendre en étendant la période de commercialisation en rayon. Ils ont donc investi dans des fermes au Maroc et en Espagne pour pouvoir proposer des melons dès mars. C'est le cas chez Force Sud, où un producteur possède 70 hectares en Espagne et où un autre exploite la même surface au Maroc. Le Rouge-Gorge possède pour sa part 500 hectares entre l'Espagne et le Maroc, qui s'ajoutent à ses 1 250 hectares en France⁵¹

Même si nous trouvons l'Espagne avec le Maroc comme nous avons déjà étudié dans d'autres articles, elle est choisie dans ce cas à cause des conditions météorologiques en non pas par le coût de la main d'œuvre ou d'autres facteurs économiques, ce qui s'éloigne de l'image négative d'autre discours.

Dans la plupart des cas l'image de l'Espagne est de décadence, son hégémonie dans l'agriculture ne signifie pas qualité de vie pour ceux qui travaillent dans le secteur comme témoigne "*Andalous, la terre est à vous*"⁵² qui parle de l'occupation de la parcelle de Somonte.

⁵⁰ LE SAUSSE, Gwenaél, "Une nouvelle épreuve dans l'Odyssée économique de la Grèce avant de retrouver l'Ithaque de croissance", *Le Monde*, 02-07-2012

⁵¹ GIRARD, Laurence, "Très sensible à la météo, le melon souffre", *Le Monde*, 08-08-2012

Depuis six mois, la parcelle de Somonte est ‘occupée’ par une vingtaine de travailleurs agricoles, bien décidés à faire prospérer cette terre de 400 hectares laissée en jachère par le gouvernement régional (...) Paco, Maria, Eugenio et d’autres sont arrivés là⁵²

La situation mène les gens à de mesures si drastiques comme l’occupation des terres, terres qui ne sont plus utilisées par le gouvernement. D’après ce qu’on lit ce n’est pas une idée isolée d’un groupe d’exaltés :

Près de 500 personnes (...) les accompagnent pour aider à déblayer le terrain et surtout pour dissuader la police d’empêcher cette occupation illégale⁵²

Les occupations des terres agricoles, qu’elles soient publiques ou qu’elles appartiennent à la noblesse locale, sont courantes depuis une trentaine d’années en Andalousie⁵²

Pour renforcer les sentiments du lecteur envers la situation les noms et les situations particuliers des personnes sont utilisés :

‘Comment est-il possible de vendre la terre alors que des gens ont faim ?’, s’insurge Lola Alvarez, porte-parole du mouvement d’occupation et sorte de madone des paysans. ‘Aujourd’hui, notre combat n’est plus symbolique. Il est vital’, poursuit cette femme de 44 ans, ouvrière agricole depuis qu’elle a 16 ans, à la peau tannée par le soleil.⁵²

Cela fait deux ans et demi que Beatriz, 30 ans, est au chômage, sans indemnités car elle n’a pas de quoi payer le timbre agricole (87 euros par mois) qui permet de bénéficier des aides publiques. Son mari, blessé sur les chantiers, ne trouve pas non plus d’emploi dans les champs et la famille survit avec 350 euros d’indemnités d’accident du travail. ‘Nous n’avons nulle part où aller, résume Beatriz Nieto. Et il nous fallait un toit pour nos filles.’⁵²

C’est un article qui transmet une mauvaise image de l’organisation du secteur agricole en Espagne, plus encore quand nous avons déjà vu que c’est un secteur très important dans le pays, cela fait penser qu’elle arrive à ce niveau de concurrence grâce à ces situations.

⁵² MOREL, Sandrine, ‘‘Andalous, la terre est à vous’’, *Le Monde*, 26-09-2012

Discréditer l'image de l'agriculture espagnole semble être un des sujets les plus récurrentes comme nous avons déjà vu et comme dans l'article "Manger bio en temps de crise, un acte militant"⁵³ qui publie des témoignages des lecteurs :

Ce que je cherchais par ce moyen était avant tout un accès à des aliments au goût plus affirmé et de saison, ce qu'on ne trouve pas dans des légumes bio en provenance d'Espagne par camions réfrigères, par exemple⁵²

D'après cet extrait, il n'y a aucun doute, la production espagnole manque de qualité et dans ce cas le sujet n'est pas les légumes en général mais les légumes bios. Dans ces mots il n'y a pas de place pour l'imagination du lecteur, les affirmations sont catégoriques.

Je préférerais avoir une traçabilité encore plus exigeante, avec un cahier des charges plus précis. À quoi sert de manger bio si les haricots verts viennent du Kenya ou les tomates d'Espagne ? Je privilégie désormais la production de proximité pour les fruits et les légumes⁵²

Dans ce cas nous voyons à nouveau la défense des produits locaux et les déclarations essaient de donner une sensation d'éloignement en parlant au même temps du Kenya et de l'Espagne.

Ces deux exemples étaient des déclarations publiés par le journal, c'est pourquoi nous ne pouvons pas dire que ce soit l'opinion directe du journal, mais il faut prendre compte qu'il y a eu un travail de choix en ce qui concerne les mots à publier. En outre le fait de publier ce que les gens disent a une influence différente sur le lecteur, qui prouve être supérieur dans certains cas puisqu'il se sent plus identifié et plus proche de la source des pensées.

⁵³ "Manger bio en temps de crise, un acte militant", *Le Monde.fr*, 04-10-2012

6. CONCLUSION

Après l'analyse des articles, nous pouvons remarquer qu'il y a deux questions fondamentales qui ont attiré l'attention lors de ces deux années : la crise du concombre et l'Espagne comme forte concurrente internationale dans le secteur agricole.

En ce qui concerne le sujet du concombre et de la bactérie E-coli, les deux journaux analysés suivent une ligne similaire. Même si finalement l'innocence du légume espagnol a été finalement démontrée, les pertes pour le secteur ont été lourdes et la polémique a fortement nuit l'image du secteur agricole espagnol. Nous ne pouvons pas dire pourtant que la volonté des publications soit explicitement celle de porter préjudice parce que tout autour du monde les idées sur le sujet allaient sur la même voie : suscitation d'une alarme suivie de la victimisation. Mais nous ne pouvons pas nier l'existence d'une composante négative dans les nouvelles.

De toute façon, nous devons tenir compte de l'influence que cet évènement a eu sur une image qui n'est pas toujours positive ; et qui nourrisse l'idée du produit agricole espagnol comme bon marché à cause de renoncer à d'autres caractéristiques comme les conditions de travail, la qualité ou les règles environnementales et d'hygiène.

L'autre centre d'intérêt des nouvelles en France a été "l'Espagne comme concurrente". Tout au long de cette analyse nous avons pu voir comment l'image de l'Espagne change d'un article à l'autre ; la concurrente, la victime, l'alliée... le problème de cela est que normalement ce qui reste dans l'esprit du lecteur est toujours l'Espagne comme rivale.

Même si nous ne pouvons pas dire qu'il y ait une uniformité dans les opinions derrière les publications parce que cela dépend du journaliste, des évènements et des circonstances, nous pouvons apprécier une répétition de deux façons différentes de traiter la supériorité du secteur espagnol.

D'un côté il y a une rivalité positive ou plutôt neutre où, loin de voir des références négatives, l'Espagne est du côté de la France et les deux pays s'allient pour travailler ensemble pour être plus fortes.

D'un autre coté nous pouvons apprécier des idées qui s'approchent de la concurrence déloyale. Même si cette image est plus fréquente dans *Le Monde*, apparait dans les deux journaux, nous avons pu lire que l'Espagne ne respecte pas les règles environnementales, que les produits ne respectent pas les exigences de qualité ou que les prix compétitifs sont dus au coût de la main d'œuvre et au non-respect des conditions de travail et des règles fiscales.

Quand nous reprenons l'analyse des articles cette deuxième façon de traiter la concurrence espagnole est beaucoup plus fréquente que la première ce qui va inévitablement nuire l'image que la société française a du secteur agricole espagnol.

Bien que nous ayons constaté l'existence de références positives à l'agriculture espagnole dans la presse française, ce sont les références négatives qui pèsent davantage, l'image générale du lecteur va être celle de la décadence et même de la mauvaise qualité, une image laissant le secteur agricole espagnol loin du premier monde et des idées de l'Union Européenne pour être plus près des caractéristiques des pays en développement.

Après notre analyse nous pouvons constater que le pouvoir des médias en général et de la presse spécialisée en particulier est très important dans le développement d'un pays. Les différents Ministères, dans ce cas, celui de l'agriculture espagnole, essaient toujours d'avoir une bonne équipe de personnes experts en communication pour donner la meilleure image du pays qui représentent, mais ce n'est pas toujours facile et la concurrence et le poids de certains pays détériorent cette image à travers la presse des pays concurrentiels.

On a bien démontré avec cette petite analyse que l'opinion d'une société se forme plus sur les articles de la presse que sur les données précises des gouvernements. Essayons, alors d'améliorer aussi l'image de l'économie espagnole à travers les moyens de communication. Il reste à voir si le comportement de la presse pendant l'année 2013, améliorera l'image de notre pays.

7. BIBLIOGRAPHIE

Eveno, Patrick (2001) *Le Journal Le Monde, Une histoire d'Independence*. Editions Odile Jacob

Hitris, Theo; Vallés, José (1999) *Economía de la Unión Europea*. Prentice Hall Iberia: Madrid

La Parra Casado, Daniel; Penalva Verdú, Clemente y Mateo Pérez, Miguel A. “La imagen de España y Marruecos en la prensa marroquí y española durante el incidente del islote de Perejil (Leyla)”. *Revista CIDOB d'Afers Internacionals*, núm. 79-80, p. 145-165

Lecomte, Julien (2012) *Médias: influence, pouvoir et fiabilité*. L'Harmattan : Paris.

Leiva, Ricardo (2011) *La imagen de España en la prensa económica de referencia mundial*, (Universidad de Navarra)

L'APPM, La SPQN, La SPQR, L'ADPOUG et L'ADPGI (2012) “Revue de presse –Résultats One 2012”, *Agence Audipresse, société d'études interprofessionnelle de la presse*. Paris

<http://www.20minutes.fr/>

[http://en.wikipedia.org/wiki/20_minutes_\(France\)](http://en.wikipedia.org/wiki/20_minutes_(France))

<http://www.lemonde.fr/>

cvc.cervantes.es/ensenanza/biblioteca_ele/asele/pdf/06/06_0412.pdf

<http://celinetabou.wordpress.com/analyse-comparative-du-discours-de-presse-ecrite/>

<http://recursos.cnice.mec.es/media/prensa/bloque5/index.html>

<http://www.espanolsinfronteras.com/LenguaCastellana-RD04-Com.LaPrensa05-AnalisisPeriodistico.htm>

<http://membres.multimania.fr/devoirlaurette/index.html>

http://acrimed.samizdat.net/article.php3?id_article=795

http://acrimed.samizdat.net/article.php3?id_article=257

http://www.cyberpresse.ca/reseau/monde/0203/mon_102030077309.html

http://www.globalgallery.no-ip.com/frame_droite.phtml?choix=Actualites&focus=1078

www.humanas.unal.edu.co/linguistica/index.php/download_file/.../114/

<http://www.implications-philosophiques.org/ethique-et-politique/philosophie-politique/le-role-de-la-presse-dans-les-societes-democratiques/>

<http://julien.lecomte.over-blog.com/article-5303798.html>

<http://www.gralon.net/articles/news-et-media/magazines/article-le-journal-le-monde---presentation-et-histoire-2045.htm>

<http://www.rts.ch/archives/tv/information/continents-sans-visa/3461386-le-monde.html>

<http://www.gralon.net/articles/news-et-media/magazines/article-le-journal-le-monde---presentation-et-histoire-2045.htm>

<http://www.rts.ch/archives/tv/information/continents-sans-visa/3461386-le-monde.html>

eprints.ucm.es/11397/1/T32388.pdf

<http://www.larousse.fr/encyclopedie/divers/agriculture/19409>

**ANNEXE
D'ARTICLES
2011**

Agriculture: Allègement des charges sur le travail permanent pour début 2012

Mis à jour le 31.03.11 à 15h23

Le Premier ministre François Fillon a promis ce jeudi [des décisions](#) en faveur d'un allègement des charges sur le travail permanent dans l'agriculture pour une application début 2012, une mesure réclamée par les agriculteurs pour retrouver leur compétitivité.

«Je veux que des décisions soient prises au plus tard cet automne pour une application au début de 2012», a déclaré François Fillon devant plus de mille agriculteurs, réunis à Saint-Malo, pour le 65e congrès annuel de la [FNSEA](#), principal syndicat agricole français.

Le Premier ministre a écarté le principe d'une TVA sociale, avancé par la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles. «Cette idée a des mérites, mais elle se heurte au niveau déjà très élevé de la fiscalité sur la consommation», a affirmé François Fillon.

«Lever l'obstacle européen»

Le chef du gouvernement s'est dit plutôt favorable à une mesure «ciblée» au bénéfice «de certaines professions, comme la vôtre». «Pour y parvenir, nous devons lever [l'obstacle européen](#)», a toutefois prévenu François Fillon.

«Je proposerai au Parlement de se prononcer sur une disposition concrète dès cet automne dans le cadre de l'examen de la loi de financement de sécurité sociale», a précisé le Premier ministre.

Il a confié une mission sur ce thème au député UMP, Bernard Reynes, qui doit lui faire des propositions.

La FNSEA dénonce le coût du travail en France

Les agriculteurs réclament avec insistance un allègement des charges sur le travail pour améliorer leur compétitivité face à leurs principaux concurrents comme l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie. Cette demande concerne au premier chef les filières de fruits et légumes, des productions qui nécessitent une main d'oeuvre nombreuse.

Ces derniers mois, la FNSEA n'a jamais manqué de monter au créneau pour dénoncer le coût du travail en France. C'est pour elle un handicap qui, comme l'a rappelé Xavier Beulin, [président de la FNSEA](#), «est un facteur de perte de compétitivité surtout par rapport à nos voisins allemands et du nord de l'Europe». Dans la filière légumes, par exemple, le taux horaire d'un salarié en France s'élève à 12,5 euros, contre 6 euros en Allemagne.

Des charges de travail allégées

Depuis le 1er janvier 2010, les charges sur le travail occasionnel ont déjà été allégées. Ce qui représente un «effort considérable» de 500 millions d'euros pour l'Etat, a souligné François Fillon.

Pour des mesures équivalentes sur le travail permanent, le montant est estimé à un milliard d'euros. Et même plus si, comme le souhaite la FNSEA, certains industriels, comme les abattoirs, bénéficiaient de cette réduction des charges.

Agriculture: Fillon promet un allègement du coût du travail pour début 2012

Publié le 31 mars 2011.

SAINT-MALO - François Fillon a promis jeudi lors du congrès annuel de la FNSEA un allègement du coût du travail permanent dans l'agriculture pour le début 2012, une mesure réclamée par les agriculteurs et qui arrive à point nommé à 13 mois de la présidentielle.

"Je veux que des décisions soient prises au plus tard cet automne pour une application début de 2012", a déclaré M. Fillon devant un millier d'agriculteurs réunis à Saint-Malo pour le 65ème congrès annuel de la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA).

Sans livrer beaucoup de détails, le Premier ministre s'est dit favorable à une mesure "ciblée" qui profite à "certaines professions" comme l'agriculture. Il a toutefois prévenu qu'il faudra "lever l'obstacle européen".

"Je proposerai au Parlement de se prononcer sur une disposition concrète dès cet automne dans le cadre de l'examen de la loi de financement de sécurité sociale", a-t-il ajouté. Une mission a été confiée au député UMP Bernard Reynes.

Le principe d'une TVA sociale, avancé par la FNSEA, est écarté, de crainte d'un renchérissement des prix. "Cette idée a des mérites, mais elle se heurte au niveau déjà très élevé de la fiscalité sur la consommation", a fait valoir le Premier ministre.

L'annonce de ce calendrier a suscité la colère chez les producteurs de légumes, en première ligne, avec les producteurs de fruits, face à la concurrence de pays européens, comme l'Allemagne, l'Espagne ou l'Italie, où le coût du travail dans l'agriculture est inférieur.

"Si le gouvernement ne prend pas des mesures avant fin mai, la saison est morte", a affirmé Angélique Delahaye, présidente de Légumes de France, réagissant aux propos de M. Fillon.

Elle cite l'exemple du concombre, l'une des ses productions, qui ne trouve pas preneur à 40 centimes l'unité, contre 20 à 25 centimes pour le concombre belge ou espagnol.

Dans la filière légumes, le taux horaire d'un salarié en France s'élève à 12,5 euros, contre 6 euros en Allemagne.

Le patron de la FNSEA Xavier Beulin n'a pas voulu montrer sa déception. Lui qui souhaitait des "mesures concrètes" a reconnu que l'annonce manquait de "précisions". Il a dit que son syndicat ferait de nouvelles propositions sur ce dossier, sans plus d'indications.

Pour améliorer leur compétitivité, les agriculteurs réclament avec insistance une réduction du coût du travail. Ils ont déjà obtenu gain de cause sur le travail saisonnier. Un "effort considérable" de 500 millions

d'euros par an, a rappelé M. Fillon. Désormais les agriculteurs veulent un coup de pouce sur le travail permanent.

Pour des mesures équivalentes sur le travail permanent, le montant est estimé à un milliard d'euros. Et même plus si, comme le souhaite la FNSEA, certains industriels, comme les abattoirs, bénéficient de cet allègement.

S'il se concrétise, ce nouveau coup de main du gouvernement l'aiderait à renouer avec un électorat traditionnellement acquis à la droite, mais qui, lors des régionales puis des cantonales, a soit déserté l'isolat, soit lui a préféré le FN.

Au plus bas dans les sondages, [Nicolas Sarkozy](#) n'a pas ménagé ses efforts depuis plusieurs mois dans une opération de reconquête, dans le cadre de ses nombreux déplacements en province.

Le 5 avril, il doit recevoir à l'Elysée les membres du collectif Droite rurale, selon son principal responsable, le député UMP de Lozère Pierre Morel-A-L'Huissier.

© 2011 AFP

Les concombres contaminés sévissent-ils en France?

Publié le 28 mai 2011.



Des concombres en 2011. *WEST COAST SURFER / MOO/REX/SIPA*

SANTE - L'épidémie a fait trois nouveaux morts en Allemagne...

[La bactérie E.coli enterohémorragique \(Eceh\), retrouvée ces derniers jours](#) sur des concombres espagnols, continue de s'étendre en Europe.

La France concernée?

Après l'Allemagne, le Royaume-Uni ou encore les Pays-Bas, la France pourrait être touchée. Trois cas suspects d'intoxication alimentaire en lien avec cette épidémie sont «en cours d'investigation» ont annoncé samedi les ministères de l'Economie, de la Santé et de l'Agriculture dans un communiqué commun.

Outre-Rhin, elle aurait déjà causé la mort de neuf personnes: [trois nouveaux décès ont été annoncés samedi](#).

Epidémie

L'Escherichia Coli entérohémorragique se trouve habituellement dans le tube digestif des ruminants. Mais l'homme peut être contaminé par contact avec une personne infecté, des animaux porteurs de la bactérie ou avec les matières fécales de ces derniers s'ils ont été en contact avec un légume cru.

Les patients infectés présentent alors des maux de tête, des douleurs abdominales et une diarrhée qui peut être sanglante.

Vingt-cinq cas de contamination ont été dénombrés en Suède, sept au Danemark, trois en Grande-Bretagne, deux en Autriche, un aux Pays-Bas et un en Suisse.

E.M. avec AFP

Concombres infectés: La Belgique interdit les importations en provenance d'Espagne

Publié le 30 mai 2011.



Des concombres en 2011. WEST COAST SURFER / MOO/REX/SIPA

SANTÉ - Par mesure de précaution, au regard de l'épidémie qui touche notamment l'Allemagne...

La Belgique a décidé d'interdire les importations de concombres en provenance des distributeurs espagnols dont les produits sont soupçonnés [d'avoir causé une intoxication en Allemagne](#), a indiqué lundi la ministre de l'Agriculture. «J'ai demandé à l'Agence fédérale pour la sécurité de la chaîne alimentaire (Afsca) d'interdire les importations» des deux entreprises soupçonnées, a déclaré Sabine Laruelle en marge d'une réunion des ministres de l'Agriculture de l'Union européenne à Debrecen (est de la Hongrie).

La ministre belge a toutefois précisé que, selon de récentes vérifications, aucun concombre espagnol n'a «été importé depuis l'hiver». L'affaire témoigne aussi des revers de la médaille de la mondialisation a-t-elle estimé: «un problème avec des concombres espagnols et c'est l'Europe qui tremble». La bactérie, qui provoque des hémorragies dans le système digestif, continue de se propager en Allemagne, où elle aurait déjà fait 10 morts dans le nord du pays.

© 2011 AFP

Concombres contaminés: L'Espagne s'inquiète pour son secteur fruits et légumes

Publié le 31 mai 2011.



De la main d'oeuvre dans une exploitation agricole en Espagne en 2004. *FERRARI/NECO/SIPA*

ÉCONOMIE - En Allemagne, quatorze personnes seraient décédées à cause de la bactérie et six personnes auraient déjà été infectées en France...

[L'intoxication alimentaire, qui pourrait être liée à des cas de concombres espagnols contaminés par une bactérie](#), continue de s'étendre en Europe. Et elle commence sérieusement à peser sur le secteur des fruits et légumes en Espagne.

Pertes économiques

Poivrons, laitues, tomates: les accusations des autorités allemandes vis-à-vis des concombres ibères ont entraîné «une paralysie des exportations espagnoles de certains produits, et l'annulation ou le retard des commandes déjà passées», [a affirmé mardi dans un communiqué](#) la fédération espagnole des producteurs-exportateurs de fruits et légumes (Fepex).

Fruits et légumes

Et les conséquences économiques pour le secteur sont «très graves», assure la fédération. Elle rappelle que l'Allemagne est le premier marché d'exportation pour ses fruits et légumes. Pour l'ensemble des pays, ces dernières ont atteint 8,6 milliards d'euros l'année dernière.

«Nous évaluons les pertes à environ 200 millions d'euros par semaine» et «chaque semaine nous jetons des centaines de tonnes de produits», a expliqué mardi selon l'AFP le président de la Fepex, Jorge Brotons, lors d'une conférence de presse.

E.M.

Les analyses disculpent le concombre espagnol

Publié le 1 juin 2011.



Un concombre bio espagnol, semblable à ceux dans lesquels ont été identifiées des *Escherichia coli* enterohémorragiques, en mai 2011 en Allemagne. BAZIZ CHIBANE/SIPA

SANTE - L'Espagne est furieuse des accusations portées par l'Allemagne...

Les gouvernements européens ont multiplié les accusations sur l'[origine des concombres contaminés](#) par la bactérie *Escherichia coli* qui a causé, selon le dernier bilan disponible ce mercredi matin, la mort de seize personnes en Allemagne et en Suède.

Le décès d'une Suédoise constitue le premier cas mortel hors d'Allemagne depuis le début de l'épidémie, qui touche également l'Espagne, la France, la Grande-Bretagne, le Danemark et les Pays-Bas. Les

malades, dont le nombre dépasse aujourd'hui le millier, ont tous en commun d'avoir séjourné récemment outre-Rhin.

Dans un premier temps, la [bactérie mortelle a été imputée à des concombres espagnols](#) importés en Allemagne. Mais les autorités allemandes ont admis mardi que les dernières analyses montraient que le légume incriminé ne portait pas la bactérie.

Ampleur sans précédent

«L'Allemagne reconnaît que les concombres espagnols ne sont pas la cause (de l'épidémie)», a déclaré le secrétaire d'Etat à l'Agriculture Robert Kloos, lors d'une rencontre avec des ministre de l'Union européenne en Hongrie.

Malgré ce démenti allemand, l'autorité américaine de contrôle alimentaire (FDA) continue de contrôler tous les chargements de légumes et d'autres produits originaires d'Espagne.

Au-delà de l'aspect sanitaire, la crise suscite des tensions diplomatiques entre Berlin, Madrid, Paris et [Moscou](#).

La ministre espagnole de l'Agriculture, Rosa Aguilar, a critiqué les accusations initiales de Berlin. «L'Allemagne a accusé l'Espagne d'être responsable de la contamination du E. coli en Allemagne et elle l'a fait sans preuves, créant un dommage irréparable à ce secteur d'activité en Espagne», a-t-elle dit.

Les exploitants espagnols estiment perdre 200 millions d'euros par semaine en raison du manque à gagner engendré par cette crise. Selon des médias espagnols, l'Allemagne, le Danemark, la République tchèque, le Luxembourg, la Hongrie, la Suède, la Belgique et la Russie bloquent l'entrée de concombres espagnols.

Madrid a réclamé à Berlin de prendre «des mesures extraordinaires pour compenser les pertes énormes causées au secteur espagnol».

Doutes sur l'origine de la bactérie

[En France, où trois cas ont été signalés](#), le ministre de la Santé, [Xavier Bertrand](#), a invité les autorités allemandes et espagnoles à la transparence.

«Au début les autorités allemandes étaient formelles, aujourd'hui il y a des questions qui se posent de plus en plus, je veux savoir quelle est cette origine. Nous avons besoin d'une information d'une transparence totale de la part des autorités allemandes, mais aussi de la part des autorités espagnoles», a-t-il souligné mardi sur France 2.

L'origine exacte de la souche de la bactérie est encore inconnue. Mais, selon des scientifiques, les soupçons peuvent légitimement se porter sur des légumes et des salades parce que le fumier utilisé pour fertiliser les champs peut contenir le E. coli.

La bactérie incriminée produit des shigatoxines (STEC) qui peuvent entraîner des [manifestations](#) cliniques variées telles que des diarrhées banales ou hémorragiques, susceptibles d'évoluer vers le SHU, ou syndrome hémolytique et urémique qui affecte le sang, les reins et, dans les cas graves, le système

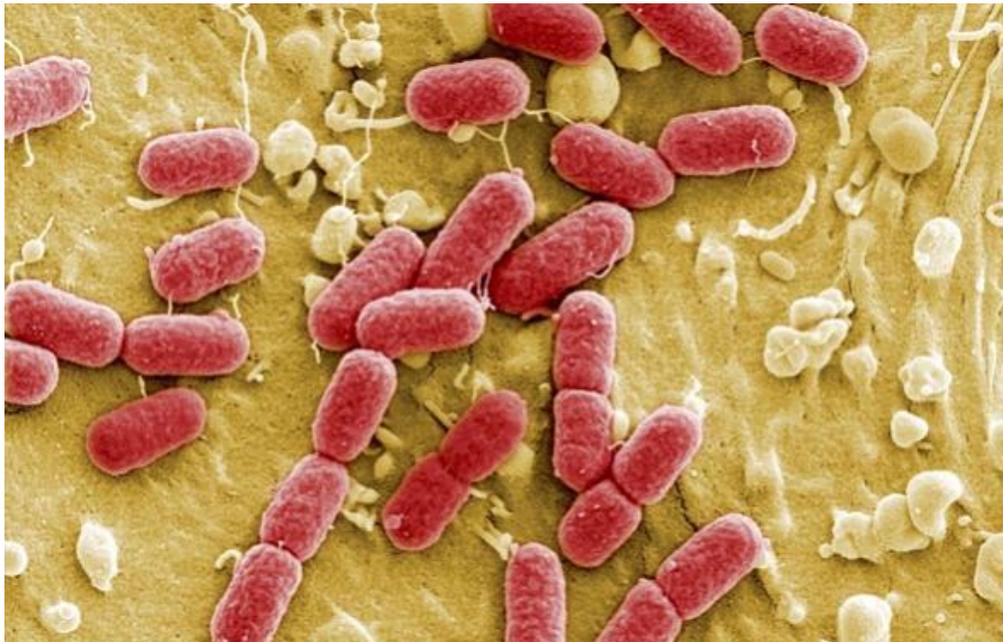
nerveux.

Selon le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (CEPCM), basé en Suède, cette épidémie de STEC/SHU est d'une ampleur sans précédent.

Reuters

Le plan européen jugé « insuffisant »

Publié le 8 juin 2011.



Selon les autorités allemandes, l'épidémie progresse moins vite , mais les recherches piétinent. *HO NEW / REUTERS*

agriculture L'Europe propose 150 millions d'euros pour les conséquences de l'épidémie « E.Coli »

L'Union européenne a proposé hier un dédommagement minimum de 150 millions d'euros pour les agriculteurs affectés par le déclenchement de l'épidémie E.coli. Ces fonds serviraient à dédommager principalement des producteurs de tomates, laitues et concombres. Ceux qui sont membres d'organisations de producteurs ont déjà droit à une compensation d'environ 30 % sur les pertes, à laquelle s'ajouteraient les versements européens. Ceux qui ne sont membres d'aucune organisation se satisferaient des aides communautaires.

La France et l'Espagne ont jugé cette proposition insuffisante. « Ce que nous voulons, c'est qu'il y ait une réponse pour tous les producteurs, qu'ils soient ou non membres des organisations de producteurs et à 100 % de la valeur réelle de marché des pertes », a déclaré la ministre espagnole de l'Agriculture.

Compensation à l'euro près

Même son de cloche côté français, [Bruno Le Maire](#), ministre de l'Agriculture, exigeant lui aussi une compensation « à l'euro près ». Les deux pays ont aussi demandé à ce que l'on tire les leçons de la crise en réformant le système d'alerte sanitaire rapide. Selon la Fédération européenne des produits frais, Freshfel Europe, le manque à gagner hebdomadaire est de l'ordre de 80 millions d'euros aux Pays-Bas, 20 millions en Allemagne, 4 millions en Belgique et 3 millions au Portugal, sans parler des 200 millions d'euros estimés par les agriculteurs espagnols.

Acacio Pereira(avec Reuters)

En Espagne, l'économie souterraine est devenue le dernier recours face à la crise

LE MONDE | 09.03.2011 à 14h28 • Mis à jour le 18.05.2011 à 13h57 | Par [Sandrine Morel](#)

Partager facebook twitter google + linkedin

Mardi 8 mars, 8 heures. Ils sont une cinquantaine à attendre dans le froid, sac au dos, mains dans les poches, qu'une fourgonnette s'arrête et leur propose un boulot pour la journée. Le rendez-vous de ce grand marché des travailleurs est immuable : devant le Djakarta, une cafétéria sordide de la place Elíptica, un immense rond-point d'un faubourg populaire de Madrid.

C'est un symbole d'une économie parallèle qui nourrit des milliers de familles en Espagne. Des hommes viennent ici tenter leur chance par dizaines chaque matin. Péruviens, Équatoriens, Boliviens mais aussi Roumains ou Africains, ils ont entre 20 et 50 ans, sont soudeurs, plombiers, charpentiers ou ouvriers de la construction et forment une main-d'œuvre bon marché prête à n'importe quel travail. "On nous paie environ 6 euros de l'heure ou 40 euros la journée", explique Mohammed, un Mauritanien de 42 ans, installé depuis trois ans en Espagne.

"Avant la crise, un coup de fil suffisait pour travailler sur un chantier à 80 euros par jour. Aujourd'hui c'est fini, il n'y a plus d'emploi. On arrive à cumuler quatre ou cinq jours par mois, pas plus. Et on ne peut pas se permettre d'être exigeant sur les conditions", raconte Eder, un Péruvien de 26 ans. Ici pas de contrat de travail, pas de droits sociaux, aucune garantie d'être payé à la fin de la journée, mais l'espoir

de sortir la tête de l'eau. "Sans le travail au noir, beaucoup de citoyens seraient littéralement détruits", dit le président de l'Association nationale des chômeurs Adesorg, José Luis Fernandez.

"S'il n'y a pas de révolution sociale en Espagne, c'est principalement grâce au poids de l'économie souterraine, qui s'est beaucoup développée depuis la crise, affirme Pablo Vazquez, directeur de la Fondation des études d'économie appliquée (FEDEA). Se fondant sur la différence entre l'enquête de population active et le nombre de personnes affiliées à la Sécurité sociale, il évalue à 856 000 le nombre de personnes qui travaillaient au noir au quatrième trimestre 2010, contre 500 000 avant 2008.



D'autres études sont plus alarmantes. Le 3 mars, la Fondation espagnole des caisses d'épargne (Funcas) a estimé à 4 millions le nombre d'emplois au noir en Espagne en 2008, certaines personnes cumulant une activité déclarée et une autre qui ne l'est pas.

"Tombés du camion"

Sur la place Eliptica, une fourgonnette s'arrête : le conducteur baisse sa vitre, échange trois mots avec la foule qui se presse contre son véhicule. Trois gars montent sans poser de questions. Rapide, sans grande cohue, chacun respectant l'ordre d'arrivée, le *deal* est scellé. A 9 heures, certains se décident à quitter les lieux, jugeant la journée perdue. "*Il vaut mieux arriver tôt, vers 6 heures*", affirme Bonifacio, un jeune Péruvien qui se souvient du temps, pas si éloigné, où tous ceux qui venaient ici avaient un emploi pour la journée. Une voiture de polices s'arrête soudain. Deux agents en sortent et se dirigent vers quatre hommes, des sans-papiers originaires d'Afrique noire, qu'ils embarquent aussitôt.

Marcel, un Roumain d'une quarantaine d'années, observe la scène de loin. Ses papiers sont en règle. Après avoir cotisé plus de six ans en Espagne, il s'est retrouvé au chômage l'an dernier. "*Il me reste encore un mois à toucher. Puis plus rien*". Le gouvernement a supprimé en février l'allocation de fin de droit de 426 euros créée deux ans plus tôt. Or 1,2 million de demandeurs d'emploi ne perçoit déjà plus aucune indemnité.

La construction n'est pas le seul secteur où pullulent les emplois au noir. L'agriculture, le commerce et surtout l'hôtellerie en sont de grands pourvoyeurs. "*Le gouvernement lutte contre ce type de fraude*, assure Manuel Alia, sous-directeur pour l'économie irrégulière au ministère du travail. *Nous effectuons 350 000 contrôles par an. Mais il y a un problème de conscience sociale qui est le bouillon de culture du travail au noir. Les gens ne se rendent pas compte que cela nuit à tout le monde.*"

Contre la crise, les Espagnols se sont mis à toutes sortes de petits boulots. Des camions de *cartoneros* sillonnent les rues de Madrid pour récupérer cartons et papiers et

les revendre aux entreprises de recyclage et aux usines à papier. Près de la gare d'Atocha ou de la Glorieta de Embajadores, les marchés à la sauvette ont changé de visage.

Des Espagnols âgés viennent compléter leur maigre retraite en vendant leurs trésors : vieilles revues érotiques, chaussures usées côtoient les DVD piratés et les imitations de grandes marques vendus par des Africains. Depuis peu, l'offre s'est étendue aux produits frais et de première nécessité "tombés du camion". Sur les lampadaires, les petites annonces de menuisiers, peintres, nourrices, femmes de ménage s'enchevêtrent.

Bactérie tueuse: Les maraîchers bientôt aidés par l'Union européenne?

Publié le 7 juin 2011.

Les drapeaux européens flottent devant le bâtiment de la Commission européenne à Bruxelles, le 11 août 2010. *BAUMGARTEN/VARIO IMAGES/SIPA*

ÉCONOMIE - Les producteurs de fruits et légumes ont vu leurs ventes baisser depuis le début de l'épidémie...

On ne connaît toujours pas l'origine exacte de l'épidémie liée à la bactérie E.coli, mais celle-ci a déjà fait une victime collatérale: les maraîchers européens et en particulier les producteurs de légumes espagnols. Les ministres de l'Agriculture de l'Union européenne se réunissent donc ce mardi pour établir un plan de soutien pour compenser les ventes en chute libre depuis une dizaine de jours.



Un accord provisoire devrait être trouvé lors de cette réunion exceptionnelle à Luxembourg mais la structure et le montant de l'aide doivent encore être défini. «Je ne suis pas sûr que nous aurons une proposition légale sur la table demain», a dit le porte-parole du commissaire à l'Agriculture lors d'une conférence de presse. «Je dirais que nous espérons plutôt trouver un accord de principe», a poursuivi Roger Waite.

Réconcilier l'Espagne et l'Allemagne

Il faudra surtout réconcilier les autorités espagnoles et allemandes, [les premiers souhaitant être dédommagé «à 100%» par l'Allemagne](#), alors que les autres pays européens penchent pour une solution communautaire.

La solution la plus probable est, selon une source communautaire, l'élargissement du mécanisme européen de prévention des crises agricoles, un système de régulation qui prévoit d'indemniser certains producteurs pour qu'ils retirent leurs produits du marché. Dans ce cas, les producteurs européens recevraient jusqu'à la fin du mois une aide correspondant à 30% de la valeur totale de leurs produits invendus, prélevée sur le budget de l'Union européenne. Le pourcentage exact est encore en négociations, a dit cette source.

Le syndicat des maraîchers européens, Freshfel Europe, estime les pertes hebdomadaires à 200 millions d'euros en Espagne, 80 millions aux Pays-Bas, 20 millions en Allemagne, quatre millions en Belgique et trois millions au Portugal. «Nous espérons toujours que l'Union européenne débloquera en plus des fonds pour une campagne promotionnelle, de manière à restaurer la confiance des consommateurs en notre secteur», milite Frédéric Rosseneu, conseiller pour la sûreté alimentaire chez Freshfel.

T.S.

Les agriculteurs français priés de rembourser des aides reçues il y a plus de dix ans

Le Monde.fr avec AFP | 06.06.2011 à 17h55 • Mis à jour le 06.06.2011 à 19h31

Les producteurs français de fruits et légumes commencent à recevoir des demandes de remboursement d'aides publiques reçues jusqu'en 2002 et déclarées illégales par Bruxelles. Les tout premiers dossiers, onze demandes de remboursement, sont effectivement partis, a indiqué le ministère de l'agriculture, confirmant une information de la [Coordination rurale \(CR\)](#).

Le ministre de l'agriculture, Bruno Le Maire, "avait promis en 2009 qu'il ferait tout pour réduire la facture", qui est aujourd'hui "considérablement réduite, de moitié", a-t-on indiqué. "On est toujours en discussions avec la Commission pour de



nouvelles réductions, c'est pour cela qu'on ne donne pas de chiffre", a ajouté le ministère.

"PLUS DE 600 MILLIONS D'EUROS" DE DETTE

Le syndicat agricole Coordination rurale affirme de son côté dans un communiqué que, *"initialement de 338 millions d'euros, la dette est aujourd'hui de plus de 600 millions d'euros", "les intérêts se sont accumulés et atteignent aujourd'hui quasiment le double du capital initial"*. déplorant que *"L'Etat est responsable de ce remboursement, car la seule erreur dans ces aides relève de sa faute: il avait omis de notifier les aides à Bruxelles selon la procédure"*, affirme le syndicat agricole, qui appelle l'Etat à *"prendre ses responsabilités"*.

En août 2009, Bruno Le Maire, fraîchement nommé, avait annoncé que les producteurs de fruits et légumes devraient rembourser les aides publiques qui leur avaient été versées entre 1992 et 2002, suscitant une levée de boucliers chez les agriculteurs, alors confrontés à une importante baisse des prix et donc de leurs revenus. A la suite de négociations, les demandes de remboursement portent finalement sur la période 1998-2002, a confirmé le ministère lundi.

LES PRODUCTEURS "NE POURRONT PAS REMBOURSER"

"On a fait valoir auprès de la Commission que pour des raisons d'archives et techniques ils nous est absolument impossible de retrouver les bénéficiaires des aides antérieures", a-t-on expliqué. Le gouvernement *"a eu un dialogue très approfondi avec chacun des opérateurs"* destinataire d'une demande de remboursement afin que, *"dans la mesure du possible", ces "remboursements soient plus que supportables"*, a fait valoir le ministère. *"On a négocié avec la Commission un accompagnement financier dans le cadre du règlement de 'minimis' [en dessous d'un certain montant]"*, a précisé le ministère. Il s'agit d'aides consenties *"au cas par cas, en fonction des difficultés de l'entreprise, de la charge de remboursement, de ses charges par ailleurs"*. La Coordination rurale estime de son côté que *"les producteurs ne pourront pas rembourser"*.

Les aides publiques, reconduites par les gouvernements français successifs, devaient soutenir les producteurs face à la concurrence de pays comme l'Espagne.

Fruits et légumes : les raisons d'une crise

Le Monde.fr | 12.08.2011 à 20h45 • Mis à jour le 12.08.2011 à 21h08 | Par Angela Bolis

Elle a beau être *"de plus en plus douce, moins acide, plus attractive"*, rien n'y fait : la pêche est en crise. *"Après trois années négatives, beaucoup se demandent s'ils vont renouveler leur verger"*, assure Bruno Darnaud, président de l'Association des producteurs de pêches-nectarines, de son exploitation du pays de Tain-l'Hermitage (13).

L'arboriculteur rappelle l'inexorable dégringolade de ces fruits, pourtant vedettes de nos étals estivaux : alors que 500 000 tonnes étaient produites en France il y a dix ans, le nombre est passé à 300 000 aujourd'hui, soit 10 % de la production européenne.

Depuis le début de la saison, d'autres fruits et légumes ont été officiellement déclarés *"en crise"* : le melon, la poire, la prune, la tomate, ou encore le concombre. Leurs prix sont inférieurs de 15 % à 45 % à la moyenne des cinq dernières années, selon l'AFP. Pour Bruno Darnaud, au-delà de ces chutes conjoncturelles, *"on arrive à la fin d'un système. On est à bout"*. Comment les maraîchers en sont-ils arrivés là?

▪ **Un défaut de compétitivité au sein de l'UE**

Bruno Dupont, président de la Fédération nationale des producteurs de fruits, cible un premier problème : *"On nous demande d'être compétitifs. Or, on ne l'est pas."* La pêche française se vend environ 1,30 euro en temps normal, contre 1 euro en cette période de crise. En Espagne, les producteurs la vendent 50 centimes, selon Bruno Darnaut. *"Là, la concurrence n'est plus supportable. Il faut nous dire comment on fait dans ce système libéral."*

En Espagne aussi, la crise touche les producteurs, qui vendent à perte. Mauvaise santé de l'économie et chômage massif rongent le marché intérieur de la péninsule – les gens n'ont plus assez d'argent pour acheter des fruits –, et creusent l'écart du coût de la main-d'œuvre avec la France.

Ce sont ces différences de coût du travail, mais aussi des normes environnementales et de qualité entre les Etats de l'UE, qui posent problème pour les producteurs. Certes, en théorie, il y a des obligations de normalisation. Mais les opérations menées par la FDSEA (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) – jeudi, ils étaient deux cents à contrôler des camions de fruits et légumes venant d'Espagne au péage de Lançon-de-Provence – ont montré que leur application laissait à désirer, selon MM. Darnaut et Dupont.

En témoignent ces pêches de petit calibre ou attaquées par le virus de la sharka, interdites à la commercialisation en France, pourtant en route vers les supermarchés de l'Hexagone. *"Notre but n'est pas de stigmatiser les producteurs espagnols, qui sont aussi en détresse, souligne Bruno Darnaut, mais de montrer que c'est la loi de la jungle."*

Aujourd'hui, les producteurs attendent beaucoup de l'Europe, dont les fonds ont, selon eux, aidé à monter les vergers industriels du sud de l'Espagne. La nécessaire compensation de ces différences est sur toutes les lèvres. Un pari difficile, quand le smic français est quasiment deux fois plus élevé qu'en Espagne (en 2007, 1 254 euros contre 666 euros selon Eurostat). Seule alternative à cette harmonisation pour M. Dupont : *"Décider, une bonne fois pour toutes, d'arrêter la production de ces fruits en France et se reconvertir. Mais c'est un choix de société : pour l'instant, on est au top de la qualité, de la traçabilité et des normes d'hygiène."*

▪ **Des fruits français de plus en plus précoces**

Si la concurrence des pays méridionaux d'Europe se fait plus durement sentir cette année, c'est que les fruits français ont mûri en avance – de trois semaines pour les pêches. Résultat : ils arrivent en même temps que ceux d'Espagne, d'Italie ou de Grèce sur les étalages.

Au-delà de la grande variabilité de la météorologie selon les années, Bernard Seguin, chercheur à l'INRA (Institut national de la recherche agronomique), note clairement un avancement de la maturation des fruits d'été. Cette année, le printemps chaud et sec est venu renforcer cette tendance. *"Mais en moyenne, les fruits sont de quinze jours à trois semaines plus précoces par rapport aux années 1980"*, note le chercheur.

L'évolution est particulièrement saillante dans les vignes – les dates de vendanges du médoc se sont ainsi avancées de vingt jours depuis 1954 selon l'INRA –, mais pas seulement : en 1970, les pruniers d'Ente ont fleuri vers le 20 avril. En 2002, les bourgeons ont éclo le 25 mars, et même le 10 mars en 1997. Pendant ce temps, le climat en Europe du Sud évoluerait moins nettement : les périodes de récolte vont donc, de plus en plus, empiéter les unes sur les autres.

Pour [Bruno Dupont](#), il s'agit donc de réfléchir à de nouvelles variétés et à des techniques d'étalement des productions, en France comme au niveau européen, afin d'éviter ces pics d'arrivages de fruits.

- **La grande distribution tire les prix à la baisse**

Depuis la crise agricole de 2009, largement due aux relations avec la grande distribution, selon Bruno Dupont, des mesures ont été prises pour instaurer plus d'équité. Et les grandes surfaces jouent désormais le jeu en mettant en valeur les origines françaises, concèdent les producteurs. Mais aujourd'hui, les distorsions de marché engendrées par les différents coûts de production entre pays permettent à la grande distribution de tirer les prix vers le bas.

Et ce n'est pas tout : des problèmes persistent, selon [Bruno Darnaut](#), quant à la régularité des ventes notamment: *"Les jours de promotion, on a du mal à suivre au niveau de la production. Mais le reste du temps, les grandes surfaces ne mettent pas en avant leurs rayons fruits, et ne sortent presque rien. Le marché s'engorge. Ce qui les arrange bien puisque du coup, les prix s'effondrent."* Or, pour les producteurs de fruits, le chiffre d'affaire annuel se joue en deux ou trois mois, voire en à peine deux semaines pour les fraises et les framboises.

Enfin, en cette période de crise, les distributeurs sont tenus à une modération de leurs marges. Mais là encore, la mesure ne convainc pas : *"La marge sur un fruit en crise ne doit pas dépasser la marge moyenne de tout le rayon fruits et légumes, exotiques compris, de l'année précédente. C'est absurde"*, juge M. Darnaut.

- **Les consommateurs mangent moins de fruits et légumes frais**

Cet été, la météo aurait découragé les Français de déguster nectarines, framboises ou prunes, des fruits associés aux chaleurs estivales. Quant aux légumes, ils auraient subi l'onde de choc de la crise sanitaire de l'*E. Coli*, de même que les pêches et les abricots. Très appréciés en [Russie](#), ils ont pâti de la fermeture des frontières de cette dernière.

Au-delà de ces événements, la consommation alimentaire change. Elle représente 13,4 % du budget des Français en 2007, [selon le ministère de l'agriculture](#), contre 20 % dans les années 1960, [selon l'Insee](#), qui relève une hausse de laconsommation de fruits et légumes frais proche de zéro depuis cinquante ans.

Angela Bolis

Concombre tueur : trois cas suspects en France

Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 28.05.2011 à 19h52 • Mis à jour le 31.05.2011 à 07h58



Trois cas suspects d'intoxication alimentaire due à une bactérie trouvée dans des concombres sont *"en cours d'investigation"* en France, ont annoncé, samedi 28 mai, les ministères français de l'économie, de la santé et de l'agriculture. *"Il y a actuellement en France trois cas suspects, en lien avec l'épidémie allemande"*. Outre-Rhin, la maladie aurait fait dix morts, et des cas sont recensés dans toute l'Europe.

Les concombres incriminés sont produits dans le sud de l'Espagne. Les ministères assurent dans un communiqué conjoint qu'un lot de concombres suspect *"a été livré sur le territoire français"* mais que son *"retrait du marché a été immédiatement demandé"*. Toutefois, indique la Direction générale de la consommation, de la concurrence et de la répression des fraudes (DGCCRF), *"comme le seul grossiste français concerné par des importations espagnoles suspectes n'a pas eu de retour de marchandise, cela semble indiquer que les produits ont certainement été déjà consommés par des clients de restauration collective en Bretagne, notamment dans le Finistère"*, a indiqué une responsable de la DGCCRF.



Samedi soir, le ministre de la santé, Xavier Bertrand, a mis en garde contre toute *"forme d'affolement"*. *"A partir du moment où on ne consomme pas ce concombre, il n'y a pas les risques et les drames qu'il a pu y avoir en Allemagne"*, a-t-il assuré lors de l'émission *"Revu et corrigé"* sur France 5.

JUSQU'À DIX MORTS EN ALLEMAGNE

La bactérie mise en cause est l'E.coli entérohémorragique (Eceh). Provoquant des hémorragies dans le système digestif, elle est potentiellement mortelle et se caractérise des manifestations cliniques variées – diarrhée banale ou sanglante – pouvant évoluer vers une complication grave : le syndrome hémolytique et urémique (SHU).

Les autorités sanitaires allemandes ont relevé au cours des derniers jours 60 nouveaux cas de la maladie transmise par les concombres, portant le bilan à 276 personnes atteintes du SHU. Le nombre de morts est grimpé à dix samedi, avec quatre nouveaux décès recensés dans le nord du pays. L'Institut Robert Koch, établissement fédéral chargé du contrôle sanitaire et de la lutte contre les maladies, n'a cependant pas actualisé samedi son décompte officiel, qui reste de deux décès directement imputables à la bactérie.

La transmission de cette bactérie se fait essentiellement par l'ingestion d'aliments contaminés, cette contamination pouvant être due au contact avec les déjections d'animaux domestiques ou sauvages à un stade ou à un autre de la culture ou de la manipulation mais que sa contagiosité est faible, soulignent les autorités françaises. La Commission européenne a lancé une alerte, jeudi, pour informer que des concombres importés d'Espagne sont l'un des vecteurs de transmission de la bactérie.

DES CAS DE CONTAMINATIONS DANS PLUSIEURS PAYS

Des cas ont été rapportés en Suède, aux Pays-Bas, au Danemark, en Grande-Bretagne, en Autriche et en Suisse chez des personnes ayant voyagé en Allemagne.

Les producteurs français de concombres disent de leur côté craindre un "amalgame" entre les productions française et espagnole. Dans un communiqué, ces derniers soulignent que *"les conditions de production française n'ont rien à voir avec celles pratiquées en Espagne tant d'un point de vue environnemental que social"*.

Le conseil régional d'Andalousie (sud de l'Espagne) a indiqué samedi que l'activité continuait chez les deux distributeurs de concombres soupçonnés d'avoir exporté les concombres contaminés, contrairement à ce qu'avait annoncé Bruxelles vendredi soir. Pour l'un d'entre eux, à Malaga, les lots suspects ont été immobilisés tandis que pour l'autre entreprise, à Roquetas del Mar, des échantillons de lots suspects ont été envoyés en laboratoire et les premiers résultats seront connus lundi. *"On ne sait pas où la contamination a eu lieu, si cela a été sur les sites (espagnols) ou le long de la chaîne de distribution"*, explique la Commission européenne.

Concombres contaminés : la Russie interdit les importations de légumes allemands et espagnols

Le Monde.fr avec AFP | 30.05.2011 à 16h31 • Mis à jour le 31.05.2011 à 07h58

La Russie a interdit, lundi 30 mai, les importations de légumes allemands et espagnols et pourrait étendre cette mesure à toute l'UE en raison de concombres en provenance d'Espagne contaminés par une bactérie. Ces légumes ont provoqué la mort de treize personnes en Allemagne. L'Espagne a indiqué que les résultats des analyses menées sur les concombres espagnols ne seront pas connus avant mercredi.

"Nous avons donné l'ordre aux frontières d'interdire" ces importations, a déclaré Guennadi Onichtchenko, le chef du service sanitaire russe, cité par l'agence Interfax. "Si la situation ne change pas, nous allons interdire toute la production européenne de légumes", a-t-il ajouté.



La bactérie E.coli entero-hémorragique (ECEH) peut provoquer des hémorragies et des troubles rénaux sévères, appelés "syndrome hémolytique et urémique" (SHU), potentiellement mortels. Des concombres produits en Espagne pourraient être à l'origine de la contamination, mais elle aurait aussi pu avoir lieu le long de la chaîne de distribution.

DES "DOMMAGES IRRÉPARABLES" POUR L'ESPAGNE

L'Espagne a en outre déclaré, via son ministre de l'agriculture, qu'elle demandera *"une réponse dans le cadre de l'Union européenne"* pour les *"dommages irréparables"* provoqués par la suspicion sur des concombres espagnols. *"On est en train de nuire à l'image de l'Espagne, on est en train de nuire au secteur producteur espagnol et le gouvernement espagnol n'est pas disposé à accepter cette situation"*, a déclaré la ministre, Rosa Aguilar.

"Les dommages au secteur espagnol sont énormes", a-t-elle assuré, estimant qu'il s'agit de *"dommages irréparables"*. *"Nous activerons rapidement tous les mécanismes d'aide prévus dans le cadre de l'OMC"*, l'Organisation mondiale du commerce, a indiqué la ministre. *"Nous demanderons également, de manière logique, une réponse dans le cadre de l'Union européenne pour les dommages et préjudices provoqués et nous demanderons aussi à l'Allemagne d'assumer la responsabilité qui lui revient"*, a-t-elle ajouté.

Des cas ou des suspicions de cas ont également été signalés en Suède, au Danemark, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Autriche, en France et en Suisse, mais tous venaient apparemment d'Allemagne. D'ailleurs, les exportations de légumes des Pays-Bas vers l'Allemagne ont quasiment cessé, a annoncé le ministre de l'agriculture néerlandais, Henk Bleker. *"Les exportations [néerlandaises vers l'Allemagne] ont quasiment cessé depuis dimanche soir"*, a-t-il ajouté, alors que celles-ci représentent 10 millions d'euros chaque semaine.

"Je comprends l'opinion du gouvernement allemand [qui a déconseillé la consommation de légumes] quand dix personnes sont mortes et quatre cents sont en soins intensifs", a ajouté M. Bleker.

Concombres contaminés : le bilan s'élève à 14 morts en Allemagne

Le Monde.fr avec AFP | 31.05.2011 à 07h50 • Mis à jour le 31.05.2011 à 12h29



Alors que le bilan des victimes d'une bactérie tueuse transmise par des légumes crus ne cesse de s'alourdir, l'Espagne et les Pays-Bas ont réclamé l'aide de l'Union européenne après l'effondrement de leurs ventes de légumes. La bactérie E.coli [*Escherichia coli*] entéro-hémorragique (ECEH), qui a déjà fait 14 morts en Allemagne, a été identifiée sur des concombres espagnols vendus outre-Rhin.

La situation est très grave pour le secteur des fruits et légumes espagnol, avec des pertes de plus de 200 millions d'euros par semaine, a dénoncé la ministre espagnole de l'agriculture, Rosa Aguilar, à son arrivée à une rencontre informelle avec ses homologues européens à Debrecen, dans l'est de la Hongrie. Les Pays-Bas ont de leur côté vu leurs exportations de légumes vers l'Allemagne pratiquement cesser du jour au lendemain et veulent également demander à l'UE d'aider financièrement leurs producteurs de légumes, a indiqué à La Haye le ministère des affaires économiques et de l'agriculture.

HÔPITAUX SUBMERGÉS

Les hôpitaux du nord de l'Allemagne ont été submergés, lundi 30 mai, par l'afflux de malades contaminés par la bactérie. L'Institut Robert-Koch, chargé de la veille sanitaire, a déjà confirmé trois morts directement imputables à l'ECEH mais "au total, une dizaine de personnes environ sont mortes selon les informations des Länder [autorités régionales]", a déclaré devant la presse le directeur de l'Institut, Reinhard Burger. "Il n'y a aucune raison de lever l'alerte", a-t-il précisé.

Quelque 352 cas de patients infectés souffrant de troubles rénaux sévères, appelés "syndrome hémolytique et urémique", potentiellement mortels, ont été recensés en Allemagne, "mais le nombre réel est probablement nettement plus élevé".

Le seul décès recensé à l'extérieur de l'Allemagne est celui d'une femme morte en Suède, après avoir été contaminée en Allemagne, ont indiqué des sources hospitalières.

UN PIC À VENIR

L'Allemagne est confrontée à la pire vague de contaminations à l'ECEH jamais observée dans le pays, et à l'une des plus graves dans le monde. Les autorités craignent que le pic de contamination ne soit encore à venir, en raison d'un décalage entre l'incubation et la déclaration des cas. "Une telle propagation est du jamais-vu (...). D'habitude, on

enregistre environ 1 000 cas par an mais là, nous en avons 1 200 en dix jours", a estimé le Pr Jan Galle, directeur de la clinique de néphrologie de Lüdenscheid (Ouest).

Dans le nord de l'Allemagne, principal foyer d'infection, plusieurs hôpitaux sont arrivés à saturation. "Nous avons 61 adultes hospitalisés dont 21 en soins intensifs, et 18 enfants dont 4 en soins intensifs", a annoncé une porte-parole de la clinique universitaire d'Eppendorf, à Hambourg (Nord). La clinique a lancé un appel urgent aux dons de sang. "Nous utilisons entre 500 et 700 poches de plasma par jour en ce moment, contre 60 en temps normal. Nous épuisons nos réserves."

"DOMMAGES IRRÉPARABLES"

Les soupçons se portent sur des concombres issus de cultures sous serres en Andalousie (sud de l'Espagne). Mais une contamination le long de la chaîne de distribution n'est pas exclue. Des analyses de lots suspects sont en cours. Les résultats ne seront pas connus avant mercredi, selon l'Espagne, qui nie en bloc les accusations allemandes et entend demander "une réponse" à l'Union européenne (UE) pour "les dommages irréparables" portés à son agriculture.

L'inquiétude grandit chez les consommateurs, qui boudent les étals des primeurs. La Belgique a interdit lundi les importations de concombres espagnols. La Russie a pris la même mesure envers les légumes espagnols et allemands et a prévenu qu'elle pourrait l'étendre à ceux de toute l'UE. Des cas avérés ou suspects ont été signalés en Suède, au Danemark, en Grande-Bretagne, aux Pays-Bas, en Autriche, en France et en Suisse, mais tous venaient apparemment d'Allemagne.

Premier cas suspect en Espagne

Un cas possible d'intoxication alimentaire par la bactérie *E. coli* entéro-hémorragique (ECEH) a été répertorié en Espagne chez un homme de 40 ans, de retour d'Allemagne, a annoncé mardi un hôpital de Saint-Sébastien. Cet homme qui avait "voyagé récemment en Europe centrale", se trouve actuellement dans une unité de soins intensifs en raison d'une "aggravation" de son état, selon un communiqué de l'hôpital Donostia. "Tant que nous ne disposerons pas des résultats nécessaires, nous ne pouvons pas affirmer qu'il s'agit d'une infection alimentaire par la bactérie *E. coli*", a toutefois souligné l'hôpital.

Cet homme a été admis le 20 mai dans l'unité de gastro-entérologie de l'hôpital. Selon les médias espagnols, il avait voyagé peu avant en Allemagne et en République tchèque. - (avec AFP)

Les Espagnols défendent leur agriculture... et leurs concombres

Le Monde.fr | 01.06.2011 à 19h06 • Mis à jour le 01.06.2011 à 19h06 | Par Mathilde Gérard



Le concombre, sujet phare du moment sur les réseaux sociaux. Pour venir en aide aux exploitants espagnols, incriminés la semaine dernière dans la crise sanitaire qui frappe l'Allemagne, un appel a été lancé sur Twitter pour acheter un kilogramme de concombres espagnols (#1kilopepino). L'enseigne allemande Lidl, qui compte 530 points de vente en Espagne, subit quant à elle les foudres des internautes, qui appellent à son boycott (#Lidl) après qu'elle a entièrement retiré les concombres de ses étals.

Maintenant que les productions de la péninsule ont été en partie dédouanées – les autorités allemandes ont reconnu, mardi 31 mai, qu'une bactérie entéro-hémorragique avait bien été retrouvée sur deux lots de concombres espagnols, mais il ne s'agissait pas de la souche O104-H4 responsable des contaminations en Allemagne –, de nombreux Espagnols en appellent au réflexe de solidarité nationale.



@airun111
Nuria Bago

Este finde voy a comprar #1kilopepino para ensaladas, gazpachos, y postres. Apoyo total a la industria ;)

Il y a 13 minutes via web

Le quotidien conservateur *ABC* y va même de ses conseils de cuisine et de santé et propose dix façons de préparer et utiliser le concombre : en gazpacho, en rondelle dans un "gin-tonic", en sushi, en masque sur la peau ou sur les yeux... Cette cucurbitacée, riche en eau, en fibres et en vitamines, le vaut bien ! *20 minutos* en détaille même toutes les propriétés nutritionnelles (diurétiques notamment), et cosmétiques (hydratantes).

Chez les producteurs et grossistes espagnols, l'heure est aux comptes. *El Paiss'* est rendu dans les locaux d'Agroiris, l'un des principaux grossistes en fruits et légumes d'El Ejido, près d'Almeria. Le directeur commercial d'Agroiris explique : "*Depuis jeudi 26 mai, nous sommes passés de l'envoi quotidien de 1 300 tonnes de primeurs à 100 tonnes seulement lundi. Nous avons fait revenir une vingtaine de camions et un*

client italien a annulé une commande de melons et de pastèques qui se trouvait déjà à Perpignan !" La Fédération espagnole des producteurs-exportateurs de fruits et légumes a évalué les pertes au niveau national "à environ 200 millions d'euros par semaine".

CONTRE-PUBLICITÉ

Malgré la réhabilitation des légumes espagnols par les autorités allemandes, les effets tardent à se faire sentir pour les producteurs : *El Pais* a pu constater que le prix payé aux producteurs d'Almeria, mardi après-midi, était de seulement 8 centimes le kilo de concombres (contre 35 centimes habituellement) et de 8 centimes le kilo de courgettes (contre 40 centimes).



Les dommages causés par l'accusation précipitée de l'Allemagne mettront du temps à se dissiper, anticipe en effet *Publico*. *"L'ombre du doute planera des semaines, peut-être des mois, sur les horticulteurs espagnols."* Cette mauvaise publicité donnée aux fruits et légumes espagnols aura un effet durable. *ABC* rapporte ainsi le communiqué [\(PDF\)](#) diffusé par l'association des Producteurs de légumes de France, accusant l'Espagne de produire une agriculture à bas-coût et appelant à acheter français.

"Les producteurs de concombres de France réaffirment qu'ils travaillent dans des conditions de production sanitaires, environnementales et sociales exigeantes qui n'ont rien à voir avec celles pratiquées en Espagne", souligne le communiqué diffusé lundi 30 mai. De l'autre côté des Pyrénées, l'Association des jeunes agriculteurs espagnols (Asaja) répond en dénonçant l'"*utilisation injuste*" de la crise alimentaire et demande une déclaration plus franche des autorités allemandes et espagnoles pour rétablir la confiance dans les primeurs hispaniques.

L'UNION EUROPÉENNE DÉFAILLANTE

Pour *Publico*, la crise sanitaire provoquée par la bactérie *E. coli* a surtout mis en avant la faiblesse de l'Union européenne, incapable "*d'éviter que des affirmations infondées ne portent préjudice à tout un secteur économique d'un Etat membre*". "*L'union économique ne devrait pas se contenter de la libre circulation des marchandises et des capitaux, elle devrait aussi mettre en place des antidotes à la contamination des accusations irresponsables*", argue *Publico*.

Mardi, la ministre de l'agriculture espagnole, Rosa Aguilar, a demandé à ses homologues européens la mise en place de "*mesures extraordinaires d'appui aux producteurs*", tandis que le ministre de l'intérieur, Alfredo Perez Rubalcaba, a souligné que des actions pourraient être entreprises contre les autorités de Hambourg.

Mathilde Gérard

Zapatero dédouane les produits agricoles espagnols

Le Monde.fr avec AFP | 02.06.2011 à 11h17 • Mis à jour le 02.06.2011 à 14h04

Il n'y a pas le *"moindre indice"* d'une implication de produits espagnols dans l'épidémie de diarrhée mortelle en Allemagne, selon les analyses réalisées en Espagne, a affirmé jeudi le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero. *"Hier il est apparu clairement, avec les analyses qu'a faites l'agence espagnole de sûreté alimentaire, qu'il n'y a pas le moindre indice selon lequel l'origine de cette grave infection vienne de quelque produit espagnol [que ce soit]"*, a-t-il déclaré lors d'un entretien à la radio publique espagnole. Les autorités de Hambourg avaient indiqué dans un premier temps que les concombres espagnols étaient la cause possible de l'épidémie.

DÉDOMMAGEMENT

M. Zapatero a, en outre, annoncé que son pays demanderait *"un dédommagement"* pour le préjudice subi par son agriculture, alors que les concombres espagnols semblent hors de cause dans l'épidémie de bactérie mortelle. *"Pour autant, j'aurais aimé une réaction plus claire de la Commission [européenne], surtout en clarifiant ce que sont les règles du jeu dans l'Union européenne en ce qui concerne les frontières"*, a-t-il dit. La Fédération espagnole des producteurs-exportateurs de fruits et légumes (Fepex) a évalué les pertes *"à environ 200 millions d'euros par semaine"*.



Plusieurs pays européens ont arrêté d'acheter des fruits et légumes espagnols en raison de cette crise. *"Maintenant nous avons une tâche devant nous, très ambitieuse, qui est de retrouver au plus vite la bonne réputation et la commercialisation de tous les produits espagnols"*, a ajouté M. Zapatero. L'Espagne va aussi *"exiger la réparation du dommage subi devant les instances compétentes en Europe, pour le dédommagement des préjudices qui ont été provoqués"*, a-t-il indiqué.

Le chef du gouvernement espagnol a critiqué *"l'erreur fracassante des autorités allemandes"* dans cette affaire. *"Le gouvernement fédéral allemand doit savoir qu'il détient la responsabilité globale, face aux autres Etats de l'Union européenne, et nous allons demander des explications très claires et évidemment"*

nous allons exiger les réparations suffisantes", a-t-il dit. "Le dommage subi est fort, il est grave, mais nous allons mettre en place tous les moyens pour le réparer", a-t-il affirmé.

L'origine de la bactérie tueuse reste une énigme pour les scientifiques

Le Monde.fr avec AFP | 02.06.2011 à 18h11 • Mis à jour le 02.06.2011 à 21h39



Après la fausse piste des concombres espagnols, le mystère demeure sur l'origine de la bactérie qui a déjà fait 18 morts en Europe. En désignant l'Espagne responsable, l'Allemagne a réveillé de vives tensions dans l'Union européenne : Madrid a demandé des dédommagements après que ses légumes ont été injustement incriminés. La Russie a été tancée par Bruxelles après avoir décrété un embargo total sur les importations de légumes frais en provenance de l'UE.

Mais au-delà de la dimension politique, c'est bien les difficultés de la communauté scientifique qui inquiètent l'Europe aujourd'hui. Dotée d'un système de veille sanitaire très important, l'Union européenne a été prompte à réagir dès les premiers cas suspects détectés. Mais depuis plusieurs semaines, les scientifiques piétinent et ne parviennent pas à identifier l'origine de l'épidémie. Des zones d'ombre demeurent autour de la bactérie incriminée.

▪ Une bactérie connue, une souche rare

Le Centre européen pour la prévention et le contrôle des maladies (ECDC) a confirmé jeudi 2 juin l'identification de la bactérie à l'origine de l'épidémie, une souche rare d'une bactérie entéro-hémorragiques *Escherichia coli* O104-H4. Elle appartient à la famille des *Escherichia coli* producteurs de shigatoxines (STEC). C'est cette substance qui est en cause dans les cas observés ces dernières semaines en Europe. Cette souche avait déjà été observée chez "une femme en Corée du Sud en 2005", mais c'est la première fois qu'elle est identifiée "dans une situation épidémique".

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a assuré que cette souche était "*très rare*" et n'avait "*jamais été vue dans une épidémie auparavant*". Mais si la souche est effectivement presque inconnue, la bactérie ne l'est pas, et des épidémies ont bien été observées. Ce fut le cas en 1982 aux Etats-Unis, lorsqu'une cinquantaine de personnes avaient été infectées par des *Escherichia coli* O157-H7 contenus dans des steaks hachés. En 1996, la bactérie avait aussi été observée en Ecosse, où elle avait touché plus de 500 personnes. La même année, le Japon avait recensé 9 400 cas, dont douze mortels, imputables à cette même bactérie. Des germes de radis étaient à l'origine de l'épidémie. En 2000, au Canada, l'eau courante contaminée **avait fait 2 000 malades** dans la petite ville de Walkerton, proche de Toronto.

- **Peu d'éléments sur l'origine de l'épidémie**

La Commission européenne a levé mercredi la mise en garde sur les concombres espagnols, reconnaissant l'erreur des scientifiques allemands qui les mettaient en cause. Les chercheurs étudient donc actuellement des centaines d'échantillons, et se penchent non seulement sur les légumes, mais aussi sur des fruits et de la viande. Toutes les personnes contaminées doivent lister ce qu'elles ont mangé dix jours avant les premiers symptômes de la maladie, puisque c'est le temps approximatif d'incubation.

L'analyse méthodique des chercheurs est d'autant plus complexe qu'il existe de nombreuses souches d'*Escherichia coli*, pour la plupart non pathogènes, qui peuvent être présentes dans un même aliment.

- **La bactérie toucherait davantage les femmes**

Un autre mystère provoque un débat parmi les scientifiques. Contrairement aux épidémies précédentes d'*Escherichia coli*, ce ne sont pas des enfants qui sont les premières victimes mais les femmes. Certains scientifiques justifient cette observation par le fait que les femmes seraient plus consommatrices des légumes soupçonnés d'être à l'origine de l'épidémie (concombre, salade, tomate...).

Une théorie réfutée par certains, selon la BBC. Un médecin allemand avance l'idée que cette souche spécifique pourrait se développer plus facilement dans les organismes féminins que masculins, tout comme certaines bactéries se développent dans des groupes ethniques en particulier.

- **L'Espagne veut être dédommée, l'UE tance l'embargo russe**

La bactérie provoque des remous en Europe. Jeudi, Madrid a réclamé des dédommagements après que ses concombres et autres légumes ont été injustement incriminés. La Commission européenne a levé mercredi soir la mise en garde qui pesait sur eux.

Mais les dommages sont considérables pour l'agriculture espagnole, qui a vu ses exportations s'effondrer. Le premier ministre, José Luis Rodriguez Zapatero, a exigé de l'Union européenne des "*dédommagements des préjudices provoqués*".

La Russie, pour sa part, a poussé loin le principe de précaution, décrétant un embargo total sur les légumes frais européens. L'UE a, dans un premier temps, jugé la mesure "*disproportionnée*". Jeudi, en fin d'après-midi, elle appelait Moscou à lever "*immédiatement*" cette interdiction.

Bactérie tueuse : Madrid compte sur un dédommagement européen

Le Monde.fr avec AFP et Reuters | 03.06.2011 à 06h38 • Mis à jour le 03.06.2011 à 12h22

L'Espagne va réclamer à l'Union européenne (UE) "des aides extraordinaires" comme "dédommagement" pour le préjudice subi par son agriculture, alors que les analyses réalisées jusqu'à présent mettent hors de cause les concombres espagnols dans l'épidémie de la bactérie tueuse *Escherichia coli* (E.coli).

Le chef du gouvernement espagnol, José Luis Rodríguez Zapatero, a affirmé que son pays allait "exiger la réparation du dommage subi devant les instances compétentes en Europe, pour le dédommagement des préjudices qui ont été provoqués". "Nous allons demander des aides extraordinaires à l'UE [lors du sommet extraordinaire prévu ce mois] pour dédommager le secteur, [car] Bruxelles doit être responsable pour ses Etats membres", a annoncé de son côté la ministre de l'agriculture, Rosa Aguilar.



MERKEL "REGRETTE LE PRÉJUDICE SUBI PAR LES PRODUCTEURS ESPAGNOLS"

M. Zapatero s'est entretenu jeudi 2 juin par téléphone avec la chancelière allemande, Angela Merkel, qui a promis "que l'Allemagne allait étudier des formules dans le cadre européen afin d'indemniser les agriculteurs affectés". M^{me} Merkel a ajouté "regretter le préjudice subi par les producteurs espagnols". Les autorités allemandes avaient désigné la semaine dernière comme vecteur probable de la contamination des concombres espagnols, soupçon qui ne s'est pas confirmé.

La chancelière a également "souligné le devoir des autorités allemandes d'informer les citoyens à tout moment et de transmettre les résultats d'analyses aux mécanismes d'alerte européens".

Les deux gouvernements comptent par ailleurs "rester en contact étroit pour contribuer ensemble à surmonter cette crise". M. Zapatero avait critiqué "l'erreur fracassante des autorités allemandes" dans cette affaire.

MADRID CRITIQUE LA "LENTEUR" DE LA COMMISSION EUROPÉENNE



Les producteurs de fruits et légumes espagnols, premiers exportateurs en Europe, ont enregistré ces derniers jours une chute de leurs ventes en raison de la psychose provoquée par cette crise. Clara Aguilera, la responsable de l'agriculture du gouvernement régional d'Andalousie, d'où provenaient les lots de concombres suspects, a assuré que *"rien que dans le secteur du concombre et depuis le début de la crise jusqu'à aujourd'hui, on a enregistré des pertes d'une valeur de 75 millions d'euros"*. La Fédération espagnole des producteurs-exportateurs de fruits et légumes (Fepex) a évalué mardi les pertes *"à environ 200 millions d'euros par semaine"* pour l'ensemble du secteur, évoquant un *"effet domino"* affectant les autres produits espagnols.

Plusieurs pays européens ont cessé d'acheter des fruits et légumes espagnols. *"Maintenant nous avons une tâche devant nous, très ambitieuse, qui est de retrouver au plus vite la bonne réputation et la commercialisation de tous les produits espagnols"*, a déclaré M. Zapatero. *"J'aurais aimé une réaction plus claire de la Commission [européenne], surtout en clarifiant ce que sont les règles du jeu dans l'UE en ce qui concerne les frontières"*, a dit le chef du gouvernement espagnol, jugeant aussi que *"la Commission a été lente"* à réagir. Le gouvernement va lancer une campagne de promotion des fruits et légumes pour retrouver la confiance des consommateurs, a indiqué Rosa Aguilar.

L'Espagne va demander 80 millions d'euros d'indemnisation pour ses concombres

Le Monde.fr avec AFP | 06.07.2011 à 14h08



La ministre de l'agriculture, Rosa Aguilar, a annoncé que l'Espagne allaitdemander une indemnisation de 80 millions d'euros à l'Union européenne pour le préjudice subi par son agriculture et ses productions de concombres en particulier.

Les concombres avaient été soupçonnés à tort par les autorités allemandes d'être à l'origine d'une épidémie de diarrhée sanglante, qui a fait à ce jour quarante-huit morts en Europe. Ce sont finalement des graines germées qui ont été identifiées comme responsables.

Mais les concombres espagnols ainsi que les fruits et légumes européens ont souffert d'une alerte qui a duré une dizaines de jours. Les exportations ont chuté,poussant l'UE à proposer une aide de 210 millions d'euros aux agriculteurs touchés.

La Fédération espagnole des producteurs-exportateurs de fruits et légumes (Fepex) avait estimé au départ les pertes pour le pays à 225 millions d'euros par semaine. La Coordination des organisations d'agriculteurs et d'éleveurs (COAG) avait ensuite avancé le chiffre de 350 millions d'euros au total.

Le bilan de la bactérie E. coli s'alourdit à 35 morts

Le Monde.fr avec AFP | 12.06.2011 à 18h34 • Mis à jour le 12.06.2011 à 18h34

La souche virulente de la bactérie E. coli entéro-hémorragique (ECEH), qui sévit depuis plusieurs semaines en Allemagne a fait deux nouvelles victimes, a indiqué dimanche 12 juin l'institut de veille sanitaire allemand, ce qui porte le bilan de l'épidémie à trente-cinq morts. *"Nous en sommes à trente-quatre morts en Allemagne"*, a déclaré Günther Dettweiler, porte-parole de l'Institut Robert Koch (RKI), auxquels s'ajoute un décès en Suède.

Sur les 34 victimes allemandes, M. Dettweiler a précisé que vingt-deux personnes sont décédées d'un syndrome hémolytique et urémique (SHU), soit la complication rénale la plus grave de la maladie, et douze d'autres raisons liées à l'infection. Le RKI n'était cependant pas en mesure de fournir des précisions sur ces deux nouveaux décès, dans quelle région ils ont eu lieu et l'âge ou le sexe des victimes.



DES CENTAINES DE MALADES DANS UN ÉTAT GRAVE

L'Organisation mondiale de la Santé (OMS) fait état du même bilan, soit 34 morts en Allemagne et un en Suède, sur son site Internet. L'OMS recense par ailleurs un total de 3 255 cas de malades confirmés ou suspectés, dans seize pays (Allemagne, Danemark, Suède, Autriche, Canada, France, République tchèque, Grèce, Pays-Bas, Luxembourg, Norvège, Pologne, Espagne, Suisse, Grande-Bretagne et Etats-Unis). A cinq exceptions près, selon l'OMS, tous les cas ont un lien avec l'Allemagne.

Le ministre de la santé allemand, Daniel Bahr, a souligné qu'*"on ne peut exclure de nouveaux décès"*, mais *"le nombre de nouvelles infections baisse continuellement et nous donne des raisons d'être optimistes"*, déclare-t-il dit au journal *Bild am Sonntag*. Beaucoup de malades sont encore dans un état sérieux : 773 personnes souffrent d'un SHU en Allemagne, selon l'OMS, et 812 au total. En Allemagne, *"une centaine de malades sont tellement gravement atteints au niveau des reins qu'il va leur falloir une greffe ou vivre à vie avec des dialyses"*, déclare dans *Bild am Sonntag* Karl Lauterbach, chercheur et spécialiste des épidémies, expert auprès du parti social-démocrate SPD.

LA SOURCE DE LA BACTÉRIE IDENTIFIÉE

Après des semaines d'incertitudes, les autorités allemandes ont identifié vendredi l'origine de la contamination, qui a été confirmée samedi : des graines germées issues d'une ferme biologique du nord de l'Allemagne, Gärtnerhof à Bienenbüttel. Elle a depuis été fermée. *"Selon toutes les connaissances actuelles, la ferme n'a rien fait de mal. Elle a des standards d'hygiène élevés"*, a déclaré le ministre

régional de l'agriculture de Basse-Saxe, Gert Lindemann. Le RKI déconseille jusqu'à nouvel ordre la consommation des graines germées.

L'avertissement sur les concombres, tomates et salades a, lui, été levé vendredi. La mise au ban de ces légumes pendant deux bonnes semaines aura coûté des centaines de millions d'euros aux producteurs européens. La Commission européenne a prévu 210 millions d'euros d'aides pour les soulager. Mais des appels à faire mieux ont déjà été lancés.

ANNEXE D'ARTICLES 2012

Espagne: La sécheresse menace le pays après un hiver sans pluie



Des pluies trop rares, peu de neige, des cultures qui pointent à peine ou sèchent sur pied, des incendies de forêt précoces: les clignotants sont au rouge en Espagne où agriculteurs et éleveurs s'inquiètent au sortir de cet hiver, le plus sec depuis 70 ans. *MIGUEL RIOPA AFP.COM*

Mis à jour le 02.03.12 à 15h45

Des pluies trop rares, peu de neige, des cultures qui pointent à peine ou sèchent sur pied, des incendies de forêt précoces: les clignotants sont au rouge en Espagne où agriculteurs et éleveurs s'inquiètent au sortir de cet hiver, le plus sec depuis 70 ans. «Décembre, janvier et février ont été les plus secs depuis les années 40», explique Angel Rivera, porte-parole de l'Agence météorologique nationale. Du jamais vu ou presque, souligne-t-il en rappelant «que le précédent hiver le plus sec avait été celui de 1980-81, où il avait plu 30 litres de plus par mètre carré que cette année».

La pluviosité quatre fois plus faible que la normale

L'effet le plus spectaculaire de cette sécheresse, ce sont sans doute ces incendies de forêt qui en plein mois de février ont surpris la Galice, une région rurale et boisée du nord-ouest de l'Espagne, et détruit plus de 400 hectares alors que la saison à risques débute habituellement en juin. Déjà, les gardes forestiers ont commencé à installer des dispositifs pare-feu, en avance de plusieurs mois. Autour du réservoir de Portodemouros, près du village de Brocos à 60 kilomètres de Saint-Jacques de Compostelle, la terre craquelée et le niveau de l'eau en baisse laissaient présager aussi une sécheresse exceptionnelle. «Nous avons besoin d'eau, pas seulement à cause des incendies mais aussi pour les

pâturages. Nous verrons bien si la météo nous aide un peu», remarque la ministre régionale de l'Environnement de Galice, Rosa Quintana.

Déjà les météorologues situent la pluviosité au quart de la normale. Ces trois derniers mois, «les précipitations atteignent en moyenne 50 litres par mètre carré alors qu'elles devraient être de l'ordre de 200 litres», ajoute Angel Rivera. «Les plus affectées sont les cultures sèches. Dans une grande partie du sud de l'Andalousie, et aussi de l'Aragon, dans le nord, nous pouvons déjà parler de surfaces perdues, pour lesquelles il n'y a pas d'espoir, qu'il pleuve ou non», explique Gregorio Juarez, de l'Association des jeunes agriculteurs.

La région de Grenade pourrait perdre 35% de sa production d'huile

Les plantes qui souffrent le plus, dit-il, sont «les herbacées, les légumineux et les céréales», mais d'autres comme la vigne, les oliviers et les amandiers pourraient aussi être touchées. Les faibles pluies des derniers mois «n'ont pas imprégné le sol et d'ici à un mois ce manque d'humidité va ralentir la croissance de ces plantes, puis la maturation des fruits», souligne Alejandro Garcia, responsable de la production agricole à la Coordination des agriculteurs et éleveurs (COAG).

En Andalousie, «la campagne de la région de Grenade pourrait perdre 35% de sa production d'huile et la moitié des herbacées sont considérées comme perdues», prévoit Gregorio Juarez. Alejandro Garcia s'alarme lui de la maigreur des pâturages qui va obliger à nourrir les bêtes avec du fourrage et du grain, d'où une augmentation des coûts. Dans des régions comme «la Galice, les Asturies ou la Castille et Leon», dans le nord, peu préparées au manque d'eau, «les éleveurs voient actuellement leurs coûts de production augmenter d'au moins 20%», avertit l'Union des petits agriculteurs et éleveurs. «Nous assistons à une sécheresse très dure. Les réserves en eau ne sont pas encore à des niveaux préoccupants, mais nous commençons à voir de nombreux incendies de forêts», a souligné mardi le ministre de l'Agriculture, Miguel Arias Canete.

Les agriculteurs, comme Alejandro Garcia, espèrent «que s'il pleut d'ici une ou deux semaines, la situation s'améliorera». De fait, les services météorologiques prévoient de la pluie «entre dimanche et mercredi». Mais, prévient Angel Rivera, «il semble que l'anticyclone va ensuite se reconstituer», et le temps sec s'installer à nouveau.

AFP

En Andalousie, royaume de l'huile d'olive, la concurrence marocaine inquiète

Publié le 22 mars 2012.



Des ouvriers secouent un olivier pour en récolter les fruits, le 6 mars 2012 à Iznajar dans le sud de l'Espagne *CRISTINA QUICLER AFP.COM*

IZNAJAR (Espagne) - Armé de pinces, le petit tracteur saisit le tronc de l'olivier et le secoue pour décrocher les fruits, qui seront pressés dans quelques heures: en Andalousie, la production d'huile d'olive est reine, mais la concurrence croissante du Maroc inquiète.

En ligne de mire des agriculteurs espagnols, l'accord signé en février, visant à libéraliser davantage les échanges commerciaux agricoles entre l'Union européenne et le pays du Maghreb.

"Cet accord avec le Maroc, c'est un pas de plus vers la ruine des producteurs espagnols d'huile d'olive", se lamente Lope Ruiz Lopez, qui vient de ramasser, sous un soleil éclatant, les olives tombées dans le filet posé au sol, pour les verser dans une remorque.

Car "nous passons d'un quota de 52.000 tonnes (d'huile) que pouvait exporter le Maroc pour toute la communauté européenne à la possibilité pour eux d'exporter toute leur production", souligne ce gérant d'une exploitation de 40 hectares à Iznajar, village cerné de collines d'oliviers entre Cordoue et Grenade.

Dans l'immédiat, l'Espagne n'a rien à craindre: elle est championne du monde du secteur, fournissant 50% de l'huile mondiale, et la production devrait grimper cette année à un nouveau record historique, 1,6 million de tonnes.

Côté marocain, ce sont seulement 130.000 à 140.000 tonnes qui sont fabriquées chaque année.

Mais "à moyen et long terme, cela met en danger la production espagnole", affirme Miguel Cobos Garcia, secrétaire général de l'Union des petits agriculteurs (UPA) à Cordoue: "ils vont planter 700.000 hectares d'oliviers, c'est le double de ce qu'il y a autour de Cordoue!"

L'huile qui proviendra, dans quelques années, de cette nouvelle plantation "sera en concurrence directe avec la production andalouse", car "le Maroc a un climat très semblable à celui de l'Andalousie, il est juste de l'autre côté de la Méditerranée", rappelle-t-il, et "il vise le même marché, européen".

Surtout, les conditions y sont très différentes.

"Au Maroc, le salaire d'un employé est de 6 à 8 euros la journée, pour 8 à 9 heures de travail. En Espagne en revanche, le salaire s'élève à 45 euros, plus 14 ou 15 euros pour la sécurité sociale, soit un coût de 60 euros par jour, pour 6 heures de travail".

La concurrence marocaine, de surcroît, s'invite dans un secteur qui se plaint déjà de prix en chute, sous la pression notamment de la grande distribution.

"Dans les meilleures années, il y a 4-5 ans, il était au-dessus des 3 euros par litre", se souvient Miguel Cobos Garcia. "Aujourd'hui nous en sommes à 1,80 euro".

"Le prix auquel on nous achète notre produit, un produit d'une telle qualité qu'est l'huile d'olive extra vierge, couvre à peine les dépenses de production", raconte Lope Ruiz Lopez, dont l'exploitation compte quelque 3.000 arbres, certains de plus de 200 ans.

L'Andalousie fabrique 80% de l'huile d'olive du pays et, pour elle, cette activité est cruciale, faisant vivre 200.000 producteurs et 300 villages.

La région, bastion socialiste qui devrait donner la victoire aux conservateurs lors de l'élection de son Parlement dimanche, est celle qui souffre le plus du chômage en Espagne, avec un taux de 31,23%.

"Ici tout le monde vit directement ou indirectement de l'huile", note Lope Ruiz Lopez, donc "si les problèmes qu'a actuellement le secteur ne se résolvent pas à court terme, pour Iznajar et les autres villages alentour, la survie va être très compliquée dans les prochaines années".

"Si la culture de l'huile d'olive disparaît, les habitants de ces villages devront émigrer vers une grande ville ou un village plus grand", renchérit Miguel Cobos Garcia, pour qui la solution est de moderniser encore les méthodes de travail, afin de produire plus et de "se battre sur le terrain de la qualité".

Itinéraire d'une tomate espagnole

Publié le 11 septembre 2012.

Tomates dans les étals d'un supermarché parisien en 2008. *DUCLOS ALEXIS/SIPA ALIMENTATION* - Photographe parisien, Emile Loreaux a eu la formidable idée de suivre le parcours d'une tomate. Des serres espagnoles à nos étals de supermarchés, il a photographié toutes les étapes de la courte vie d'une tomate. Cette idée géniale lui a permis d'obtenir une mention spéciale à la bourse du Talent en 2005. Néoplanète l'a rencontré...



NB: Attention, après la lecture de cette interview, vous ne verrez plus les tomates de la même façon!

Comment avez-vous eu l'idée de remonter la filière «tomate» et comment avez-vous procédé?

J'ai découvert les conditions dramatiques de [production des tomates](#) espagnoles lors d'un [festival](#) de film organisé par Attac. Cela faisait écho à des réflexions personnelles sur l'importance des [choix de consommations](#). Mais je ne voulais pas seulement témoigner d'une certaine misère, je voulais la relier à nos choix de consommation, engager notre responsabilité. J'ai donc essayé de recréer ce lien en suivant à rebours le parcours d'une tomate de l'achat au lieu de production.

Vous avez été à Rungis et dans des coopératives avant d'atterrir dans la région d'Almería en Espagne. Qu'avez-vous retenu de ce voyage?

Il s'agit d'une [agriculture industrielle](#) destinée essentiellement à l'exportation. On m'a donné accès aux usines de conditionnement, aux halles de ventes, aux plates-formes d'exportation et aux serres avec une certaine fierté. Mais l'envers du décor est apparu en bout de chaîne, lorsque je me suis étonné que l'on me montre des serres vides et demandé à voir les travailleurs, là le discours est devenu menaçant! Cette économie s'est développée grâce à une main d'œuvre abondante issue de l'immigration clandestine qui subit tout les abus possible, sous-payée, embauchée au jour-le-jour, rarement déclarée, sans protection sociale, exposée aux pesticides, aux brimades... Ils sont maintenus hors des villes par un fort racisme et vivent dans des bidonvilles près des [serres](#).

La culture sous serre est très éloignée de celle de nos jardins... A quoi ça ressemble vraiment?

On appelle cette région la mer de plastique tellement les serres s'étalent à perte de vue. C'est une culture où on n'utilise pas le sol. Les pieds de tomate poussent dans des poches de matière inerte et sont alimentés par un goute à goute d'une solution nutritive. On y cultive des variétés hybrides qui ont une

production intensive sur plusieurs mois, à la fin les plants ressemblent à des lianes de 6 mètres soutenues par un fil. Ce sont des tomates d'hiver et le pic de production est en mars. L'impact sur l'environnement est lourd, les [nappes phréatiques](#) sont saturées de pesticides et ces tomates font environ 2.000km pour arriver jusqu'à nous.

Quel est le message essentiel de votre travail? Que diriez-vous aux consommateurs pour changer leur façon de consommer?

Nous avons un réel pouvoir de décisions au moment de l'acte d'achat qu'il ne faut pas négliger. Nos choix de consommation façonnent eux aussi notre société.

Je voulais donner de la profondeur à ces choix et amener les gens à prendre conscience de ce à quoi on participe. Il ne s'agit pas de culpabiliser inutilement, mais de ne pas se cacher la réalité et surtout de trouver une grande satisfaction à faire des choix en accord avec ses convictions. L'idéal c'est le [bio local](#), si on trouve un maraîcher de sa région, qu'il soit en bio ou pas, c'est déjà très bien.

Qui dit produits bio ne dit pas forcément produits locaux

LE MONDE | 03.04.2012 à 14h31 • Mis à jour le 03.04.2012 à 19h12 | Par Laurence Girard



Il suffit de **pousser** la porte d'une des boutiques spécialisées, de plus en plus nombreuses, pour **constater** que produit bio ne rime pas forcément avec proximité.

Ainsi, dans un des magasins du réseau Bio c'Bon, au centre de Paris, au rayon frais, un fromage de chèvre belge côtoie un yaourt au lait de chèvre made in Murcie, en Espagne. Dans les linéaires de jus de fruits, marques suisses et allemandes sont très présentes. Au rayon fruits et légumes, le "cultivé en France" domine, même si, logiquement, les agrumes viennent d'Espagne ou les bananes, de République dominicaine. A l'inverse, dans l'assortiment de graines et autres produits secs vendus en vrac, l'origine France est quasi l'exception. Graines de tournesol, haricots rouges ou pignons de pin viennent de Chine, les noix de Moldavie ou le sucre de canne du Brésil.

Situation identique, dans la boutique Naturalia, de l'autre côté de la rue, pour les produits en vrac. Et au rayon oeufs, même si certains ont été pondus dans le parc de Rambouillet, d'autres, moins chers, ont fait le trajet depuis l'Allemagne.

La distribution spécialisée, à l'instar de Naturalia, Bio c'Bon ou Biocoop, mais aussi les grandes enseignes généralistes, hyper et super, qui étoffent leur offre en la matière, veulent profiter de l'appétit des consommateurs français pour les produits arborant le label bio. Il est vrai que ce marché aurait encore progressé, en 2011, de plus de 10 %, atteignant près de 4 milliards d'euros, selon les chiffres publiés par l'agence Bio. Une belle performance, même si le nombre de Français ayant déclaré consommer au moins une fois par mois des produits bio, s'érode, passant en deux ans, de 46 % à 40 %, selon un sondage de CSA.

4,6 % DES PRODUCTEURS

Or, face à cette demande, l'agriculture bio est encore peu développée en France. Selon l'agence Bio, même si le nombre d'exploitations converties à ces pratiques censées respecter l'équilibre écologique a doublé en dix ans, elles ne représentent encore que 4,6 % de l'ensemble des producteurs. Et elles n'occupent que 3,5 % de la globalité des surfaces cultivées. Sur la même période, le marché alimentaire bio a été multiplié par 4.

Ce décalage explique le recours à l'importation. Une situation qui contraint certains collèges ou écoles soucieux de développer un approvisionnement bio mais aussi local de surseoir au projet. Biocoop affirme, pour sa part, être partenaire financier de l'association Terre de Liens qui collecte de l'argent pour acheter des terres cultivables en vue d'installer des producteurs. Un des trois nouveaux magasins de ce réseau, qui vient d'ouvrir à Blois (Loir-et-Cher), affirme que 35 % des fruits et légumes frais proposés à la vente sont produits localement.

Le sujet est d'importance. Selon une étude sur la consommation durable publiée le 2 avril par le cabinet Ethicity, 40 % des Français interrogés déclarent privilégier "*les produits à km 0*". L'origine et le lieu de fabrication, sont des informations de plus en plus demandées sur les étiquettes. D'où parfois, pour le consommateur, un dilemme entre choisir un aliment bio industrialisé et un produit local qui ne porte pas nécessairement l'estampille des organismes de contrôle, mais dont on connaît le producteur.

Laurence Girard

La crise pousse les Espagnols à venir faire les vendanges en France

Publié le 21 septembre 2012.



Des vendangeurs travaillent dans des vignes de Lézignan, dans la région de Corbières *PASCAL PAVANI AFP.COM*

SOCIAL - Poussés par la crise économique et un taux de chômage de 25%, les Espagnols viennent par milliers en France pour participer aux vendanges...

Poussés par la crise économique et un taux de chômage de 25%, les Espagnols reviennent en masse offrir leurs bras pour les vendanges en France, comme le faisaient sous l'ère franquiste les vagues de travailleurs pauvres qui franchissaient les Pyrénées pour gagner leur vie.

D'après le syndicat espagnol UGT (Union générale des travailleurs), 14.500 saisonniers participent cette année aux vendanges en France, dont plus de 10.000 venant d'Andalousie. Daniel, 30 ans, ouvrier du bâtiment originaire de Murcie, dans le sud-est de l'Espagne, peine à y trouver du travail depuis deux ou

trois ans. Le 29 août, il a quitté sa femme et sa fille de deux ans, sans date de retour, pour gagner sa vie en France.

«Au moins ici je peux travailler»

«C'est très difficile, mais je devais le faire (...) au moins ici je peux travailler», dit Daniel, qui ramasse les raisins au domaine de Delmas, à Antugnac. Mi-septembre, trente saisonniers, dont 20 Espagnols, travaillaient sur l'exploitation de Bernard Delmas, producteur de blanquette et de crémant de Limoux bio. Nombre de ces Espagnols devaient ensuite poursuivre la saison dans le [Beaujolais](#).

Leur circuit a été planifié en Espagne, par Caroline Rivière, 38 ans, de la Société de bienfaisance française de Murcie. Originnaire de [Toulouse](#), elle vit en Espagne et a constaté que, cette année, la crise a pris «une pente plus forte». Pour elle, les Espagnols «ont faim, ils sont à la rue chez eux, désespérés».

En contact avec sept exploitants agricoles en France et forte d'environ 300 CV, elle a organisé le départ d'une trentaine de travailleurs vers l'Hexagone, dont 70% pour les vendanges. Tous investissent beaucoup pour pouvoir travailler. Entre transport et logement, «les quinze premiers jours, ce n'est pas rentable», explique Daniel.

Les Espagnols arrivent cette année de beaucoup plus loin

Malgré cela, la migration des Espagnols vers les vignes françaises explose sur tout le territoire, constate Michel Issaly, président du syndicat des vignerons indépendants. Le phénomène était courant pendant le franquisme où, d'après les professionnels, des «trains entiers» d'Espagnols pauvres franchissaient la frontière. Mais le flux s'était considérablement ralenti après la mort de Franco en 1975, avec la démocratisation et le développement économique.

Dans le département voisin des Pyrénées-Orientales, entre Corbières et Pyrénées, sur les côteaux vallonnés du Mas Amiel à Maury, le vigneron Jean-Marie Piqué a lui aussi constaté le retour d'une main d'oeuvre qui avait délaissé ses vignes depuis la fin des années 1980.

En fait, l'exploitation n'a jamais autant embauché de travailleurs venus de l'autre côté des Pyrénées, explique-t-il à l'AFP. Les Espagnols arrivent cette année de beaucoup plus loin, alors qu'ils venaient traditionnellement des régions frontalières, comme la Catalogne ou la région de Huesca, remarque-t-il.

Une main d'oeuvre disponible et motivée

Ils sont 36 Espagnols parmi la centaine de travailleurs, pour moitié des étrangers, à s'affairer en contrebas du château cathare de Quéribus pour récolter les grains de grenache noir, syrah, muscat et carignan. Certains sont venus en famille, à l'instar des Abellan-Garcia, arrivés à une dizaine d'Aguilas, une ville de la région de Murcie. Ils ont entre 17 et 35 ans, sont rémunérés 9,45 euros brut de l'heure, un peu plus que le Smic.

C'est pour eux un «soulagement, car ils en ont vraiment besoin», souligne leur belle-soeur française, Karine Capela, installée avec eux sous un amandier pour la pause déjeuner. Pour le viticulteur aussi, la présence des Espagnols est un soulagement. C'est une main d'oeuvre disponible et motivée alors qu'avec d'autres saisonniers comme les jeunes et les marginaux, l'absentéisme est élevé, dit Jean-Marie Piqué.

Avec AFP

La France veut le maintien de l'aide alimentaire européenne

Publié le 17 octobre 2012.



Le ministre français de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, à l'Elysée le 30 mai 2012 *FRED DUFOUR AFP.COM*

La France a affirmé mercredi qu'elle souhaitait le maintien du budget de l'aide alimentaire européenne, alors que 20 millions de personnes souffrent de la faim sur le continent.

"Ce que nous défendons avec les associations caritatives, c'est avant tout la nécessité de préserver un budget consacré uniquement aux aides alimentaires", a déclaré le ministre français de l'Agriculture, Stéphane Le Foll, dans un entretien publié par le quotidien français La Croix.

M. Le Foll, qui participait à la Journée mondiale de l'Alimentation au siège de l'Organisation des Nations unies pour l'Agriculture et l'alimentation (FAO), s'est accordé avec ses "homologues italien et espagnol pour défendre l'objectif d'une politique alimentaire face à la Commission européenne qui veut mettre fin à l'actuel programme d'aide aux plus démunis".

"Toute suggestion selon laquelle la Commission européenne cherche à mettre fin à l'aide pour les démunis en Europe est erronée", a fermement réagi un porte-parole de la Commission.

"La Commission européenne s'est toujours battue pour maintenir le programme d'aide aux plus démunis, y compris en 2011 quand la Cour de justice a invalidé la base juridique du programme", a assuré Jonathan Todd, porte-parole du commissaire européen en charge des affaires sociales, Laszlo Andor.

M. Todd a précisé que la Commission proposerait mercredi prochain la mise en place d'un "fonds qui consacrerait quelque 2,5 milliards d'euros pour aider les personnes les plus démunies", dans le cadre du budget pluriannuel 2014-2020. Ce nouveau programme serait étendu "aux personnes sans abri et aux enfants en situation de pauvreté grave".

Le ministère français de l'Agriculture a reconnu que dans ce dossier, la Commission européenne ne faisait que prendre en considération la position de certains Etats opposés au maintien en l'état de cette aide.

Selon M. Le Foll, "il y a un débat pour changer la nature de l'aide alimentaire +de l'ordre de 500 millions d'euros par an au niveau européen, dont 70 pour la France+ et la transformer en aide à la pauvreté". Le ministre a assuré qu'il entendait se "battre" pour "maintenir une politique spécifique d'aide alimentaire aux plus démunis".

"Nous avons dépassé la barre des 20 millions de personnes souffrant de la faim en Europe. Les associations caritatives ne peuvent se retrouver en rupture de stocks alimentaires", affirme-t-il.

L'aide alimentaire européenne est actuellement intégrée au budget de la Politique agricole commune (PAC). Or, selon une décision de la justice européenne, elle n'est plus en conformité avec la loi européenne et il faut la réformer avant fin 2013, indique le ministère.

Certains Etats comme l'Allemagne, la Suède ou le Royaume-Uni étaient opposés à l'idée même d'une aide alimentaire de solidarité européenne, considérant que ce type de programme devait être géré au niveau national.

Un compromis négocié entre l'ancien gouvernement français et l'Allemagne avait permis à titre transitoire le maintien du programme en 2012 et 2013. Mais en échange de son feu vert à cette solution transitoire, Berlin avait réclamé la fin du programme sous quelque forme que ce soit à compter de 2014.

Espagne: Le chômage augmente encore et dépasse les 26%



Le chômage en Espagne a encore grimpé au dernier trimestre 2012, à 26,02% de la population active selon les chiffres officiels, alors que le pays reste plongé dans la récession. *DOMINIQUE FAGET AFP.COM*

Mis à jour le 24.01.13 à 09h40

Le chômage en Espagne a encore grimpé au dernier trimestre 2012, à 26,02% de la population active selon les chiffres officiels publiés jeudi, alors que le pays reste plongé dans la récession et soumis à un effort de rigueur sans précédent. A la fin décembre, l'Espagne comptait 5.965.400 chômeurs, soit 187.300 de plus qu'au trimestre précédent, a annoncé l'Institut national de la statistique (INE).

Le taux de chômage à la fin du troisième trimestre se situait à 25,02% et les prévisions du gouvernement, à 24,6% pour la fin 2012, sont largement dépassées. Cette nouvelle poussée du chômage s'ajoute à l'aggravation probable de la récession dans laquelle est plongée la quatrième économie de la zone euro depuis la fin 2011.

Selon les prévisions de la Banque d'Espagne, le Produit intérieur brut (PIB) du pays pourrait se replier de 0,6% entre octobre et décembre, soit le recul le plus marqué sur un trimestre depuis plus de trois ans. Afin de réduire son lourd déficit public, l'Espagne a lancé un vaste programme de rigueur visant à récupérer 150 milliards d'euros entre 2012 et 2014, dont 39 milliards en 2013, ce qui rend très compliqué le retour à la croissance et à l'emploi.

Avec AFP

Budget européen: Rajoy juge la proposition de Van Rompuy "inacceptable"

Publié le 17 novembre 2012.



Le Premier ministre espagnol Mariano Rajoy (d) au sommet ibéroaméricain à Cadix, le 17 novembre 2012 *LLUIS GENE AFP.COM*

Comme plusieurs autres pays européens, le chef du gouvernement espagnol Mariano Rajoy a jugé samedi "inacceptable" la proposition de réduction de 75 milliards du budget européen, présentée par le président du Conseil européen Herman van Rompuy.

Peu auparavant, [José Manuel Barroso](#) avait dit espérer un accord sur le budget européen 2014-2020 lors du sommet européen extraordinaire des 22-23 novembre, admettant toutefois que ce sera "un exercice difficile".

Pour Madrid, "le premier document présenté par (le président de la Commission européenne José Manuel) Barroso nous paraissait un bon document. Le deuxième présenté par monsieur Van Rompuy nous paraît simplement inacceptable", a affirmé Mariano Rajoy à la presse, à l'issue du sommet ibéroaméricain.

"Ce budget ne plait pas au gouvernement espagnol, et nous l'avons fait savoir aux institutions (ndlr: européennes) et nous espérons qu'il y aura une autre proposition qui soit plus raisonnable et qui puisse être partagée" par l'Espagne, a-t-il affirmé.

Comme points de friction, Mariano Rajoy a notamment cité la réduction des aides à l'agriculture, à la politique de cohésion ou aux régions.

Selon une source européenne, l'Espagne pourrait perdre près de 20 milliards d'euros en aides dans le prochain budget, avec une baisse de 30% pour ses régions et de 17% pour son agriculture.

Herman van Rompuy a proposé mercredi de réduire de 75 milliards d'euros la proposition de budget de 1.033 milliards faite par la Commission européenne.

M. Van Rompuy veut notamment réduire de 29,5 milliards les crédits de paiement demandés pour la politique de cohésion et de 25,5 milliards les aides pour la Politique agricole commune (PAC), un choix déjà rejeté par plusieurs pays comme la Pologne, la Roumanie ou encore la France.

Le président français [François Hollande](#) qui a déjà rejeté cette proposition, a souhaité samedi que le prochain sommet européen des 22-23 novembre aboutisse à "un accord" tout en préservant le financement des "politiques de cohésion" et la PAC.

Judi, le chef de gouvernement français [Jean-Marc Ayrault](#) avait estimé que ce projet ne constitue en rien "une base de négociation acceptable par la France sur les plafonds de dépenses proposés pour la politique agricole commune dans ses différentes dimensions".

La Roumanie, qui craint elle une réduction des fonds européens alloués pour combler les retards de développements de certains pays d'Europe du sud et de l'est, y est également opposée.

Ainsi que la Pologne, qui est le principal bénéficiaire de la politique de cohésion, deuxième poste du budget européen avec 43% des dépenses en 2011, juste derrière la Politique agricole commune (PAC, 44%).

Les divergences portent sur les secteurs touchés par les coupes budgétaires mais également sur l'ampleur du tour de vis attendu.

Les Britanniques et les Suédois, considérés comme les plus radicaux, réclament des économies de l'ordre de 150 à 200 milliards sur le projet de budget.

Selon plusieurs sources, les négociations incluant les 27 pays de l'UE pourraient se poursuivre jusqu'à dimanche.

© 2012 AFP

José Bové : "Culturellement, l'agriculture française n'existe plus"

Le Monde.fr | 31.01.2012 à 18h00 • Mis à jour le 06.03.2012 à 17h03 | Propos recueillis par Propos recueillis par Charlotte Chabas

En 2013, la Politique agricole commune (PAC), soutien européen à l'agriculture, doit connaître une vaste réforme. Celle-ci s'appliquera sur la période 2014-2020. Les discussions sur l'orientation de cette nouvelle PAC sont déjà en cours au Parlement européen, dans les partis et au sein de chaque pays-membres de l'UE. L'enjeu est de taille, car cette PAC, créée en 1957, représente 42 % du budget total de l'Union, soit 53 milliards d'euros par an.

A l'occasion de cette vaste réforme, le député européen José Bové publie, en collaboration avec le journaliste Gilles Luneau, le livre *Changeons de cap, changeons de PAC*.



Pensez-vous comme certains que la PAC est obsolète et devrait être supprimée ?

Je pense fondamentalement qu'il n'y a pas d'agriculture possible sans politique publique de soutien, ne serait-ce que pour organiser l'offre et la demande et l'occupation des territoires. Au V^e siècle avant J.-C., Socrate disait même que "*celui qui ne connaît rien au commerce des céréales ne peut pas prétendre être un homme d'Etat*". C'est une réalité qui est toujours vraie aujourd'hui, et si on laissait le seul marché décider aujourd'hui, ce serait la famine assurée.

L'enjeu aujourd'hui, c'est donc bien de changer l'orientation générale de la PAC pour obtenir une bonne agriculture, et non pas la supprimer. Il faut désormais répondre à cette question : veut-on poursuivre dans le modèle actuel ou évoluer vers un nouveau type d'agriculture ?

Dans quel sens souhaitez-vous que soit réformée cette politique européenne ?

Aujourd'hui, il y a à mon sens trois grands axes à défendre. Le premier, c'est denourrir en quantité et en qualité les 500 millions de citoyens européens. Cela implique une production sur l'ensemble du territoire, mais aussi un type de production qui permette aux générations futures de continuer à produire. Le deuxième, c'est plus largement l'enjeu environnemental, et la nécessité d'adapter l'agriculture aux bouleversements climatiques que nous connaissons. Le troisième enfin concerne l'occupation de l'espace territorial et social, c'est-à-dire le maintien d'agriculteurs sur l'ensemble du territoire européen. Cela passe par l'installation d'une nouvelle génération d'agriculteurs. Si on poursuit avec le modèle actuel, on va assister à une véritable hémorragie en nombre d'agriculteurs, puisqu'aujourd'hui les paysans ne sont pas remplacés, et ce à cause d'une politique d'installation qui empêche les jeunes de reprendre le flambeau.

Comment peut-on répondre à ces objectifs ?

Il y a de nombreuses mesures concrètes qui peuvent être adoptées : une autre répartition des aides entre les agriculteurs, l'enjeu des plafonnements, la nécessité d'intégrer dans le soutien aux paysans les questions de pratiques agricoles... Il faut renforcer le pouvoir de l'agriculteur face à la transformation, à la distribution, et aux entreprises qui vendent les aliments, la chimie ou le pétrole.

Ensuite, évidemment, il y a toute la question de l'organisation des marchés, pour payer le travail des paysans à sa juste valeur dans la durée.

Nicolas Sarkozy, lors de ses vœux au monde rural, a déclaré : **"L'agriculture française, ce qu'elle veut, c'est des prix et de la compétitivité."** Partagez-vous ce constat ?

"Des prix", je ne dis pas non. Mais jusqu'à présent, Nicolas Sarkozy n'a pas du tout travaillé dans ce sens-là. Dans la crise du lait, les nouvelles règles qui ont été mises en place pour organiser la production n'ont absolument pas réparti plus justement les pouvoirs entre producteurs et industriels du lait. Aujourd'hui, les producteurs ne peuvent toujours pas négocier de manière correcte, car tout rassemblement de paysans pour négocier les prix est toujours considéré dans les règles européennes comme anti-concurrentiel. Donc si on ne change pas les règles de concurrence au niveau européen, on ne peut pas rééquilibrer le pouvoir.

"De la compétitivité", ça veut dire quoi ? Le but de l'agriculture pour moi, c'est de répondre aux besoins de la population. Donc la question est : la vocation de l'agriculture européenne est-elle de conquérir les marchés mondiaux et de conquérir la planète ? Aujourd'hui, on sait que c'est un vieux fantasme illusoire. Le but aujourd'hui, c'est de nourrir l'Europe. Or ce qui va contre la possibilité d'être "compétitif", pour reprendre le terme, c'est tous les accords de libre-échange signés entre l'Union européenne et un certain nombre de pays, qui démolissent des secteurs agricoles entiers.

Je pense notamment à l'accord entre l'UE et le Maroc, qui est en discussion actuellement au Parlement européen, sur les fruits et légumes. Si l'accord est signé, ça augmentera les importations de tomates marocaines notamment, et ça va fracasser les productions du sud de la France, de l'Espagne et de l'Italie. Et ce, même pas dans l'intérêt des petits producteurs marocains, puisque ce sont des gros groupes qui exporteront. Comment rester "compétitif" dans ces conditions ?

Vous en appelez à la responsabilité des consommateurs pour modifier leur alimentation. Un changement qui a tout de même une répercussion financière non négligeable. Les prix des produits biologiques par exemple restent assez élevés. N'est-ce pas une demande culpabilisante et simpliste, quand beaucoup ont déjà du mal à financer leur Caddie ?

Je pense que c'est une réalité qui est liée au mode de soutien à l'agriculture tel qu'il est pensé aujourd'hui, c'est-à-dire tourné essentiellement vers l'agro-industrie et non vers les agricultures respectueuses de l'environnement. Si l'agriculture biologique avait été soutenue comme l'agriculture intensive, les tarifs seraient bien moins élevés. Ce n'est pas vrai aujourd'hui de dire que le coût de production dans l'agriculture biologique est supérieur au coût de production de l'agriculture dite traditionnelle.

D'autant que si on faisait entrer dans le prix des produits d'agriculture industrielle l'ensemble des coûts qui sont payés par la société civile – que ce soit la dépollution des eaux, les problèmes de santé, chimiques ou autre – le coût de ces produits exploserait.

Dans votre livre, vous évoquez assez violemment la "déchirure paysanne" qui existe en France. Qu'entendez-vous par là ?

Culturellement, l'agriculture française n'existe plus. Depuis une vingtaine d'années, la question agricole est déconnectée de la réalité des gens. Il y a une coupure entre la société civile qui mange tous les jours et le monde agricole qui produit ces aliments. Les politiques agricoles ont toujours mis de côté les paysans, et ne les ont jamais intégrés dans une problématique plus globale. Quand on parle d'emploi par exemple, jamais il ne vient à l'idée des dirigeants de créer de l'emploi en milieu agricole.

Quand je propose que les gens se réapproprient le débat sur l'agriculture, j'espère combler ce fossé qui s'est développé. Par exemple sur notre site, nous allons proposer aux internautes de redistribuer en fonction de leur priorité les 106 euros annuels qu'ils dédient chaque année à la PAC à travers leurs impôts. Histoire de leur faire prendre conscience qu'il y a une autre agriculture possible, plus citoyenne, et qu'ils peuvent décider librement de leur nourriture, de leur mode de vie, de leurs paysages.

Pendant cette période électorale, c'est capital, pour montrer que l'agriculture n'est pas une question marginale et doit être au cœur du débat de la campagne présidentielle.

Propos recueillis par Charlotte Chabas

La France et l'Union européenne n'ont pas vocation à nourrir le monde

Le Monde.fr | 27.02.2012 à 09h55 | Par Jacques Berthelot, enseignant-chercheur en politiques agricoles

Les négociations en cours sur la réforme de la Politique agricole commune (PAC) de l'Union européenne (UE) font l'objet d'intenses débats à l'occasion du Salon de l'Agriculture, sur les atouts et les faiblesses de l'agriculture française et européenne.

Les discours officiels présentent l'agriculture française comme la première de l'UE et la deuxième au niveau mondial pour les exportations alimentaires. Un discours semblable sur les performances de l'UE est tenu à Bruxelles et on en conclut que la France et l'UE doivent défendre une PAC visant à exporter plus pour réduire le déficit alimentaire des pays en développement (PED), qui s'accroîtrait d'ici 2050.

Pourtant, selon la FAO, sur la période 2000-09 la France n'a été qu'au 7ème rang mondial pour l'excédent des échanges alimentaires, poissons exclus – après Brésil, USA, Argentine, Pays-Bas, Australie et Canada –, alors que l'UE a été déficitaire de 7,5 milliards de dollars (Md\$).

Selon Eurostat, la France a eu un excédent moyen de ses échanges alimentaires (poissons inclus) de 10 milliards d'euros (Md d'euros) de 2000 à 2010, avec 40 Md d'euros d'exportations, dont 73% vers l'UE, d'où sont venues 77% de ses 30 Md d'euros d'importations.

Toutefois les 4,1 Md d'euros d'excédent hors UE ont été réalisés à 97% sur les pays développés (Russie comprise) et à 3% seulement sur les PED. Mais l'excédent sur les boissons – à 93% des vins et spiritueux qui ne sont pas des produits alimentaires de base – a dépassé de 6% l'excédent extra-UE et, sans les vins et spiritueux, la France a eu un déficit alimentaire de 1 Md d'euros en moyenne avec les PED. Avant de penser les nourrir, cessons d'être nourris par eux. Le déficit vis-à-vis des PED aurait été bien supérieur si les exportations n'avaient bénéficié de fortes subventions, surtout internes puisque celles à l'exportation ont pratiquement disparu. Ainsi les céréales exportées – autre point fort de la France avec 31,5 millions de tonnes en moyenne de 2000 à 2010, dont 10 extra-UE –, ont bénéficié en 2006 de subventions spécifiques de 61 euros par tonne.

Et si la France a été largement en tête dans l'UE pour la valeur de la production agricole de 2008 à 2010, notamment par rapport à l'Allemagne, l'Italie et l'Espagne, c'est celle-ci qui est nettement en tête pour le revenu net agricole par actif à plein temps (18 305 euros contre 12 605 euros pour la France), bien qu'elle ait été la dernière des quatre pays pour la valeur de la production. Car le poids des consommations

intermédiaires dans la valeur de la production est très supérieur en France (62%) et en Allemagne (68%) à celui de l'Espagne (43%), ce qui est le reflet de systèmes de production trop intensifs.

Xavier Beulin, président de la FNSEA, ne devrait pas se lamenter que l'Allemagne ait dépassé de très peu la France pour la valeur des exportations alimentaires de 2008 à 2010 puisque l'Allemagne a le plus gros déficit de l'UE (12 Md d'euros) contre un excédent de 8,8 Md d'euros pour la France, sachant que ce sont les Pays-Bas qui ont eu à la fois les plus fortes exportations (52 Md d'euros) et le plus fort excédent (15 Md d'euros).

Quant à l'UE, son déficit alimentaires a été en moyenne, de 2000 à 2010, de 16,8 Md d'euros poissons inclus ou 5 Md d'euros poissons exclus. Ces déficits auraient été très supérieurs en l'absence des 10,7 Md d'euros d'exportations nettes de boissons. Celles-ci ont presque compensé les 12 Md d'euros de déficit dû aux 58,7 millions de tonnes d'importations des postes aliments du bétail + oléagineux + huiles et corps gras.

Le déficit de l'UE est bien supérieur si l'on ne tient pas compte des 10,6% d'exportations agricoles et alimentaires, soit 6,3 Md d'euros en moyenne de l'UE de 2000 à 2009, effectuées sous le régime de "perfectionnement actif" à partir de 1,5 Md d'euros de produits agricoles importés à droit nul dans la mesure où ils ont été réexportés après transformation dans l'UE. Cela a privé les agriculteurs européens de débouchés sur leur marché intérieur, un véritable dumping socialinterne contre les agriculteurs européens.

Comme l'UE a eu un excédent alimentaire moyen de 17,4 Md d'euros sur les pays développés de 2001 à 2010, dont de 11,9 Md d'euros sur les pays occidentaux et 5,5 Md d'euros sur la Russie, il en résulte que ce sont les PED qui lui ont apporté une aide alimentaire de 34 Md€ par an.

Malgré cela l'UE a exporté en moyenne pour 33,6 Md d'euros vers les PED, 10 Md d'euros de plus que vers les pays développés. Mais ces exportations ont donné lieu à un dumping considérable. Ainsi, en se limitant aux subventions spécifiques, les viandes exportées ont reçu en moyenne de 2006 à 2008, par tonne d'équivalent-carcasse, 285 euros pour la viande porcine, 288 euros pour la volaille et les œufs et 1026 euros pour la viande bovine, les produits laitiers exportés ayant reçu 109 euros par tonne d'équivalent-lait.

La grande différence dans les aides reçues par les agriculteurs de l'UE à 15 (282 euros par hectare en 2009) et de l'UE à 12 des nouveaux Etats membres (85 euros) a impliqué un dumping interne de 1,2 Md d'euros sur des exportations nettes de 3,5 Md d'euros de l'UE15 vers l'UE12. Ces 1,2 Md d'euros représentent près du double du rattrapage des aides directes entre l'UE12 et l'UE15 d'ici 2020 proposé par la Commission européenne.

Face au déficit alimentaire structurel de l'UE, le discours dominant en France et dans l'UE consiste à préconiser de mieux se protéger des importations venant de pays ne respectant pas les normes sociales et environnementales de l'UE. C'est un discours très dangereux car cela impliquerait de ne pas de protéger sur 22% (15,5 Md d'euros des importations issues en moyenne de 2001 à 2010 des pays occidentaux qui respectent globalement les mêmes normes. Car ce sont sur ces pays que pèsent les droits de douane les plus élevés puisque ceux sur les PED sont faibles ou nuls. Cela accroîtrait fortement le déficit alimentaire de l'UE, accélérant les pertes d'emplois agricoles et tous les effets bénéfiques d'une agriculture paysanne sur des systèmes de production agro-écologique, l'occupation du territoire et le bien-être animal.

La stratégie officielle de l'UE à l'OMC et dans les accords bilatéraux en négociation – notamment avec le Mercosur, l'Inde, les pays ACP (Afrique-Caraïbes-Pacifique) pour les Accords de Partenariat Economique (APE) – est absurde car elle consiste à réduire ses droits de douane agricoles en échange d'une plus grande ouverture des PED à ses exportations de produits non agricoles et de services. L'UE doit au contraire promouvoir à l'OMC comme dans ses accords bilatéraux la refondation des politiques agricoles sur la souveraineté alimentaire : le droit et même le devoir de chaque région du monde de baser sa politique agricole sur une protection efficace à l'importation afin d'assurer des revenus agricoles fondés sur des prix rémunérateurs et stables. En contrepartie tout dumping doit être interdit, y compris celui camouflé dans des subventions internes "découplées" bénéficiant aux produits exportés.

Car la survie des agriculteurs de l'UE27 est liée au marché intérieur qui a absorbé, de 2006 à 2008, 84,5% des produits agricoles non transformés destinés à l'alimentation tandis que les industries agroalimentaires y ont écoulé 75,1% des produits transformés à usage alimentaire. Si le Doha Round devait être conclu avec la baisse moyenne prévue de 54% des droits de douane et même de 75% pour ceux supérieurs à 70%, les industries agroalimentaires de l'UE ne seraient plus compétitives, a fortiori si un Accord de libre-échange était signé avec le Mercosur.

Jacques Berthelot, enseignant-chercheur en politiques agricoles

Qui dit produits bio ne dit pas forcément produits locaux

LE MONDE | 03.04.2012 à 14h31 • Mis à jour le 03.04.2012 à 19h12 | Par Laurence Girard

Il suffit de pousser la porte d'une des boutiques spécialisées, de plus en plus nombreuses, pour constater que produit bio ne rime pas forcément avec proximité.

Ainsi, dans un des magasins du réseau Bio c'Bon, au centre de Paris, au rayon frais, un fromage de chèvre belge côtoie un yaourt au lait de chèvre made in Murcie, en Espagne. Dans les linéaires de jus de fruits, marques suisses et allemandes sont très présentes. Au rayon fruits et légumes, le "cultivé en France" domine, même si, logiquement, les agrumes viennent d'Espagne ou les bananes, de République dominicaine. A l'inverse, dans l'assortiment de graines et autres produits secs vendus en vrac, l'origine France est quasi l'exception. Graines de tournesol, haricots rouges ou pignons de pin viennent de Chine, les noix de Moldavie ou le sucre de canne du Brésil.



Situation identique, dans la boutique Naturalia, de l'autre côté de la rue, pour les produits en vrac. Et au rayon oeufs, même si certains ont été pondus dans le parc de Rambouillet, d'autres, moins chers, ont fait le trajet depuis l'Allemagne.

La distribution spécialisée, à l'instar de Naturalia, Bio c'Bon ou Biocoop, mais aussi les grandes enseignes généralistes, hyper et super, qui étoffent leur offre en la matière, veulent profiter de l'appétit des

consommateurs français pour les produits arborant le label bio. Il est vrai que ce marché aurait encore progressé, en 2011, de plus de 10 %, atteignant près de 4 milliards d'euros, selon les chiffres publiés par l'agence Bio. Une belle performance, même si le nombre de Français ayant déclaré consommer au moins une fois par mois des produits bio, s'érode, passant en deux ans, de 46 % à 40 %, selon un sondage de CSA.

4,6 % DES PRODUCTEURS

Or, face à cette demande, l'agriculture bio est encore peu développée en France. Selon l'agence Bio, même si le nombre d'exploitations converties à ces pratiques censées respecter l'équilibre écologique a doublé en dix ans, elles ne représentent encore que 4,6 % de l'ensemble des producteurs. Et elles n'occupent que 3,5 % de la globalité des surfaces cultivées. Sur la même période, le marché alimentaire bio a été multiplié par 4.

Ce décalage explique le recours à l'importation. Une situation qui contraint certains collèges ou écoles soucieux de développer un approvisionnement bio mais aussi local de surseoir au projet. Biocoop affirme, pour sa part, être partenaire financier de l'association Terre de Liens qui collecte de l'argent pour acheter des terres cultivables en vue d'installer des producteurs. Un des trois nouveaux magasins de ce réseau, qui vient d'ouvrir à Blois (Loir-et-Cher), affirme que 35 % des fruits et légumes frais proposés à la vente sont produits localement.

Le sujet est d'importance. Selon une étude sur la consommation durable publiée le 2 avril par le cabinet Ethicity, 40 % des Français interrogés déclarent privilégier "*les produits à km 0*". L'origine et le lieu de fabrication, sont des informations de plus en plus demandées sur les étiquettes. D'où parfois, pour le consommateur, un dilemme entre choisir un aliment bio industrialisé et un produit local qui ne porte pas nécessairement l'estampille des organismes de contrôle, mais dont on connaît le producteur.

Laurence Girard

Une nouvelle épreuve dans l'Odyssée économique de la Grèce avant de retrouver l'Ithaque de croissance

Le Monde.fr | 02.07.2012 à 09h17 • Mis à jour le 02.07.2012 à 09h25 | Par Pascal de Lima, enseignant à Sciences-po, et Gwenaël Le Sausse

Si les débats économiques en Europe tournent autour du maintien ou non de la Grèce dans la zone Euro, il convient de s'interroger sur la structure de l'économie Grecque afin d'évaluer précisément l'efficacité d'une potentielle dévaluation de la Drachme ou l'efficacité d'une sortie de crise à l'intérieur de la zone euro.

Les défenseurs d'une sortie de la zone euro argumentent la hausse de la production par le jeu du taux de change réel. C'est bien dans ce cadre que le gouvernement grec déciderait de dévaluer fortement la nouvelle monnaie nationale pour que les produits grecs gagnent en compétitivité face aux produits vendus en euro. Ils s'exporteraient donc mieux.

Or, l'efficacité d'une telle politique monétaire dépend étroitement du type de produits à exporter et de leur quantité, entre autres facteurs. Et c'est là qu'entre en jeu la structure de l'économie grecque. Orientalisée par plus de trois siècles d'occupation ottomane, la Grèce n'a pas profité de la révolution industrielle dans l'Europe du XIX^e siècle et n'a connu l'urbanisation et l'industrialisation qu'après la seconde guerre mondiale. La réussite d'une telle politique n'a donc rien d'évident, il faut la démontrer.

L'histoire économique montre que la Grèce s'est structurée d'une façon assez incohérente. Ainsi, le troisième producteur mondial d'olives, la Grèce, présente un secteur primaire qui emploie, en 2010 selon les chiffres du ministère français des affaires étrangères, 12,5 % de la population active mais que ne représente que 3,3 % du PIB grec. Mais la principale source d'étonnement se trouve dans la répartition des deux autres secteurs, le secondaire et le tertiaire, dans le PIB grec.

En effet, en 2010, le PIB grec était composé à 17,9 % du secteur industriel (lui-même partagé principalement entre industrie et construction), et à 78,9 % du tertiaire (surtout divisé entre tourisme et marine marchande). Il s'agit là de la conséquence des politiques des gouvernements grecs depuis des décennies en faveur d'une tertiarisation du pays. Ces gouvernements successifs ont négligé le développement un tissu industriel fort.

L'économie grecque n'est donc pas comparable à l'économie italienne qui a su développer au nord du pays un cœur industriel dynamique et diversifier ses sources de croissance. Dans ces conditions, une question essentielle nous paraît être l'efficacité d'une spécialisation de ce type : comme en Espagne avec l'immobilier, lorsqu'une activité économique (ici le tourisme en Grèce) prend une si grande importance, le risque est alors celui de subir un choc sectoriel qui devient automatiquement un choc asymétrique spécifique à la Grèce, dans un pays qui partage une politique monétaire commune avec une Europe bien plus industrialisée globalement. Cela a pour effet d'imposer à la Grèce d'importer massivement d'Allemagne ou des pays émergents, les produits industriels qu'elle ne produit pas elle-même, creusant un déficit commercial devenu structurel (d'ailleurs déjà alourdi par une forte dépendance énergétique). Dans une telle situation, une politique contra-cyclique de relance de la consommation, du type keynésien, et donc d'endettement de l'Etat grec, serait inefficace. Le pays ayant des frontières économiques ouvertes, une telle politique subventionnerait en réalité les importations et donc l'activité économique des partenaires commerciaux du pays. Une politique budgétaire simple ne fonctionnerait donc pas.

QUEL LEVIER ÉCONOMIQUE RESTE-T-IL À LA GRÈCE ? LA DÉVALUATION

Si les rêveries des romantiques du XIX^e siècle, son patrimoine culturel exceptionnel et ses paysages naturels uniques ont su compenser ce déficit commercial et assurer au pays des rentrées d'argent régulières par le tourisme, la crise de la dette a tout changé. Il convient de poser la question de l'efficacité ou non d'une dévaluation en Grèce après une éventuelle sortie de la zone euro.

Une telle politique aurait pour conséquence d'agir fortement sur le taux de change réel, rendant le prix réel des biens grecs plus compétitifs que celui des pays ayant conservé la monnaie unique. Dans ce cas, si la marine marchande, en tant qu'activité offshore serait peu impactée par une variation des prix, le

tourisme s'en verrait dynamisé, entraînant une arrivée massive de touristes européens, prêts à dépenser leurs euros pour s'offrir des biens et services grecs bon marché par rapport à leurs biens et services nationaux.

Concernant le secteur secondaire, les quelques industries grecques, comme celle du secteur pharmaceutique ou des métaux, profiteraient peu de ce nouveau taux de change parce que ces productions nécessitent de nombreuses consommations intermédiaires de produits importés, surtout dans le domaine de l'énergie. Une dévaluation augmenterait alors le prix réel de ces importations, donc des consommations intermédiaires, ce qui compenserait la baisse du prix réel du produit final de la dévaluation. Cette dévaluation serait alors au mieux inefficace.

Enfin, concernant l'agriculture grecque, elle profiterait pleinement d'une telle dévaluation et pourrait sérieusement concurrer les pays exportateurs agricoles restés dans la zone euro comme l'Espagne, le Portugal ou la France par des produits moins chers.

Il est alors envisageable, malgré la spécialisation de l'économie grecque, que cette politique de dévaluation réussisse le pari de la courbe en J et de la condition de Marshall-Lerner en inversant le signe du solde commercial. Seule ombre au tableau, une telle dévaluation aurait des effets sociaux désastreux, au moins dans un premier temps. Les petits épargnants verraient la valeur réelle de leur épargne fondre comme neige au soleil, les salariés subiraient une diminution drastique de leur salaire et donc de leur pouvoir d'achat à l'importation et l'Etat verrait le poids de sa dette libellée en euro exploser. Mais depuis 2008, après une Odyssée économique qui n'a rien à envier aux épreuves vécues par Ulysse chez Homère, les grecs accepteraient-ils cette nouvelle épreuve pour retrouver leur Ithaque de croissance ?

Pascal de Lima, enseignant à Sciences-po, et Gwenaël Le Sausse

Très sensible à la météo, le melon souffre

LE MONDE | 08.08.2012 à 14h18 | Par Laurence Girard

Plus que d'autres agriculteurs encore, les producteurs de melons ont l'oeil rivé sur la météo. En l'absence de soleil et de températures idoines, le consommateur rechigne à mettre une tranche de melon dans son assiette. Des cioux plus cléments, et la tendance s'inverse.

"Nous sommes comme les fabricants de glace, très "météosensibles", souligne Jérôme Jausseran, de Force Sud,

une structure de commercialisation créée par cinq producteurs de l'Hérault. Depuis le début de l'été, les consommateurs français situés dans la partie nord du pays, souffrant de températures fraîches et d'épisodes pluvieux à répétition, ne se sont pas rués sur cette cucurbitacée.



Cette chute de la consommation inquiète les producteurs. D'autant qu'ils sont aujourd'hui en pleine période de production. Un pic de 30 000 tonnes par jour a été atteint fin juillet, sachant que la production moyenne française annuelle est de 285 000 tonnes. Or, *"le problème, avec le melon, c'est qu'une fois cueilli, il ne peut attendre plus de deux ou trois jours avant d'être consommé"*, explique Bernard Miozzo, animateur de l'interprofession melon, qui regroupe producteurs et expéditeurs.

PRESSION SUR LES PRIX

La situation n'échappe pas aux acheteurs de la grande distribution. *"Le prix de revient d'un plateau de melons à l'expédition est de 0,9 à 1 euro le kilo. Certaines enseignes les achètent 80 ou 90 centimes le kilo. Un producteur m'a donné l'exemple d'un magasin Ed qui était même descendu à 60 centimes le kilo"*, affirme M. Miozzo. *"Le prix payé au producteur est de 15 % à 20 % inférieur à celui de l'an dernier"*, estime M. Jausseran.

Mardi 7 août, FranceAgriMer, établissement public dépendant du ministère de l'agriculture, a déclaré le melon en crise conjoncturelle pour la troisième fois depuis mi-juin, son prix étant descendu en dessous d'un prix moyen calculé sur les cinq dernières années.

Les producteurs souffrent aussi d'une baisse des rendements. Là encore, la météo capricieuse a eu des effets néfastes. *"Nous démarrons la saison le 15 mai. Cette année, la baisse de la production au printemps a été de 20 %"*, déclare M. Jausseran, qui s'attend, pour 2012, à une baisse de 20 % du chiffre d'affaires de Force Sud (13 millions d'euros en 2011).

BAISSE DES RÉCOLTES DE 40 % EN JUILLET

Christophe Couteleau, qui dirige la société Le Rouge-Gorge (Deux-Sèvres), le plus gros producteur de melons en France (30 millions d'euros de chiffre d'affaires), dit avoir subi *"une baisse des récoltes de 40 % en juillet"*.

A noter que le melon dit charentais, avec sa peau verte et sa chair orangée, n'est guère exportable, si ce n'est en petite quantité vers la Suisse et la Belgique. Les Français en sont quasiment les seuls consommateurs.

Une spécificité que les producteurs ont souhaité défendre en étendant la période de commercialisation en rayon. Ils ont donc investi dans des fermes au Maroc et en Espagne pour pouvoir proposer des melons dès mars. C'est le cas chez Force Sud, où un producteur possède 70 hectares en Espagne et où un autre exploite la même surface au Maroc. Le Rouge-Gorge possède pour sa part 500 hectares entre l'Espagne et le Maroc, qui s'ajoutent à ses 1 250 hectares en France.

"Andalous, la terre est à vous"

LE MONDE | 26.09.2012 à 19h32 • Mis à jour le 27.09.2012 à 12h44 | Par Sandrine Morel

Un virage, un petit pont qui enjambe un maigre ruisseau, et le chemin en terre grimpe sur une colline à l'herbe jaunie. Un panneau officiel du gouvernement d'Andalousie indique l'arrivée à Somonte, un *"domaine expérimental destiné au travail de reconversion de l'agriculture traditionnelle à l'agriculture écologique"*. Mais au-dessus flotte le drapeau vert et blanc du Syndicat des travailleurs andalous (SAT), signe que cette terre a changé de mains.

Depuis six mois, la parcelle de Somonte est "occupée" par une vingtaine de travailleurs agricoles, bien décidés à faire prospérer cette terre de 400 hectares laissée en jachère par le gouvernement régional. La fleur au fusil, les mains prêtes à l'ouvrage, Lola, Manuel, Paco, Maria, Eugenio et d'autres sont arrivés là, entre Séville et Cordoue, le 4 mars. Près de 500 personnes, membres du SAT et sympathisants, les accompagnaient, pour les aider à déblayer le terrain et surtout pour dissuader la police d'empêcher cette occupation illégale.



Ce n'est pas la première fois que le SAT mène une action de la sorte. Les occupations de terres agricoles, qu'elles soient publiques ou qu'elles appartiennent à la noblesse locale, sont courantes depuis une trentaine d'années en Andalousie. Mais elles sont d'ordinaire symboliques. Elles visent tantôt à dénoncer les cultures extensives peu gourmandes en main-d'oeuvre que privilégient les grands propriétaires terriens, tantôt les subventions de la politique agricole commune (PAC) versées aux latifundia, les grandes exploitations agricoles, les aides européennes étant attribuées non pas en fonction de ce qui est cultivé mais du nombre d'hectares possédés.

FIGURE DE PROUE

Cette fois, c'est différent. Somonte se veut la figure de proue d'un mouvement plus ample, plus concret et plus durable, de récupération des terres. Car la crise est passée par là. Et pour ces paysans sans terre, nombreux dans la vallée du Guadalquivir, il n'est plus temps de revendiquer mais d'agir, puisque le chômage frappe 34 % de la population active en Andalousie.

Le détonateur a été la mise en vente aux enchères de 15 000 hectares de terrains publics par le gouvernement andalou, dans l'espoir de récolter quelques dizaines de millions d'euros pour renflouer ses comptes, la région étant au bord de la faillite. "*Comment est-il possible de vendre la terre alors que des gens ont faim ?*", s'insurge Lola Alvarez, porte-parole du mouvement d'occupation et sorte de madone des paysans. "*Aujourd'hui, notre combat n'est plus symbolique. Il est vital*", poursuit cette femme de 44 ans, ouvrière agricole depuis qu'elle a 16 ans, à la peau tannée par le soleil.

Beatriz Nieto et Rafael Alvarez sont venus s'installer le 3 juin à Somonte, avec leurs deux filles de 7 et 9 ans, après avoir été expulsés de leur appartement dont ils ne payaient plus le loyer. Cela fait deux ans et demi que Beatriz, 30 ans, est au chômage, sans indemnités car elle n'a pas de quoi payer le timbre agricole (87 euros par mois) qui permet de bénéficier des aides publiques. Son mari, blessé sur les chantiers, ne trouve pas non plus d'emploi dans les champs et la famille survit avec 350 euros d'indemnités d'accident du travail. "*Nous n'avons nulle part où aller*", résume Beatriz Nieto. *Et il nous fallait un toit pour nos filles.*"

Les résidents de Somonte ont reçu l'aide de particuliers venant de toute l'Espagne, organisés en comités de soutien dans de nombreuses provinces du pays. Ils leur ont apporté de quoi meubler deux maisons mitoyennes abandonnées, des semences, des plantes, des poules et des brebis. Régulièrement, certains restent quelques jours pour aider à cultiver la terre. C'est le cas de Susana Tejedó et de son mari, Emilio Grediaga, venus de



Madrid donner un coup de main. Tous deux sont au chômage, elle, artisane du cuir, depuis trois ans, lui, électricien, depuis un an et demi. *"Nous sommes venus par solidarité, affirme Susana Tejedo. Parce que si la terre disponible était redistribuée, il y aurait 600 000 personnes de moins au chômage en Andalousie."*

Eugenio veut y croire. *"Il n'y a plus de travail dans les champs, explique cet ouvrier agricole sans emploi arrivé dès le premier jour de l'occupation à Somonte. Depuis le début de l'année, je n'ai pu travailler que deux mois et quatre jours pour la collecte des oranges, car ceux qui étaient dans la construction sont venus dans les champs. Aujourd'hui, il y a trop de main-d'oeuvre et de moins en moins de cultures."*

"La campagne a toujours été le refuge de ceux qui se retrouvaient au chômage, ajoute un autre travailleur agricole de Somonte qui préfère ne pas donner son nom. Avant la crise, durant la saison de l'olive de table, on pouvait travailler trois mois d'affilée. Aujourd'hui, il y a tellement de monde que c'est à peine si l'on peut faire vingt jours."

REDISTRIBUTION DES TERRES

A côté de l'étendard du syndicat, les nouveaux résidents de Somonte ont accroché un drapeau de Che Guevara sur le toit de l'édifice principal. Ils ont peint sur le mur de la maison le slogan : *"Somonte pour le peuple, que le monde le sache."* Sur le mur du hangar agricole, ils ont encore écrit : *"Andalous, n'émigrez pas, combattez !" ou "La terre est à vous, récupérez-la !"*

Autant de slogans qui témoignent du désir encore vivace dans une partie de la campagne andalouse d'obtenir une nouvelle répartition des terres et leur redistribution aux travailleurs agricoles, comme le prévoyait la réforme agraire engagée sous la II^{de} République (1931-1939), mais tuée dans l'œuf par la guerre civile (1936-1939) et le coup d'Etat du général Francisco Franco.

Dès son arrivée au pouvoir, le dictateur s'était chargé de rendre aux grandes familles les terres confisquées et nationalisées par le gouvernement républicain. Et le retour de la démocratie, en 1975, a laissé de côté cette question. *"Une poignée d'individus concentre toujours des milliers d'hectares, reconnaît Manuel Gonzalez de Molina, professeur d'histoire environnementale à l'université Pablo de Olavide de Séville. En Andalousie, la redistribution des terres ne s'est jamais faite à cause de la pression de l'oligarchie terrienne et plus de 60 % des aides de la PAC se concentrent dans quelques mains."* Le cas de la duchesse d'Albe, dont la famille est propriétaire de 34 000 hectares en Espagne et reçoit près de trois millions d'euros de subventions européennes par an, est régulièrement dénoncé par le SAT, qui y voit une injustice d'autant plus grande que la crise sévit durement dans les champs.

MARINALEDA, LE MODÈLE

Les travailleurs agricoles de Somonte ont un objectif : transformer la parcelle en une coopérative qui donnerait un travail à des centaines de personnes. Et un modèle, Marinaleda. Marinaleda est une commune située à une soixantaine de kilomètres au sud-est de Somonte, dans la province de Séville, où le maire communiste, Juan Manuel Sanchez Gordillo, un des responsables du SAT, a obtenu au début des années 1980, après des années de lutte, l'expropriation des terres du duc del Infantado. La création d'une coopérative agricole sur les 1 200 hectares de terres expropriées du domaine d'El Humoso a permis d'éradiquer une partie du chômage local.

"Le duc avait choisi des cultures qui généraient peu d'emplois, se souvient M. Gordillo. Nous les avons remplacées par des poivrons, des artichauts, des fèves et d'autres cultures gourmandes en main-

d'oeuvre." La coopérative emploie aujourd'hui environ 300 personnes. Elle ne reverse pas de bénéfices mais crée des emplois quand elle en perçoit. Elle s'est aussi dotée d'une usine qui se charge de la transformation et emploie 80 femmes du village. *"Dans les années 1980, la situation était dure. Aujourd'hui, c'est pire. Les gens avaient atteint un certain niveau de vie et ils sont en train de tout perdre, même leur maison"*, souligne M.Gordillo.

Le modèle de l'Humoso n'a pas que des admirateurs. Felix Talego, professeur d'anthropologie sociale à l'université de Séville, lui reproche de ne pas être exportable. *"Si cette expérience se généralisait, il y aurait un surplus de production agricole impossible à absorber"*, soutient le chercheur, qui rappelle que *"l'argument productiviste que défend le SAT se heurte au problème de surproduction qui existe en Europe"*.



A Somonte, les travailleurs n'ont que faire de ces critiques. Les poules courent en liberté autour de la maison, l'âne Manolo observe la scène de loin, brebis et chevreaux tournent dans leur enclos sous le soleil, et Pepe Valle bêche la terre en évitant d'abîmer les plants de pommes de terre écologiques. Les productions de l'été ont presque toutes été ramassées et il est temps de planter pour l'hiver.

Les "squatteurs" n'ont cultivé que deux hectares sur les quatre cents que compte la parcelle, mais ils ont déjà produit suffisamment de tomates, d'aubergines, de poivrons, de pommes de terre, de melons et de pastèques pour en vivre. Ils vendent même le surplus dans les marchés des villages environnants et dans une boutique de Cordoue, à 60 km de là, ce qui leur permet d'acheter des outils, des semences et tout ce dont ils ont besoin. Pas de quoi, cependant, percevoir un salaire. *"Mais imaginez, si nous pouvions exploiter les 400 hectares de Somonte, combien de gens pourraient vivre de cette terre"*, interpelle Lola Alvarez. C'est le prochain défi que s'est fixé le SAT : augmenter la surface cultivée pour pouvoir accueillir davantage de monde. *"Quand nous aurons mis le train sur des rails, nous tendrons la main pour que ceux qui veulent le prendre en marche puissent monter"*, soutient la porte-parole du mouvement.

Pour cela, il ne suffit pas que le gouvernement andalou leur donne la terre et écarte pour de bon la menace d'une nouvelle expulsion. Ils auront aussi besoin de subventions pour que ces terres soient dotées d'un système d'irrigation. Leur puits n'y suffirait pas. *"S'ils nous délogent encore, nous reviendrons, assure Lola Alvarez. Parce que nous n'avons rien d'autre."*

"Manger bio en temps de crise, un acte militant"

Le Monde.fr | 04.10.2012 à 11h23 • Mis à jour le 04.10.2012 à 11h48

La crise économique n'y change rien : la consommation de produits bio a augmenté de 5 % au premier semestre. Dans le même temps, les surfaces dédiées à l'agriculture biologique en France ont crû de 25 %, pour franchir la barre du million d'hectares (4,6 % des surfaces agricoles).



Dans un appel à témoignages, les lecteurs du Monde.fr expliquent pourquoi ils continuent de manger bio, ou choisissent de se convertir au label AB, malgré une diminution de leurs revenus. Protection de l'environnement, craintes pour la santé, soutien à une agriculture moins productiviste, recherche d'une meilleure qualité gustative : autant de raisons de concéder des sacrifices économiques et procéder à un *"véritable arbitrage dans les dépenses"*.

- **Pour un changement de société**, par Mariane

Je mange bio, plus que jamais. La crise est un moment dans lequel on envisage plus facilement un changement de société, une prise de conscience. Or la consommation bio n'est pas un engagement individuel que l'on effectue pour sa propre santé ou son propre bien. Personnellement, j'associe la consommation bio et locale à une démarche plus globale : respect de l'environnement, des animaux, mais surtout des producteurs. L'inverse d'une mondialisation à outrance. Le contexte de crise n'est donc pour moi pas un frein, mais plus une motivation.

- **Pour contribuer à préserver l'environnement**, par Marion

Cela fait maintenant quatre ans que je fais le plus souvent mes courses dans un supermarché coopératif de produits bio, sauf quand mes horaires ne me le permettent pas, auquel cas je les fais dans un supermarché normal (où les produits bio sont nettement plus chers, y compris en marque distributeur !). Je mange bio (et local si possible) en premier lieu pour contribuer à préserver l'environnement (répondre aux besoins du présent sans compromettre les capacités des générations futures à satisfaire leurs propres besoins), mais également pour le goût et, dans une moindre mesure, pour ma santé.

Le prix de mon panier n'a pas augmenté depuis que j'achète des produits bio, mais sa composition a changé. Je ne mange quasiment plus de viande ni d'œufs, et seulement du fromage comme produits laitiers. D'une part, par préoccupation environnementale : l'impact des industries de produits d'origine animale est catastrophique. D'autre part parce que les prix des produits bio reflètent réellement les coûts de production. La viande y est chère, mais c'est un produit de luxé, qui n'a pas besoin d'être consommé

trois fois par jour. Naturellement, les prix conduisent donc à rééquilibrer son alimentation au profit des céréales, des légumineuses, etc. Le plus frustrant dans cette démarche est quand on se retrouve au restaurant, à manger par défaut de la viande issue d'élevages en batterie et des produits low cost de l'autre bout du monde. Sauf à ne choisir que des restos bio ou à ne plus voir ses amis.

- **Pour notre santé à tous**, par Gonzague

Je consomme bio ou "naturel" depuis longtemps, par souci écologique, pour ma santé, celle de mes proches. Je consomme bio, surtout en temps de crise, pour défendre l'environnement et encourager l'agriculture paysanne, non industrielle. Je consomme bio pour ingérer moins de pesticides (nous savons que les aliments bio peuvent en contenir, mais à bien moindre dose) ; pour la qualité nutritionnelle des aliments, pour leur texture, leur saveur (même si de nombreux aliments non-bio sont savoureux, il m'arrive d'en consommer).

Dans cette logique, je préfère court-circuiter les réseaux de la distribution conventionnelle et ses intermédiaires dispendieux en passant par une AMAP (Association pour le maintien d'une agriculture paysanne). Il est vrai qu'en achetant bio, mon panier est cher, mais je considère cette dépense comme un investissement pour préserver ma santé, avant les médecins. Bref, je consomme bio pour notre santé à tous, pour défendre les producteurs, fuir les supermarchés, temples froids d'une consommation inhumaine à tous points de vue, pour me défaire progressivement de la dépendance aux pesticides, pour lutter contre la désertification de nos campagnes, rendre son sens au travail agricole et pour restaurer et préserver nos terres (ce qu'il en reste, car les sols, à près de 90 %, sont biologiquement quasi morts en France). Je consomme bio parce qu'en temps de crise, je défends la vie.

- **Par crainte des substances toxiques**, par Greg

Depuis plusieurs années, je mange de plus en plus d'aliments "bio", malgré la baisse de mes revenus (chômage). J'achète surtout le lait, les œufs, le beurre et les viandes sous label biologique car je pense que les produits d'origine animale peuvent stocker des substances toxiques dans certains élevages. Ma motivation principale est la crainte des effets des faibles doses de substances toxiques (pesticides, conservateurs) sur le long terme. En achetant des aliments labellisés, j'espère diminuer mon exposition à ces substances, même si ma confiance n'est pas totale sur la pertinence des labels (AB, bio européen trop permissifs...).

Les produits que j'achète me semblent bien plus chers que leurs équivalents traditionnels, mais je n'achète pas les mêmes aliments : j'évite les plats préparés, j'achète des fruits/légumes de saison, et surtout je diminue ma quantité de viande. J'ai l'impression que mon panier est plus "austère" et que j'ai moins de choix, mais j'ai eu la bonne surprise de voir que mes nouvelles habitudes me permettent de bien mieux gérer le gaspillage et aussi mon poids.

- **Pour promouvoir un modèle économique innovant**, par Samy

Manger bio, ça me coûte (souvent) plus cher. Et sans budget extensible, ma consommation de viande en pâtit. Mais la protection de l'environnement, de ma santé, bien sûr celle des producteurs, mais aussi des

animaux est à ce prix. Mes exigences se portent surtout sur les produits où les résidus chimiques sont les plus importants, légumes et céréales. Les exigences sur les œufs sont par contre davantage orientées par le bien-être animal, tandis que les laitages visent une protection accrue de l'environnement. Consommer bio, c'est surtout promouvoir un modèle économique innovant : des producteurs qui prennent des risques et développent de nouveaux modèles plus vertueux et moins énergivores basés sur les cycles de la nature. L'innovation, en agriculture, c'est le bio et l'optimisation des processus naturels en général, et sûrement pas l'intensif.

- **Par respect de l'animal**, par Jean

Même si les pays européens ont la législation la plus contraignante au monde en matière de bien-être animal, cela n'est pas suffisant ! Les fermes-usines sont toujours là, et beaucoup d'animaux vivent confinés dans des cages de superficie restreintes, où la prolifération de maladies et ses conséquences sur la santé humaine sont avérés. Par consommation, je choisis de la viande biologique car je sais que l'animal a eu un accès à l'extérieur et a pu exprimer les comportements propres à son espèce durant sa vie.

- **La qualité gustative avant tout**, par John

Adhérent à une AMAP, je mange désormais exclusivement des légumes bio lors de mes repas à domicile. Ce que je cherchais par ce moyen était avant tout un accès à des aliments au goût plus affirmé (retrouver le goût de la tomate) et de saison, ce qu'on ne trouve pas dans des légumes bio en provenance d'Espagne par camions réfrigérés, par exemple.

A noter que l'AMAP porte également certaines valeurs : garantir le financement de l'agriculteur et mutualiser les risques agricoles avec l'adhérent, etc., dans lesquelles je me retrouve. Ce fonctionnement se traduit par un investissement annuel de 900 € pour un panier hebdomadaire correspondant largement à l'alimentation de quatre personnes (hors déjeuner sur lieu de travail). Depuis mon adhésion, j'ai drastiquement diminué mes achats en grandes surfaces, quasiment limités aux "basiques" (lait, farine, pâtes, riz, huile, vinaigre, etc.). J'ai également beaucoup diminué ma consommation de protéines le soir car un gratin de légumes se suffit à lui-même. Du coup, financièrement, je pense que je m'y retrouve par rapport à mon mode de consommation précédent.

- **Un choix militant**, par Frédéric

Avec la réduction sensible de mon niveau de vie, ces dernières années, continuer de manger bio nécessite un véritable arbitrage dans mes dépenses. Vu le surcoût et donc les sacrifices que cela engendre, acheter bio ne peut être perçu que comme un acte militant, à portée quasi-politique. Il s'agit, par exemple, de défendre un modèle d'agriculture soutenable, respectueux de l'environnement et pourvoyeur de plus d'emplois que l'agriculture conventionnelle. Il s'agit de refuser de nourrir un modèle trop productiviste, largement subventionné sans souci aucun des répercussions écologiques, conduisant à une surproduction et une surpollution. Il s'agit enfin, et surtout, d'aider les agriculteurs ayant fait le choix courageux de se soustraire à la véritable dépendance – voire à l'aliénation – que l'industrie agro-chimique tente d'exercer sur eux, tant par le biais des pesticides que des OGM.

Le bio correspond avant tout à un refus de la marchandisation et de la "brevétisation" du vivant, laissant l'agriculteur libre d'exercer son métier. Je refuse que les paysages agricoles et champêtres en France soient réduits au rôle de débouchés terminaux des industries chimiques. Nous finirons tous, socialement, par en payer un prix collectif considérable sur les questions de santé publique.

▪ **Une plus grande traçabilité**, par Fatiha

Je ne me fais pas trop d'illusions sur le bio quand il est commercialisé par des grands groupes ou des chaînes de magasins – le seul auquel on a accès au quotidien quand on vit dans les grandes villes. Je pense que les contrôles garantis par les labels sont très relatifs et qu'un jour il y aura probablement un grand scandale autour du bio : on découvrira qu'il y a imposture, c'est la règle du commerce. Mais c'est quand même une certaine garantie de ne pas manger n'importe quoi, une plus grande transparence des étiquettes, une plus grande traçabilité.

C'est vrai que c'est plus cher et pas nécessairement meilleur, souvent même moins bon, mais si on compare les produits bio avec leurs équivalents non bio, ça renseigne bien sur les saloperies qu'on mangeait avant en toute ignorance, des ersatz de nourriture, toujours plus chimique, toujours plus frelatée. Je me dis que lorsqu'un produit n'existe pas en bio, c'est louche, ça veut dire qu'il vaut mieux arrêter de le consommer en non bio. En gros, le bio aujourd'hui rapproche notre alimentation de ce qu'elle pouvait être il y a vingt ou trente ans, quand elle était déjà industrialisée, mais que les produits correspondaient encore plus ou moins à ce qui était écrit sur l'étiquette.

▪ **Pour diversifier mon alimentation**, par Pierre

Je suis étudiant et je me rend très souvent dans la Biocoop de ma rue. Si la plupart des articles sont bien trop chers pour mon budget, ce type de magasin est le seul à vendre (à ma connaissance) en vrac une multitude d'aliments (graines originales, riz, pâtes, céréales, haricots,...) et ce à des tarifs abordables, pour certains même inférieurs aux prix pratiqués dans des supermarchés classiques qui aiment soigner les emballages. Cela peut paraître bizarre, mais j'achète bio pour varier mon alimentation tout en faisant plaisir à mon porte-monnaie.

▪ **Des produits locaux avant d'être bio**, par Marie

Non, le bio ne veut rien dire ! Je préférerais avoir une traçabilité encore plus exigeante, avec un cahier des charges plus précis. A quoi sert de manger bio si les haricots verts viennent du Kenya ou les tomates d'Espagne ? Je privilégie désormais la production de proximité pour les fruits et légumes. Meilleurs et moins chers. Je fais confiance à mon producteur, que j'ai choisi selon des critères bien précis (pas de pesticides, par exemple). J'achète juste de la viande bio pour le respect de l'animal. Le bio, le plus souvent, est une arnaque commerciale.

▪ **Grâce aux circuits courts, du bio moins cher**, par Guillaume

Nous avons longtemps été deux personnes vivant sur un seul salaire, et malgré cela, manger responsable a toujours été une priorité. Inscrits dans une AMAP, nous avons ainsi accès à des fruits et légumes locaux et bio pour un prix très raisonnable. Nos comptes en banque le prouvent,

avant l'AMAP, nous achetions tout en magasin bio, et après l'AMAP, nous avons économisé plus de 100 € par mois. Malgré la crise, il est donc possible de manger bio, et cela est souvent rendu possible grâce aux circuits courts.